

THÈSE DE

LYON.

1882

N^o. 4.

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

DROIT ROMAIN

DES CAUSES

QUI SUPPRIMENT OU ATTÉNUENT LA RESPONSABILITÉ

en matière pénale

DROIT FRANÇAIS

DE L'ALIÉNÉ

Au point de vue de la responsabilité pénale

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 8 juillet 1882

Par E. LELORRAIN

Docteur en médecine, ancien interne des hôpitaux de Strasbourg

Médecin-major au 16^e rég^t de chasseurs

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon



Vienne

E. - J. SAVIGNÉ, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

1882





Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE DE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

DROIT ROMAIN

DES CAUSES

QUI SUPPRIMENT OU ATTÉNUENT LA RESPONSABILITÉ

en matière pénale

DROIT FRANÇAIS

DE L'ALIÉNÉ

Au point de vue de la responsabilité pénale

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le 8 juillet 1882

Par E. LELORRAIN

Docteur en médecine, ancien interne des hôpitaux de Strasbourg

Médecin-major au 16^e rég^t de chasseurs

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon

Président:	M. GARRAUD, professeur.
Suffragants:	{ MM. CAILLEMER, doyen. ROUGIER, professeur. AUDIBERT, » SAUZET, agrégé.

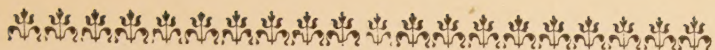
V I E N N E

E. - J. SAVIGNÉ, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

1882

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

- MM. CAILLEMER, ✱, Doyen, professeur de Droit civil.
MABIRE, professeur de Droit civil.
GARRAUD, professeur de Droit criminel.
APPLETON, professeur de Droit romain.
FLURER, professeur de Droit civil.
THALLER, professeur de Droit commercial.
ROUGIER, professeur d'Économie politique.
ÉNOU, professeur de Droit administratif.
AUDIBERT, professeur de Droit romain.
HANOTEAU, professeur de Procédure civile.
COHENDY, agrégé, chargé du Cours de Droit international privé.
LESEUR, agrégé, chargé du Cours d'Histoire générale du Droit Français.
SAUZET, agrégé, chargé du Cours de Législation industrielle.
BECQ, secrétaire, agent comptable.
-



DRUIT ROMAIN

Des Causes qui suppriment ou atténuent
la responsabilité, en matière pénale

AVANT-PROPOS

DN parcourant le droit pénal des Romains, on rencontre un certain nombre de circonstances, dans lesquelles, les délits ordinairement atteints par les lois, étaient excusés ou tolérés, en vertu de dispositions spéciales: constitutions, rescrits impériaux, sénatus-consultes, etc ; — d'autres cas, où tout en conservant leur caractère d'acte illicite, ils ne pouvaient être poursuivis, du moins pour un temps, par suite d'une interdiction formelle, ou d'un empêchement légal né des rapports de personne à personne ; — et des cas enfin, où le même fait délictueux entraînait des pénalités différentes, suivant la qualité du coupable.

Faute d'avoir trouvé dans les auteurs, un ensemble de doctrine sur la question que nous nous proposons de résoudre, nous avons cherché à dégager du « Corpus juris civilis », les espèces y ayant trait ; puis, nous les avons classées et coordonnées sous des titres qui répondent, soit aux situations diverses, propres à l'organisme social des Romains, soit aux causes particulières d'irresponsabilité.

Nous avons été amené à former ainsi, des divisions forcément arbitraires et distinctes, mais qui sont susceptibles de

rentrer dans le même cadre, et peuvent, si incomplètes qu'elles soient, donner une idée générale des exceptions et des tempéraments apportés à l'application des lois pénales.

Citons, à titre d'exemples :

1° Des circonstances dans lesquelles, la criminalité disparaissait :

L'impuberté — l'aliénation mentale — certaines injures adressées aux esclaves — le « jus occidendi » du pater familias et du mari, en cas d'adultère — la force majeure — la légitime défense, etc..

2° Des cas d'excuse proprement dite :

L'ignorance du droit chez la femme et le mineur, etc.. — la contrainte morale résultant, par exemple, de menaces et de violences graves, ou de la crainte révérentielle, etc..

3° Des cas d'atténuation de la peine :

La peine était diminuée en faveur : — du mineur de 25 ans, à titre exceptionnel — de l'homme en état d'ivresse — des « personæ honestæ », et des grands dignitaires.

4° Enfin des cas où l'action pénale était momentanément suspendue, ou à jamais interdite :

Les fonctions du coupable — l'indignité de la victime — ou la dépendance dans laquelle ils étaient l'un à l'égard de l'autre, etc.



I

DE L'ENFANT. — DE L'IMPUBÈRE — ET DU MINEUR
DE 25 ANS

Le droit romain reconnaît trois époques dans la vie humaine :

1° Celle qui s'étend de la naissance à la fin de la septième année : (Infantes) ;

2° De la septième à la fin de la quatorzième : (Impuberes) ;

3° La dernière période, qui commence à quatorze ans accomplis : (Majores).

Ce n'est qu'au 6^e siècle qu'il est question des mineurs de 25 ans.

DE L'ENFANT. — Infantes (sunt), « qui fari non possunt » (1), c'est-à-dire qui ne peuvent exprimer leurs idées ; jusqu'à l'âge de sept ans, l'enfant peut être considéré comme n'ayant encore ni raison ni discernement ; il est incapable de comprendre la portée et la moralité de ses actes ; aussi, lorsqu'il commet un délit, on ne saurait l'en rendre responsable.

Les jurisconsultes sont unanimes à cet égard ; ils assimilent tous, l'infans, au « furiosus » au « mente captus » : cette dernière dénomination pouvant aussi bien s'appliquer à celui

(1) L. 18 præm. de jur. delib., C. et L. 14 de *Sponsal.* D.

chez qui la raison n'a pas encore parlé, qu'à celui qui vient à en être privé.

Paul, dit qu'on ne peut intenter à l'aliéné, ni à l'infans, l'action d'injure, parce qu'ils manquent tous deux de l'intention coupable, et n'ont même aucune idée de l'injure, « affectu doli et captu contumeliæ » (1).

Ulpien, s'exprime de même : « si l'infans a causé un dommage, il ne sera pas plus tenu que l'aliéné de l'action « de damno-injuriæ » (2).

Mais, si aucun fait n'est imputable à l'infans, le père, devra répondre pour lui, cela n'est pas contestable.

DE L'IMPUBÈRE. — L'impubère devient responsable de ses actes délictueux, dès qu'il est susceptible de les apprécier, c'est-à-dire, suivant les textes, dès qu'il est « proximus pubertati » (3).

Mais, que faut-il entendre par ces mots?

Doit-on considérer comme tel, avec certains auteurs, un enfant de 8 ou 10 ans, par exemple, dont la précocité intellectuelle est notoire?

Non : le juge, tout en tenant compte du développement mental de l'enfant, ne descendait pas au-dessous de l'âge de treize ans; et, en général, on ne regardait comme « proximus pubertati », que celui qui était très près de quatorze ans.

L'impubère, disons nous, est jugé capable de discernement dès qu'il est « proximus pubertati » : mais ce n'est là qu'une présomption, que la preuve contraire fait nécessairement tomber.

Tout dépend, d'ailleurs, de l'acte incriminé : ainsi, lorsqu'il s'agit d'un fait simple, comme le vol d'un objet, on admettra plus facilement le discernement, que dans une matière comme le faux, où la naïveté du jeune âge peut être surprise, et qui suppose des calculs et des combinaisons, dont peu d'impubères sont capables.

Il est, par contre, un cas où le crime commis implique

(1) Paul. sent., liv. 5, tit. 4, § 2.

(2) L. 5, § 2, D. ad leg. Aquil. et L. 23, D. de furtis

(3) L. 3, § 1, D. de injur.

forcément la puberté, et entraîne une condamnation même au-dessous de quatorze ans : c'est celui d'adultère.

Nous trouvons dans les auteurs, la justification de ce qui précède.

Ainsi, Gaius nous dit, que la question s'est posée de savoir : si l'impubère, en détournant la chose d'autrui, commet un vol, et qu'elle a été résolue affirmativement par la plupart des prudents : « si proximus est pubertati, quia furtum ex affectu consistit » (1).

Nous voyons de même dans Ulpien, que l'impubère commet un vol « si jam doli capax », c'est-à-dire s'il est « proximus pubertati », ces expressions s'appellant l'une l'autre, et qu'il est même justiciable de la loi Aquilia de damno, « si culpæ capax » car, pour l'application de cette loi, on n'exige pas le dol. la faute suffit (2).

On pourrait, il est vrai, prétendre que si l'impubère (il faut toujours sous-entendre les mots « proximus pubertati ») est au point de vue du dol, mis sur le même rang que le majeur (3), il n'en saurait être de même, lorsqu'on n'a à lui reprocher qu'une simple faute ; mais, Gaius dit formellement qu'il est capable « et furandi et injuriæ faciendæ » et Labeon affirme, que puisqu'il peut être tenu de l'action de vol, il doit être également soumis à l'action « de damno » (4).

L'impubère peut aussi encourir les actions prétoriennes par exemple, l'interdit « ne vis fiat ei » (5), l'action « vi bonor. rapt. » (6), « de dolo-malo » (7) et l'act. « tributaire » (8).

Le sénatus-consulte Silanien, lui était applicable comme au majeur.

On sait, qu'en vertu de ce sénatus-consulte, les esclaves qui n'avaient pas porté secours à leur maître, en cas d'attaque,

(1) Gaius. com. 3, § 208, — Instit., liv. 4, tit. 1, § 18 et L. 7, C. de pœnis.

(2) L. 23 D. de furtis.

(3) L. 4, § 26, D. de dol-mal. et metus.

(4) L. III, D. de reg. jur.

(5) L. 1, § 6, D. ne vis fiat.

(6) L. 2, § 19, D. vi bon. rapt.

(7) L. 13, § 1, D. de dol mal.

(8) L. 3, § 2, D. de tribut. act.

étaient punis du dernier supplice; ils devaient le défendre par tous les moyens « et armis et manu, et clamoribus et objectu corporis » (1); mais il était fait exception, en faveur de l'esclave impubère, qui manquait à ce devoir; l'âge leur sert d'excuse, dit Ulpien; il ne distingue pas s'il était ou non « prope pubertatem » (2); cela, cependant, ne peut faire doute, et d'ailleurs, dans une espèce particulière, nous trouvons la consécration du principe en question :

Le légat Trébius avait condamné un impubère au dernier supplice, et cela, non sans raison, dit le jurisconsulte Mœcien, « nam is puer nec multum a puberî ætate aberat », pour n'avoir pas secouru son maître aux pieds duquel il couchait; s'il ne pouvait le défendre, il aurait dû, tout au moins, appeler au secours et dénoncer le meurtrier; en gardant le silence, il s'est donc fait son complice; or, lorsqu'il s'agit d'un meurtre, comme de tout autre crime, l'impubère qui a l'intelligence du fait, ne doit obtenir aucun pardon (3).

Enfin, lorsque Ulpien met les impubères au nombre de ceux qui étaient excusés du crime de violation de sépulture, « non doli capaces, ut admodum impuberes » (4), il veut évidemment parler encore, de ceux qui étaient éloignés de la puberté.

Mais, il est un cas (c'est le seul que nous ayons rencontré), où l'impubère même « proximus pubertati », semble à l'abri de toute poursuite : c'est lorsqu'il s'agit du crime de faux.

Paul prétend, en effet, que l'impubère échappe à la loi « Cornelia de falsis », sous prétexte que le dol ne se voit pas à cet âge : « dolus malus in eam ætatem non cadit » (5).

On pourrait supposer, qu'il n'a voulu parler que des « impuberes, non doli capaces », mais il ressort d'un texte formel, qu'aucun impubère n'est présumé capable, si près qu'il soit de la puberté, du dol tout particulier, des machinations spéciales qu'un crime de cette nature implique, et il semble même que la preuve contraire ne fut pas admise :

(1) L. 19, D. de St^o Silan.

(2) L. 1, § 32, D. eod. tit.

(3) L. 14, D. eod. tit.

(4) L. 3, § 1, D. de Sepulch. violato.

(5) L. 22, præm. D. ad leg. Cornel. de fals.

C'est ainsi, qu'un rescrit de Constantin, qui obligeait, sous des peines sévères, ceux qui venaient à découvrir des faux monnayeurs, à les dénoncer et à les livrer au juge, exempte les impubères de ces peines ; « Nullum detrimentum sustinens, etiam si conscii fuerint, quia ætas eorum quid videat ignorat » (1).

Notons ces mots « etiam si conscii fuerint », qui doivent évidemment s'appliquer aux « impuberes proximi pubertati ».

DU MINEUR DE 25 ANS. — Dès l'âge de 14 ans, le jeune Romain avait pleine capacité pour contracter des engagements, mais de nombreux abus s'étant présentés, une loi Plætoria vint à son secours, et le préteur institua, en conformité de cette loi, une « restitutio in integrum », en faveur des mineurs de 25 ans.

Toutefois, ces dispositions n'eurent d'effet qu'en matière civile ; tous les textes nous montrent que l'âge n'excuse pas des délits.

« In delictis, minoribus placet non subveniri, nam, et si furtum fecit vel damnum injuria dedit, non ei subveniatur » (2).

Un rescrit de Sévère et Antonin confirme ce principe en ces termes : « L'âge ne vient pas au secours du mineur qui commet un crime, parce que la faiblesse d'esprit n'excuse pas les mauvaises mœurs » (3).

Cependant, dans la pratique, le juge le condamne quelquefois à une peine moindre que celle du délit (4).

C'est ainsi que, lorsque la peine varie du simple au double, suivant que l'accusé avoue ou nie, comme dans le cas de la loi « Aquilia de damno injuriæ » (5), le mineur qui vient à nier, pourra néanmoins n'être condamné qu'au simple : « in hoc restituendus sit, ut, pro confesso habeatur » (6) ; d'autres

(1) L. 1, in fin. C. de fals. monet.

(2) L. 9, § 2, D. de minor.

(3) L. 1, Si adv. delict. C.

(4) L. 37, § 1, D. de minor.

(5) L. 23, § 10, D. ad. leg. Aquil. — L. 4, C. de leg. Aquil., etc.

(6) L. 9, § 2, D. de minor.

fois, par égard pour son âge, le prince fera au mineur la remise de la peine à laquelle il a été condamné (1).

Mais il est un crime pour lequel le juge se montre sans pitié, c'est le crime d'adultère : le mineur est alors, quel que soit son âge, même au-dessous de 14 ans, soumis à toute la rigueur de la loi (2).

Enfin, on peut citer un exemple de délits, dont l'impubère n'était responsable qu'à partir d'un certain âge : ainsi, le fait pour un homme libre de se vendre, n'entraînait la perte de la liberté, que lorsqu'il avait conclu ce marché à l'âge de 20 ans au moins (3).

II

De l'Esclave et de l'Affranchi
Du filius-familias — Droit de correction

DE L'ESCLAVE

INJURES FAITES A L'ESCLAVE D'AUTRUI. — L'esclave étant considéré comme une chose, plutôt que comme une personne, on ne saurait lui faire une injure (A), mais par lui, le maître peut être atteint ; c'est ce qu'exprime Gaius en ces termes :

« Servo ipsi, nulla est injuria, sed domino per eum » (4).

Maltraiter l'esclave d'autrui, c'était attenter à la propriété de son maître ; aussi la loi lui accordait-elle une action en son

(1) L. 38, § 4, D. ad leg. Jul. de adult.

(2) L. 36, D. eod tit.

(3) Inst. de jure person., § 4, et L. 9, D., § 4, de minor.

(A) Nous employons le mot injure dans un sens générique, et nous comprenons sous cette rubrique tous les sévices, méfaits et délits quels qu'ils soient.

(4) G. Com. 3, § 222.

nom propre, comme s'il eût été offensé directement, mais dans le cas seulement d'injure grave, par exemple quand l'esclave avait reçu une blessure (1), et à plus forte raison, s'il avait été tué « *injuria occisus* » (2).

Lorsque, au contraire, l'injure était légère, « *si leviter percussus sit, vel maledictum ei leviter* », alors le préteur devait repousser la plainte du maître (3).

Ulpien nous dit, qu'il faut d'ailleurs considérer la qualité de l'esclave pour apprécier l'injure : qu'elle sera comme non avenue, si elle s'adresse à un esclave vulgaire, « *si sit mediastinus, vel male notus* » mais que s'il s'agit d'un esclave investi de telle ou telle fonction qui le place au dessus de la condition commune, « *si bonæ frugis — dispensator, — notæ extremæ, etc.* », il y aura lieu d'accorder au maître réparation du dommage (4).

Le sort de l'esclave allant en s'améliorant avec le progrès des mœurs publiques, le préteur dû accorder de plus en plus facilement l'action d'injure, dans les cas qui nous occupent.

Nous venons de dire, que quand il le jugeait convenable, il donnait l'action d'injure en son propre nom, au maître, dont l'esclave avait été injurié; il faut, cependant, faire une distinction : l'action sera exercée « *nomine domini* », quand il sera démontré que c'est bien le maître qu'on a voulu offenser dans son esclave; elle sera, au contraire, délivrée « *nomine servi* », s'il apparaît que c'est l'esclave, seul, qui a été visé (5).

Cette dernière hypothèse pourra se réaliser dans diverses circonstances : par exemple, si l'esclave injurié s'était fait passer pour libre, s'il a été pris pour l'esclave d'un autre maître, etc. (6).

Quelle que soit, d'ailleurs, l'erreur sur la personne, qu'ait pu commettre l'agresseur, le maître prétendra toujours, à bon droit, être atteint indirectement, et s'il ne peut invoquer,

(1) *Instit. de injur.*, § 3. — *L. 9, D. et L. 1., C. eod. tit.*

(2) *L. 2 præm. et L. 3 ad. leg. Aquil. D.*

(3) *L. 15, § 44, D. de injur.*

(4) *Ead. lex. D. de injur.*

(5) *L. 15, § 34 et 35, D. eod. tit.*

(6) *Ibid.*, § 45.

en son nom, l'action « de injuriis », on ne saurait lui refuser « nomine domini », l'action « de damno » (1) ; mais ce n'est pas là, qu'est pour nous, l'intérêt de la question.

Supposons qu'il y ait lieu à l'action « nomine servi » et que l'esclave soit affranchi, avant que le maître ne l'ait intentée, aura-t-il le droit, alors qu'il sera relevé de son indignité, d'intenter l'action d'injure ?

Le doute ne semble pas possible : l'esclave qui a commis un délit, comme nous le verrons plus loin, devient directement responsable après l'affranchissement, en vertu de la règle « noxa caput sequitur » ; pourquoi lui refuserait-on le droit, si, au contraire, il a été victime, de venger les injures qui lui ont été faites durant sa servitude ?

L'équité parle pour lui, mais la loi l'abandonne ; on considérerait l'esclave comme un être capable de faire une injure, mais incapable d'en ressentir, et on imposait à l'affranchi le devoir d'oublier les outrages faits à l'esclave.

Ulpien, dit en effet : « servo autem manumisso, non competere actionem ob injuriam quam in servitute passus est, quis dubitet ? » (2).

Enfin, nous devons signaler un cas, où sans s'exposer au recours du maître, on pouvait impunément, non seulement frapper, mais même tuer l'esclave d'autrui ; c'est, lorsqu'on le surprenait en adultère (3), et d'une façon plus générale « in facinore ». La loi voulait qu'alors, chacun eût le pouvoir de punir en son nom, le forfait de l'esclave, et pût s'en constituer sur le champ le justicier.

INJURES FAITES A L'ESCLAVE PAR SON MAÎTRE. — Le maître avait autrefois droit de vie et de mort sur son esclave ; mais, à l'époque de Gaius, il était interdit de sévir contre ses esclaves en dehors des cas légaux (4).

(1) L. 45, § 2, D. ad. leg. Aquil.

(2) L. 30, proem. D. de injur.

(3) L. 30, proem. D. ad. leg. Aquil. et L. 96, D. de verb. obligat.

(4) Instit., liv. I^{er}, tit. 8, § 1, — Gaius, com. 1, § 53 et L. 1, § 1, D. de his qui sui vel alieni.

D'après une constitution d'Antonin, celui qui, sans cause, tuait son esclave, était puni aussi sévèrement que s'il tuait l'esclave d'autrui, et la loi « *Cornelia de sicariis* » pouvait lui être appliquée (1).

Un édit de Claude confère la liberté à l'esclave malade ou infirme, que son maître aurait abandonné (2).

Dans un rescrit adressé par cet empereur au proconsul *Ælius Marcianus*, il est dit : que si *Tulius Sabinus* a traité ses esclaves plus durement qu'il ne convenait, ou leur a infligé une injure grave « *infamis injuria* » il devra lui ordonner de les vendre (3).

Nous citerons comme exemple d'injure grave : le fait, de livrer son esclave à la prostitution, de lui imposer le métier d'histrion, de le forcer à combattre les bêtes (4), ce qui était interdit spécialement par la loi *Pétronia* (5).

Le jurisconsulte *Mæcien*, décide, conformément à un rescrit, de *L. Vérus* et *M. Aurèle*, que le maître ne peut pas, même en cas de crime commis par l'esclave, le vendre avec la clause « *ut cum bestiis pugnaret* » (6).

Le meurtre de l'esclave surpris « *flagrante delicto* » devait naturellement être excusé quand il avait pour auteur le maître lui-même, puisqu'il était pardonné aux étrangers (7).

Dans tous les cas, le propriétaire d'un esclave a toujours eu le droit de lui infliger, à titre de correction, des peines corporelles ; nous n'en voulons pour preuve, que la constitution de *Constantin*, dont voici la teneur :

Le maître qui frappe son esclave de verges, n'est pas responsable de la mort qui pourrait résulter de ces coups « *nullum criminis metum servo mortuo sustineat* » mais il

(1) Ibid., § 2, — L. 1, § 2, ad. leg. *Cornel. de sic. D.* — et L. unic. C. de emendat. servor.

(2) L. 2, D. qui sine manumis. in fine — et L. unic. C., § 3 de latin. libert.

(3) L. 2, D. de his qui sui.

(4) L. 12, 14 et 33, præm. C. de episcop. audient., — L. 29, C. de nupt., — L. 7, C. de postlim.

(5) L. 2, § 2, D. ad. leg. *Cornel. de scar.*

(6) L. 42, D. de contrah. empt.

(7) L. 96, D. de verb. oblig.

sera considéré comme homicide, s'il l'a tué intentionnellement à coups de verges ou de pierres, empoisonné ou fait périr de quelque manière que ce fût (1).

Le propriétaire avait le droit de corriger son esclave, même lorsqu'un autre en était usufruitier, pourvu qu'il le fit sans malveillance « sine dolo-molo »; le même droit appartenait à l'usufruitier; tout ce que la loi exige d'eux, c'est qu'ils ne se nuisent pas réciproquement, en détériorant l'esclave (2).

INJURES FAITES PAR L'ESCLAVE A AUTRUI. — L'esclave était obligé par ses propres délits (3), et obligeait son maître, en ce sens, que celui-ci était passible de l'action noxale, si mieux, il n'aimait abandonner l'esclave (4).

Nous nous plaçons dans l'hypothèse où le délit a été commis à l'insu du maître ou malgré lui, car, dans le cas contraire, le délit de l'esclave étant en même temps celui du maître, ce dernier, se trouvait obligé directement et en son nom (5).

Nous reviendrons sur cette distinction, lorsqu'il sera question des crimes commis par l'ordre d'autrui.

Nous supposons, en ce moment, que l'esclave se soit, de son chef, rendu coupable d'une injure: tant qu'il reste sous la puissance du maître, l'action d'injure pourra être dirigée « nomine servi » contre le maître, à moins que l'action noxale n'ait été intentée « una autem poena exactâ, quam actor elegerit, altera tollitur » (6).

Si l'esclave délinquant vient plus tard à être affranchi, sans que, ni l'une ni l'autre de ces actions, n'ait été entreprise, il pourra, dès lors, être poursuivi directement, et son maître échappera à toute poursuite « quum noxa caput sequitur » (7)

(1) L. unic. C. de emend. servor.

(2) L. 17, § 1, et L. 23, § 1, D. de usufr. et quemad.

(3) L. 14, D. de oblig. et act.

(4) L. 2, procm., D. de noxal act.

(5) Ibid.

(6) L. 4, § 2, ibid.

(7) L. 4, C. « an. servus pro suo facto ».

INJURE FAITE PAR L'ESCLAVE, A SON MAÎTRE. — Ainsi qu'il résulte des observations précédentes, le maître pouvait punir lui-même son esclave, de ses fautes et de ses crimes, et la loi ne protégeait celui-ci, que contre le caprice et la cruauté du maître; point n'était besoin d'action en justice: d'ailleurs, en raison de leurs situations respectives, elle ne pouvait jamais prendre naissance (1).

Ainsi, un esclave détourne une chose appartenant à son maître; à la vérité, il commet un vol, c'est pourquoi l'usucapion ne serait pas possible, mais il n'y aura pas lieu à « l'actio furti » (2).

Que déciderons-nous, dans le cas où l'esclave vient ensuite à être affranchi ou aliéné; il semble que l'obstacle de fait disparaissant, « l'actio furti » pût alors être intentée contre l'esclave, ou une action noxale contre son nouveau maître. Or, il n'en est rien, une action nulle à l'origine reste toujours nulle (3).

Prenons une autre hypothèse: un vol a été commis à mon préjudice par l'esclave d'autrui, qui, ensuite, devient le mien; pourrai-je, après l'avoir affranchi, intenter « l'actio furti » qui cette fois était valable à l'origine?

En d'autres termes, par le fait que cet esclave tombe sous ma puissance, « l'actio furti » sera-t-elle seulement suspendue, ou complètement éteinte, sans que je puisse jamais la faire revivre?

La question était controversée. Gaius dit, en effet,

« Nostri præceptores intercidere putant; diversi scholæ auctores, quandiu in mea potestate sit, quiescere actionem putant: quum vero exierit de mea potestate, tunc eam resuscitari » (4).

Nous adoptons plus volontiers le système qui faisait reposer l'action, pour la faire renaître au moment favorable, parce qu'il est conforme à la maxime: « media tempora non nocent ».

Si l'action a été déjà intentée, alors que l'esclave appar-

(1) L. 16 et 17, D. de furtis.

(2) Instit., liv. 4, tit. 1^{er}, § 12.

(3) L. 17, D. de furtis, § 1, — L. 1, C. de noxal. act. et L. 11, præm. in fine, D. de minori.

(4) G. Com. 4, § 78 et L. 18, D. de furtis.

tenait à autrui, et si la « litis-contestatio » a eu lieu, il n'y a pas de doute qu'elle puisse être poursuivie (1).

Ce que nous venons de dire du vol, s'applique à tout méfait commis par l'esclave, à l'égard de son maître (2).

DU FILIUS FAMILIAS.

INJURE FAITE A UN FILIUS FAMILIAS. — Le fils de famille « inpotestate » ne possédait en propre aucune action, mais, par exception, il avait l'action d'injure (3).

Ordinairement, elle était exercée par le père, et, d'après Ulpien, le préteur ne la donnait au fils injurié, que dans le cas où le pater-familias était absent, et n'avait laissé personne pour agir à sa place, ou lorsque son mandataire, par négligence, connivence, ou toute autre cause, avait délaissé l'accusation, et enfin lorsque le « pater-familias » était en état d'aliénation mentale « loco absentis ».

Si le père présent n'agissait pas, soit par omission, soit qu'il fit remise de l'injure à son auteur, l'action était alors refusée au fils, en principe (4).

Nous citerons, à titre d'exception : le cas d'enlèvement d'une fille mariée ou non. Si son père vient à pardonner au ravisseur, celui-ci pourra, néanmoins, être poursuivi par un étranger, et, à plus forte raison, dirons-nous, par la fille elle-même (5).

Et quelle que soit l'injure, Ulpien nous apprend que, si le père refuse d'agir, le fils pourra le faire, s'il est de condition élevée, et qu'en même temps, le père appartienne à la catégorie

(1) L. 37, D. de noxal. act.

(2) Instit., § 6, de noxal. act.

(3) L. 9, D. de oblig. et act.

(4) L. 30, præm. D. de pactis. — L. 5, § 6. — L. 17, § 10, 11, 12, 22 — L. 41, D. de injuriis.

(5) L. 5, § 2, D. ad leg. Jul. de vi. publ.

des personnes humbles « ut puta si patris persona vilis abjecta que sit, filii honesta (1).

Le *filius familias* émancipé avait dans tous les cas le droit d'intenter l'action d'injure, mais pour un fait postérieur à l'émancipation. Julien dit, il est vrai :

« Si filio-familias furtum factum esset, recte is pater familias, eo nomine aget » (2); seulement, comme le fait observer Savigny (3), il s'agit ici du pécule « castrense », car du temps de Julien, c'était le seul cas où l'on pût dire, qu'un vol avait été commis au préjudice du fils.

INJURE FAITE AU FILIUS FAMILIAS PAR SON PÈRE OU SON PARENT.

— Le droit de correction du père de famille qui, dans les premiers temps de Rome, pouvait s'exercer dans les limites les plus étendues (4), fût restreint, peu à peu, par le progrès des mœurs, et l'autorité des lois.

Marcien rapporte qu'un homme avait été condamné à la déportation, pour avoir tué son fils « qui novercam adulterabat » et il approuve ce jugement « nam patria potestas, in pietate debet, non in atrocitate consistere » (5).

D'autre part, Ulpien dit que le père n'a pas le droit de tuer son fils, mais que, s'il a à se plaindre de lui, il doit porter ses griefs au préfet ou au président de la province (6).

Une constitution de Constantin décide que celui qui tue son fils doit être puni comme parricide (7).

Il y avait un cas pourtant où le père pouvait impunément tuer sa fille, c'est celui d'adultère, ainsi que nous le verrons plus bas (8).

Nous lisons dans une constitution de Valens et Valentinien :

(1) L. 17 D. de injur., § 13 et 15.

(2) L. 58, D. de furt.

(3) Loc. cit., tome II, p. 97.

(4) L. ult. C. de patr. potest. — L. 12, de obligat. C. et L., 1. C. de patribus qui filios.

(5) L. 5, D. de leg. Pomp. de parric.

(6) L. 2, ad leg. Cornel. de sic.

(7) L. unic. C., de his qui parentes vel.

(8) L. 32, D. ad leg., Jul. de adult.

que le père et les autres ascendants, avaient le droit d'administrer des corrections à leurs enfants, mais dans les limites du « jus emendationis » et qu'il leur était ordonné, au cas où la gravité de la faute exigeait une peine sévère, de s'adresser aux juges (1).

Bien que cette constitution emploie le terme de « minoribus », elle s'applique évidemment aussi aux enfants majeurs. Ce mot est pris ici, en effet, par opposition à celui de « senioribus » qui désigne les parents.

Il est dit dans une autre constitution : que de même qu'il faut approuver le père qui inflige une juste correction à son fils, de même il faut le blâmer, quand, délaissant toute affection, il lui fait subir de mauvais traitements (2).

Mais il ne faudrait pas conclure de là que le fils qui a une injure grave à reprocher à son père ou à son parent, pût lui intenter l'action d'injure.

Ulpien nous dit, en effet, que cette action ne doit pas être donnée légèrement à l'enfant « émancipé », à moins qu'il ne s'agisse d'un fait grave; — observons, en passant, que le fils légitime ou adoptif qui avait appelé son père en justice, sans l'autorisation du préteur, était passible d'une amende de 50 solidi (3). — que quant à celui qui est « in potestate », elle devra toujours lui être refusée, même dans le cas d'injure grave « etiamsi atrox fuerit » (4), par application de ce principe, qu'il ne peut y avoir d'action entre deux personnes qui sont sous la dépendance l'une de l'autre (5).

Nous croyons toutefois que le préteur pouvait lui délivrer une formule « in factum », permettant au juge de condamner le père qui aurait contrevenu aux constitutions rapportées plus haut (6).

Outre l'action d'injure pour fait grave, le fils émancipé peut, s'il y a lieu, user de l'interdit « de vi et vi armata », qui

(1) L. unic. C., de emendat propinq.

(2) Nov. Constit. Léon, 105.

(3) L. 3, de in jus voc. D. et Instit, § 3, de pœna tem. litigant.

(4) L. 7, § 3, D. de injur.

(5) L. 7, de obl. et act. D.

(6) Gaïus Com. IV, § 46.

renferme en lui-même ce que les jurisconsultes appellent crime atroce « quia atrocitatem facinoris in se habet ».

Ulpien lui concède ce droit, s'il y a eu réellement violence armée ; mais s'il n'y a eu que simple violence, il ne lui accorde qu'une action « in factum » (1).

Quant aux actions qui entraînent l'infamie, pouvait-il les exercer ? Certains textes le nient. Ainsi, Ulpien s'exprime en ces termes, au sujet de l'action de dol :

« Non debet dari liberis adversus parentes, quum sit famosa » (2), — d'autres l'affirment ; le même jurisconsulte dit ailleurs que le préteur devra autoriser l'action en justice « etiam de causa famosâ, si eum gravissima injuria adfecit, flagellis forte cæcidit » (3) ; il est vrai qu'il s'agit là de l'affranchi et du patron, mais nous voyons partout mettre sur la même ligne, au point de vue qui nous occupe, d'une part, les patrons et les parents, et de l'autre les affranchis et les enfants émancipés (4).

Quoiqu'il en soit, le préteur aura, il nous semble, le droit de transformer en action « in factum » certaines actions, telles que l'action de dol, l'interdit « unde vi », etc. (5), sur la légalité desquelles des doutes pourraient s'élever. En ce qui touche notamment cet interdit, un texte de Julien le range parmi les actions que le fils ne saurait intenter, bien qu'elle ne fût pas infamante, les interdits n'ayant jamais ce caractère (6).

INJURES FAITES A AUTRUI PAR UN FILIUS FAMILIAS. — A toutes les époques, le filius familias dût répondre de ses délits à l'égard des étrangers, et, même dans l'ancien droit, les actions en résultant purent être exercées directement contre lui, à moins que l'action noxale n'eût été intentée contre le pater familias.

(1) L. 1, § 43, D. de vi et vi armat.

(2) L. 11, D. de dolo-malo. — L. 2 et 5, D. de obseq.

(3) L. 10, § 12, D. de in jus voc.

(4) Voir le titre de obseq. au D.

(5) L. 2, in fin. et L. 7, § 2, D. eod tit.

(6) L. 13, D. de vi et vi arm., et L. 32, D. de pœnis.

Quant à l'abandon noxal du fils, il n'était plus permis au temps de Justinien (1).

INJURE FAITE PAR LE FILS AU PATER FAMILIAS. — Ce que nous avons dit de l'esclave, est applicable au fils « in potestate ».

Ainsi, celui qui a volé son père, ne sera pas tenu de l'action de vol ; cependant, s'il a un pécule « castrense », le père aura une action utile qui lui permettra de se dédommager sur ce pécule, de même que si le père dérobe à son fils un objet faisant partie du pécule « castrense », ce dernier aura, de son côté, l'action « furti » (2).

Quant au fils « sui juris », le père peut lui intenter les mêmes actions qu'à un étranger.

DU PATRON ET DE L'AFFRANCHI. — Comme nous venons de le dire, dans toutes les questions de responsabilité qui peuvent s'agiter entre le patron et l'affranchi, il faut appliquer les mêmes règles qu'entre le pater familias et le fils émancipé (3).

Le patron conservait le droit de correction sur son esclave affranchi : si donc il le frappe légèrement, il n'est pas repréhensible ; l'affranchi n'a contre lui l'action d'injure, qu'autant qu'il s'agit d'un fait grave :

« Si atrox sit injuria... nisi atrocitas eum moverit (4) ».

C'est ainsi, que si le patron se rend coupable d'adultère, avec la femme de l'affranchi, cela pouvait être considéré comme une injure grave, et bien qu'il s'agit là d'une action infamante, le préteur pouvait autoriser l'action « Jul. de adulter » (5). Dans tous les cas, l'affranchi devait lui demander la permission de poursuivre son patron ou ses enfants, ou

(1) Inst., § 7, de noxal. act. — L. 33, in fine, — L. 34, D. eod. tit. L. 57, D. de judiciis et L. 39, D. de obligat. et action.

(2) L. 52, D. de furtis, §§ 4, 5, 6. — L. 4, D. de judic.

(3) L. 89, D. de furtis et L. 11, § 1, D. de pœnis.

(4) L. 7, § 2, D. de injur — L. 4, D. de in jus. voc. et L. 10, § 12, eod. tit. — Gaius com. IV, § 46.

(5) L. 38, § 9, D. de adult.

même les parents de son patron : (1) s'il manquait à ce devoir, il encourait une peine de 50 aurei, établie au profit du patron lui-même (2).

Il nous reste, à dire un mot du droit de correction des précepteurs ou artisans, sur leurs élèves ou apprentis.

Dans quelles limites s'exerçait ce droit ? C'était là une question de fait laissée à l'appréciation du juge ; il nous suffira, à cet égard, de citer l'exemple suivant :

Un cordonnier avait frappé d'un coup de forme un enfant, ingénu, filius familias, qui s'acquittait mal de son métier, et avec une violence telle qu'il s'en était suivi la perte d'un œil ; or, le jurisconsulte Julien, sous prétexte que le cordonnier avait frappé son apprenti dans le but de l'instruire, et non de lui causer un dommage, hésite même à le rendre justiciable de l'action « ex locato », mais Ulpien affirme qu'il y a lieu d'appliquer ici l'action « de damno injuriæ » (3).

D'une façon générale, on peut donc dire que l'on refusait de donner l'action d'injure contre celui qui frappait son élève « corrigendi animo aut emendandi (4), mais qu'en cas de cruauté excessive, il était tenu par la loi Aquilia :

« Præceptoris nimia sævitia culpæ adsignatur » (5).

DES LIMITES DU DEVOIR D'OBEÏSSANCE

Le subordonné qui commet un crime par l'ordre de son supérieur, doit-il être excusé ?

Sa responsabilité est-elle entière, ou est-elle atténuée ?

Telles sont les questions que nous allons chercher à résoudre par l'interprétation des textes.

(1) L. 10, § 9, D. de in jus voc.

(2) Gaius com. 4, § 46.

(3) L. 5, § 3, D. ad. leg. Aquil. — L. 13, § 4, D. locat conduct.

(4) L. 15, § 38, D. de injur, L. 16, § 2, D. de pæn.

(5) L. 6, D. ad. leg. Aquil.

Javolenus, nous dit que si un homme libre, a, sur l'ordre d'autrui, commis un méfait « manu injuriam dedit », l'action de la loi Aquilia sera exercée contre celui qui a ordonné, s'il possédait le « jus imperandi », et contre celui qui a exécuté, dans le cas contraire (4).

Faut-il conclure de là, que dans tous les cas, quel que soit le crime, son auteur sera à l'abri de toute poursuite, lorsqu'il pourra se retrancher, derrière l'ordre de la personne à qui il doit obéissance ?

Ainsi, l'esclave sera-t-il couvert par l'ordre de son maître, le *filius familias* « in potestate » par l'ordre de son père ?

Cela dépend, répond Ulpien, de la gravité du fait : s'il s'agit d'un acte qui n'a rien de criminel, dans le sens strict du mot, il accorde volontiers l'impunité, à l'esclave, par exemple, qui n'a fait que céder aux injonctions de son maître, mais, s'il s'agit d'un crime, il déclare qu'il ne pourra pas trouver d'excuse dans son devoir d'obéissance : « ad ea quæ non habent atrocitatem facinoris vel sceleris, ignoscitur servis, si vel dominis, vel his qui vice dominorum sunt (veluti tutoribus et curatoribus) obtemperavirint » (1).

Et, il cite comme exemple d'acte criminel, le fait d'avoir expulsé, avec violence, un possesseur de son domaine.

Le possesseur évincé pourra agir par l'interdit « vi et vi armata », non seulement contre le mandant, mais encore contre le mandataire « cum utroque libet eorum » : non enim excusatus est qui jussu alicujus dejecit, non magis quam si jussu alicujus occidit ». Il faut observer qu'Ulpien ne distingue pas si l'agent est un étranger ou s'il est « ex familia » (2).

Le jurisconsulte Alfenus, dit, également, que l'esclave n'est pas tenu d'obéir en toute chose à son maître, et qu'il y a des circonstances où il ne peut le faire, sans s'exposer à une peine : s'il lui ordonne, par exemple, de commettre un meurtre ou un vol ; que, dans ce cas, s'il vient à être affranchi après avoir

(1) L. 37, præm. D. ad. leg. Aquil.

(2) L. 157, præm. D. 167 et 169, de reg. jur. — L. 21, § 1, D. de act. rer. amot.

(3) L. 1, § 13, D. de vi. et vi. arm., — L. 11, § 7, D. quod. vi. aut. clam. L. 13, § 7, D. eod. tit. — L. 11, § 3, D. de injur. L. 5, C. de accusat.

commis le crime, le jugement devra être rendu contre lui (1).

Labéon tient le même langage (2).

Cependant, cette question de l'obéissance passive, devait nécessairement donner lieu à des controverses, parmi les jurisconsultes; quelques uns, en effet, semblent nier toute responsabilité de l'esclave: ainsi, un esclave a commis un meurtre « *sciente domino* », (c'est-à-dire: « *domino non prohibente*, id est, si quum prohibere posset, non prohibuit) ce qui n'équivaut pas à un ordre donné:

« *Aliud est enim auctorem esse servo delinquenti, aliud pati delinquere* » (3).

Or, Celse, prétend que dans ce cas, le maître seul est coupable, et doit seul être poursuivi; que l'esclave ne peut être atteint, lors même qu'il viendrait à être affranchi: « *noxa caput non sequi, nam servum nihil deliquisse qui domino jubenti obtemperavit* ».

Ulpien, qui rapporte cette opinion, observe qu'il la comprendrait à la rigueur, si le maître avait donné un ordre, mais il dit que s'il s'est borné à ne pas l'empêcher d'agir, l'esclave ne saurait en aucune façon être excusé.

Outre cette confusion, entre le fait de laisser faire et celui d'ordonner, Ulpien relève encore une fausse interprétation de la part de Celse:

D'après ce dernier, la loi des XII tabl. voulait, lorsque l'esclave commettait un délit « *sciente domino* », (ce qui, pour lui, signifie « *domino jubente* », qu'une action fût donnée contre le maître « *nomine servi* » comme si elle lui eût fait un devoir de désobéir; mais, en vertu de la loi Aquilia, le maître devait être tenu en son nom, car la désobéissance étant punie de mort, l'esclave ne pouvait pas ne pas obéir.

Or, réplique Ulpien, la loi Aquilia n'est pas venue excuser l'esclave; son but a été de charger également le maître, qui, dès lors, dût être responsable « *et suo nomine, et nomine servi* » (4).

(1) L. 20, D. de obligat et act.

(2) L. 17, § 7, D. de injur.

(3) L. 3, D. de noxal. act.

(4) L. 2, § 1, D. de noxal. act.

C'est là, bien certainement, la vraie doctrine; il est inutile d'ajouter qu'après l'affranchissement, l'esclave doit être poursuivi directement, et, qu'alors, le maître n'est plus tenu que « *suo nomine* ».

Mais, ne faut-il pas admettre que l'ordre du maître qui a été le mobile du crime de l'esclave, doit atténuer dans une certaine mesure sa responsabilité?

Nous serions presque autorisé à le penser, par ces mots d'Ulpien: « *cœterum, si occiderit jussu domini eum Cornelia eximemus* » (1).

Nous savons, en effet, que dans le cas de crime capital, Ulpien n'excusait pas l'esclave; il a sans doute voulu dire que toutes les rigueurs de la loi Cornelia ne lui seraient pas appliquées.

Et, en fait, le juge devait évidemment tenir compte de l'espèce de contrainte morale, résultant du « *jus imperandi* », dans l'appréciation des crimes commis par ordre du maître.

Et ce que nous disons du maître, s'applique au *pater familias*, au tuteur, curateur, au magistrat, en un mot, à toute personne revêtu à un titre quelconque du « *jus imperandi* ».

Un texte d'Ulpien assimile au point de vue de la responsabilité, l'ordre du magistrat à « *l'imperitia* » à la « *rusticitas* » lesquelles excluent l'idée de dol (2).

Nous pouvons, au surplus, citer des cas d'excuse, formels.

On s'est demandé, par exemple, si la loi « *Cornelia de falsis* » devait être appliquée à l'esclave, qui, sur l'ordre de son maître, aurait inscrit de sa main, dans le testament de ce dernier, un *fidéi-commis* d'affranchissement, ou au fils qui aurait également, par ordre de son père, inscrit un *legs* pour lui-même.

Paul nous dit, qu'ils seront exemptés de la peine portée par cette loi, et cela, de l'avis même du sénat: « *excusatus enim is videtur, qui in potestate est sicut servus, si tamen jussum ex subscriptione testatoris appareat* » (3).

Mais, il en est autrement du fils émancipé, qui, lui, est soumis à toute la rigueur de la loi.

(1) L. 17, § 7, D. de injur. supra.

(2) L. 7, § 4, de jurisdic. D.

(3) L. 14, præm, de leg. Cornel de fals.

D'un autre côté, un rescrit de l'empereur Dioclétien, décide, que si un esclave, sur l'ordre de son maître, a, dans son testament, inscrit de sa main, un legs de liberté, l'affranchissement sera nul, mais, que le crime de faux ne lui sera pas imputé :

« *Pœna tamen falsi tui remittitur, quoniam non potueris contrà domini voluntatem venire* » (1).

Ces décisions, n'impliquent pas, à vrai dire, de dérogation à la règle que nous avons posée ; car, il faut, comme le dit un rescrit de Claude, interroger l'esprit de la loi, plutôt que de s'attacher aux termes mêmes : or, dans l'espèce, on peut soutenir que c'est le maître qui a écrit, par la main de son esclave, lorsqu'il lui a dicté sa volonté :

« *Divus Pius rescripsit : sententiam magis sequendam esse hujus senatus consulti (Liboniani) quàm scripturam ; videri enim, ait, ipsius domini manus scripta cujus voluntate ea scripta sunt* » (2).

Voici un autre cas d'excuse :

Le mari, avait dans certains cas, ainsi que nous l'établirons, le droit de tuer le complice de sa femme adultère ; or, il résulte d'un rescrit de l'empereur Alexandre, que l'impunité était également assurée aux fils qui auraient accompli ce meurtre, sur l'ordre de leur père :

« *Idemque filiis ejus, qui patri paruerunt, præstandum est* » (3).

La loi « *Julia de adult.* », n'avait pas compté parmi les personnes, ayant le « *jus occidendi* », les enfants de l'homme offensé, mais, pouvait-on les considérer comme de vulgaires meurtriers, lorsqu'ils ne cherchaient qu'à venger l'honneur de la famille, et ne devait-on pas les proclamer innocents, quand leur bras était armé par celui-là même, à qui la loi avait reconnu, le droit de se faire directement justice ?

Il n'est pas besoin d'ajouter, bien que le rescrit en question ne distingue pas, qu'il ne s'applique qu'aux enfants « *in potestate* ».

(1) L. 6, C. de his. qui sibi adscrib.

(2) L. 15, § 3, D. de leg. Cornel. de fals.

(3) L. 4, C. ad. leg. Jul. de adult.

MÉFAITS DES ÉPOUX. — VOL. — ADULTÈRE. —
INCESTE. — RAPT.

Durant le mariage, les époux ne pouvaient exercer l'un contre l'autre, aucune action pénale, infamante ou non (1). Voilà le principe.

VOL.— Ainsi la femme, qui dérobaît une chose appartenant à son mari, commettait-elle un vol?

Certains jurisconsultes ont été jusqu'à le nier d'un façon absolue, sous le prétexte complètement faux, d'ailleurs, que l'association conjugale, la rendait, en quelque sorte, maîtresse des biens.

D'autres, tels que les Sabinien et les Proculétiens, pensaient qu'elle était coupable de vol, comme la fille qui détourne un objet paternel, et nous savons quel peut être l'intérêt de la question au point de vue particulier de l'usucapion (2).

Mais tous, s'accordaient à dire que « l'actio furti » (sauf la *condictio furtiva*) (3), ne pouvait naître entre époux (4), car, si on l'eût autorisée, la dignité du mariage en eût été forcément compromise (5).

Pour les mêmes raisons, cette action était interdite, lorsque le vol était antérieur au mariage, et aussi, dans le cas où il était commis au préjudice d'une personne, dont le mari était héritier (6).

« L'actio furti » avait été remplacée entre époux, par l'action « *rerum amotarum* », qui ne pouvait d'ailleurs être intentée qu'après la dissolution du mariage.

(1) L. 2, C. rer. amot.

(2) L. 29, D. eod tit.

(3) L. 25, C. de act. rer.

(4) L. 1, D. eod tit.

(5) L. 2, ibid.

(6) L. 3, § 2, ibid.

Y avait-il des exceptions à la règle, qu'aucune action pénale n'était admise entre époux ?

On pourrait le croire, à la lecture de certains textes :

Ainsi, Ulpien suppose qu'une femme a détérioré à l'insu de son mari, des perles qu'il lui avait données pour lui servir de parure ; — or, il déclare qu'elle sera tenue de l'actio « de damno injuriæ » de la loi Aquilia.

« Sive divertit, sive nupta est adhuc » (1).

Paul dit aussi, que cette loi est applicable à la femme qui a endommagé des objets appartenant à son mari (2).

Enfin, Julien affirme que, si une femme a, par son dol, causé la perte d'une chose à elle donnée par son mari, il pourra agir contre elle, soit par l'action « ad exhibendum », soit par l'action « damno injuriæ » (3).

Mais, bien certainement, les jurisconsultes n'ont entendu parler que d'une « actio in factum », et il faut s'en tenir au principe posé dans le rescrit de Dioclétien et Maximien :

« Constante matrimonio, neutri eorum, neque poenalis neque famosa actio competit, sed de damno in factum datur actio » (4).

On ne pouvait, en effet, interdire à un époux, le droit de demander à son conjoint, la réparation d'un dommage par lui causé.

Marcien cite un exemple qui vient à l'appui de cette doctrine :

L'action « de servo corrupto » qui était donnée « in duplum » même en cas d'aveu (5), contre celui qui, par dol, avait détérioré un esclave, n'était accordée au mari contre la femme que « in simplum » — « quanti ea res erit », et cela par faveur pour le mariage (6).

DE L'ACTION D'ADULTÈRE. — L'action dérivant de la loi « Julia de adulteriis » pouvait être intentée contre la femme et

(1) L. 29, § 30, D. ad leg. Aquil.

(2) L. 56, ibid.

(3) L. 37, D. de donat. int vir. et uxor.

(4) L. 2, C. rer. amotar.

(5) L. 5, § 2, D. de servo corrupto.

(6) L. 17, D. eod. tit.

son complice, non seulement par le mari, mais même en tant que « *judicium publicum* » par des étrangers, sous les réserves que nous ferons plus bas.

Dans l'ancien droit, le mari ne pouvait pas poursuivre les coupables, avant d'avoir rompu son mariage : autrement, il se voyait opposer une fin de non recevoir, tirée du fait de « *lenocinium* », puni par la loi Julia (1).

Et il en était de même, au cas où, après avoir répudié sa femme, il l'avait reprise :

« *Abolevit enim prioris matrimonii delicta, reducendo eam* » (2).

Mais, d'après le droit nouveau consacré par une constitution de Justinien (3), le mari peut tout d'abord intenter l'action d'adultère, et lorsque le crime est prouvé, il doit alors répudier son épouse.

Ainsi que nous venons de le dire, il était considéré comme « *leno* », quand il fermait les yeux sur son inconduite ; mais c'est surtout, lorsqu'il en tirait profit qu'il était vraiment convaincu de « *lenocinium* » (4), et que par suite, il perdait tout droit de dénoncer l'adultère, à moins qu'il ne le fit au moyen d'un « *judicium publicum* », car, Ulpien nous apprend qu'alors, l'allégation de « *lenocinii* » ne devra pas faire tomber l'accusation.

« *Lenocinium mariti ipsum onerat, non mulierem excusat* » (5).

Le mari agit alors non plus « *jure mariti* », mais « *jure extranei* ».

Les étrangers avaient le droit, même durant le mariage, d'intenter l'action d'adultère contre la femme, malgré l'inaction du mari, mais à la condition de démontrer auparavant le « *lenocinium* » (6), le *quæstum ex adulterio uxoris*, ou tout au moins de prouver qu'il avait eu connaissance de l'adultère.

(1) L. 11, § 10, D. de adulter. — L. 11, C. eod tit et L. 47, D. Solutio matrim.

(2) L. 13, § 9, D. de adult. et L. 40, § 1, eod tit.

(3) Nov. 117, cap. 8, § 2.

(4) L. 29, præm et L. 2, § 2, D. ad leg. Jul. de adult.

(5) L. 2, § 5, eod tit.

(6) L. 26, D. de adult.

tère: « quum excusare ignorantiam suam non potest, vel adumbrare patientiam prætextu incredibilitatis (1).

S'ils ne pouvaient reprocher au mari, ni participation, ni faiblesse coupable, il leur était interdit de venir troubler son repos et d'agir contre la femme, tant que durait le mariage.

Et cependant, même avant sa rupture, et sans avoir à faire la preuve du « lenocinium », il leur était permis de poursuivre le complice (2).

L'action d'adultère ne pouvait jamais être intentée en même temps contre les deux coupables (3); elle devait toujours être dirigée d'abord contre l'homme, et si celui-ci venait à être absous, sa victoire profitait à la femme, qui n'était exposée à des poursuites directes, qu'autant que son complice avait été condamné (4).

En dehors du mariage, elle ne bénéficiait pas forcément de l'acquittement de l'adultère, et pouvait être accusée en premier lieu (5).

La femme n'avait jamais le droit d'intenter l'action d'adultère (6).

La loi Julia cessait d'être applicable dans le cas suivant :

Un rescrit de Dioclétien et Maximien, nous apprend qu'il ne peut être question du crime d'adultère, lorsqu'on a affaire à une femme de mauvaises mœurs.

« Si ea quæ stupro tibi cognita est, et passim venalem formam exhibuit, ac prostitutam meretrico more se præbuit, adulterii crimen in ea cessat » (7).

Ainsi, lorsque l'inconduite de la femme était notoire, et que le mari ne pouvait l'ignorer, nul doute que l'action d'adultère lui fût refusée.

Mais, il avait le droit d'agir, même « in ea uxore quæ vulgaris fuerit », c'est-à-dire de condition, telle que « si

(1) L. 29, præm. eod tit.

(2) L. 39, § 1, ibid.

(3) L. 15, § 9. — L. 32, § 1, et L. 39, § 6, eod. tit.

(4) L. 17, § 6. — L. 19, § 3, et L. 2, præm. ibid.

(5) L. 39, in fine ibid.

(6) L. 1, C. ad leg. Jul. de adult.

(7) L. 22, C. de adult.

vidua esset, impune in ea stuprum committeretur » (1).

La femme qui ne méritait pas le nom de « mater familias », « quum inhonesta vixit » (2), était donc, en quelque sorte hors la loi, aux yeux de tous, et les étrangers ne pouvaient pas plus que le mari, lui intenter l'action d'adultère :

« Hœ autem immunes a judiciaria severitate, et stupri et adulterii præsentur, quas vitæ vilitas, dignas legum observatione non credidit » (3).

Bien que les textes ne parlent que de la femme, on devra nécessairement étendre à l'homme adultère, cette immunité spéciale, car, on ne pourrait, sans inconséquence, lui reprocher une atteinte à des liens qui sont virtuellement rompus, par la chute et l'abjection de sa complice.

Nous sommes amenés à nous demander maintenant, si l'action d'adultère peut exister, en dehors des justes noces ?

L'infidélité à une union, que la loi ne consacre pas, ne saurait être punie par elle, mais, en est-il de même, quand il s'agit du concubinat, c'est-à-dire, d'une union licite et réglementée ?

En principe, il ne peut être question d'adultère en matière de concubinat ; par exception, cependant, le concubinat était protégé par l'action d'adultère, non pas « jure mariti » puisqu'il n'y avait pas de mari, mais « jure extranei », lorsqu'en, se donnant en concubinat, la femme n'avait pas perdu la qualité de matrone ou de « mater familias », quand, par exemple, c'était une affranchie qui devenait la concubine de son patron (4).

D'autre part, l'union légitime des esclaves, « le contubernium », ne pouvait, en cas d'adultère, donner lieu à l'application de la loi Julia (5), mais, suivant Papinien, les coupables étaient passibles, soit de la loi Aquilia, soit de l'action « de servo corrupto » (6).

(1) L. 13, § 2, D. adult.

(2) L. 46, § 1, D. de verb. signif.

(3) L. 29, C. in fin ad. leg. Jul. de adult.

(4) L. 13, præm., D. de adult. et L. 41, § 1, D. de ritû. nupt.

(5) L. 23, C. præm. de adult.

(6) L. 6, præm., D. cod. tit.

Disons, enfin, que la « loi Julia de adult. » punissait l'adultère, commis avant le mariage, quand il s'agissait de la fiancée du mari (1).

Il nous reste à voir dans quelles circonstances, LE MEURTRE DE LA FEMME ADULTÈRE ET DE SON COMPLICE ÉTAIT AUTORISÉ !

DROITS DU PATER FAM. — En vertu de la loi « Julia de adulteriis », il était permis au père, tant adoptif que naturel (2), de tuer de sa main, la fille qu'il avait « in potestate », ainsi que son complice, quelle que fût la dignité de celui-ci, lorsqu'il les surprenait dans sa propre maison, ou dans celle de son gendre « in ipsa turpitudine, in ipsis rebus Veneris » (3).

Paul, prétend, que les mêmes droits devaient être attribués au « filius famil. », bien que la loi Julia, comme il le reconnaît d'ailleurs, ne fit mention que du pater fam. (4).

Mais, Papinien et Ulpien, le nient formellement.

Ainsi, il pourra se faire, dit ce dernier, que ni le père, ni le grand-père, n'ait le « jus occidendi », et cela, non sans raison, s'ils ne sont pas « sui juris » (5).

La loi n'excusait le meurtre, qu'autant qu'il avait lieu, sur le champ, « in continenti occidat » (6) ; le père n'avait pas le droit de tuer, aujourd'hui, sa fille, et demain, l'homme adultère, ou inversement : il devait, à moins d'impossibilité, par exemple, en cas de fuite d'un des coupables, les tuer tous deux d'un seul coup « dans le même mouvement d'une égale colère ».

« Debet enim uno ictu et uno impetu, utrum que occidere, æquali irâ adversus utrumque sumptâ ».

Peu importait que le père eût frappé, tout d'abord, la femme ou son complice, mais, en tuant l'un, il perdait le droit de faire grâce à l'autre : autrement, il tombait sous le coup de la loi « Cornelia de Sicar. ».

(1) L. 7, C. præm. de adult. — L. 13, § 3 et L. 6, D. eod. tit.

(2) L. 20 et 22, præm., D. de adult.

(3) L. 22, § 2, — L. 23, præm. et § 23, ibid.

(4) Sent. Paul, liv. II, tit. 26, § 2.

(5) L. 20 et 21, D. de adult.

(6) L. 23, § 4, eod. tit.

« Quia, lex parem in eos qui deprehensi sunt, indignationem exigit, et severitatem requirit ».

Que, si l'un des coupables n'avait été que blessé, tandis que l'autre, était blessé mortellement, d'après les termes mêmes de la loi, l'impunité ne lui était plus assurée ; mais, un rescrit de Marc Aurèle et Commode, la lui conférait quand même, en considérant que le hasard seul avait pu trahir sa volonté (1).

DROITS DU MARI. — Quant au mari, d'une part, il ne pouvait tuer impunément l'homme adultère, qu'autant qu'il le surprenait, dans sa maison même, et qu'il s'agissait d'un homme infâme, tel qu'un esclave, un affranchi, un homme condamné par un jugement public « vel eum qui leno fuerit, quive ludicram artem ante fecerit », etc., et il lui était ordonné, après le meurtre de l'adultère, de renvoyer sa femme sans retard (2).

On ne distinguait pas si le mari était ou non « sui juris » (3).

Une constitution de Justinien est venue apporter à la loi, les modifications suivantes :

Lorsque le mari soupçonnait quelqu'un d'attenter à la pudeur de son épouse, il devait d'abord lui adresser à titre de protestation, le témoignage de trois hommes dignes de foi, et s'il le surprenait ensuite « convenientem suæ uxori », dans sa propre maison, celle de son épouse, chez son complice, ou même dans une taverne, un faubourg, etc., il avait alors le droit de le tuer de ses mains.

« Esse licentiam marito propriis manibus talem perimere, nullum periculum, ex hoc formidante (4).

D'autre part, le mari n'avait jamais le droit de tuer sa femme.

Papinien explique cette différence dans la situation faite au père et au mari, par cette considération : que le premier, avant de sévir, prendra presque toujours conseil de son affection pour ses enfants, tandis que le second, ne fera le plus souvent, que

(1) L. 32, præm., D. de adult.

(2) L. 24, præm. et § 1, D. de adul.

(3) Ead. lex., § 2.

(4) Nov. 117, Cap. 15.

céder à la force de sa passion, à laquelle la loi devait chercher à apporter un frein (1).

Cependant, si le meurtre de la femme adultère commis par son mari était puni, la peine était toujours atténuée : « quia, hoc impatientia justis doloris admisit, lenius puniri placuit » (2).

Un rescrit de M. Aurèle et Commode, dit qu'il ne subira pas la peine de la loi « Cornel. de Sic. » : « Quum sit difficillimum justum dolorem temperare », mais qu'il devra néanmoins être puni, pour avoir dépassé les limites d'une vengeance permise (3).

Nous trouvons, toutefois, dans un texte d'Ulpien des termes qui, pris à la lettre, pourraient faire croire que le mari qui tue sa femme « in adulterio deprehensam » était complètement excusable ; il déclare, en effet, que le « Sc. Silanianus » ne sera pas applicable aux esclaves soit du mari, soit de la femme qui ne sont pas venus au secours de celle-ci « quia ignoscitur ei » (marito).

Mais ces mots, doivent s'entendre dans le sens d'exemption de la peine capitale seulement (4).

Disons, en terminant, qu'il était des cas où le mari et le père lui-même n'avait pas le « jus occidendi ». Ainsi, ceux à qui il était interdit d'intenter l'action d'adultère, ne pouvaient pas « a fortiori » infliger au coupable le dernier supplice (5).

D'autre part, il y avait des personnes contre lesquelles il était défendu de porter une accusation, par exemple, certains magistrats (6), d'où le devoir pour le père offensé dans sa fille, de respecter leur existence (7).

Il ne saurait ici être question du mari, puisqu'il n'était excusable que du meurtre des personnes infâmes, et encore sauf exception.

(1) L. 22, in fin, D. de adult.

(2) Sent. Paul. liv. 2, tit. 26.

(3) L. 38, § 8, D. de adult. — L. 4, Cod. in fin, eod tit. et L. 1, § 5, D. ad leg. Cornel. de Sic.

(4) L. 3, § 3, de S^{to} Silan, D.

(5) L. 24, D., § 3, de adult.

(6) L. 12 de accusa., D. — L. 13, de in jus. voc., D. — L. 32, D. de injur.

(7) L. 24, D. in fin. de adult.

Papinien nous dit, que la question s'était posée de savoir: si un affranchi aurait le droit de tuer son patron coupable d'adultère.

« Certe, si *ex eo numero sit qui deprehensus ab alio interfici potest* »; quant à lui, il penche pour la négative « *quod durum nobis esse videtur, nam cujus famæ, multo magis vitæ parcendum est* » (1).

Nous avons vu cependant plus haut, que ce crime avait été considéré comme une injure assez grave, pour que l'affranchi fut autorisé à en poursuivre la réparation devant la justice, par dérogation à ce principe, que l'affranchi n'avait pas d'actions, contre son patron.

Mais de ce que « le *jus occidendi* » n'existait pas en l'absence du « *jus accusationis* », il ne faudrait pas, comme on le voit, conclure « *a contrario* » de l'un à l'autre.

Enfin, lorsqu'une femme était « *ignominiosa* », c'est-à-dire de mœurs telles, que, comme nous l'avons dit, son indignité même la mit à l'abri de l'accusation d'adultère (2), elle échappait ainsi que son complice, à la vengeance du père et du mari.

Il en était de même au cas, où la fille était mariée contre les lois, par exemple, lorsqu'il s'agissait d'une femme incestueuse (3) et enfin au cas d'une « concubine » (4).

DU STUPRUM. — Les relations entre gens non mariés étaient punis par la loi « *Julia de adult.* », quand le délit avait été commis avec une personne de condition honorable (5); mais aucune peine n'était prononcée, lorsqu'il s'agissait d'une personne de condition basse (6).

DE L'INCESTE. — On distinguait deux sortes d'inceste: 1° « *jure gentium* » (entre ascendants et descendants), 2° « *jure civili* » (entre collatéraux).

Le premier était puni chez la femme comme chez l'homme;

(1) L. 38, § 9. D. de adult.

(2) L. 29, C. de adult. et L. 24, § 3, D. eod. tit.

(3) L. 13, § 4, D. eod. tit.

(4) L. 3, § 1. D. de concub.

(5) Inst. de publ. judic. § 4.

(6) L. 1, § 1. D. de concub.

le second était excusé chez la femme ; la bonne foi était, dans ce cas, toujours présumée, mais la preuve contraire était admise (1).

Quant à l'homme incestueux « jure civili », il était puni plus ou moins sévèrement, suivant qu'il avait tenu son union secrète, ou qu'il l'avait contractée ouvertement (2).

L'homme était même excusé complètement du crime d'inceste « jure civili », lorsqu'il l'avait commis étant mineur, à la différence de l'adultère, ainsi que Papinien en fait la remarque (3).

Un rescrit de Théod. Valent. et Arcad., décide que les donations faites aux époux incestueux « sive ante nuptias donatum, sive deinceps » seront confisquées au profit du fisc, en exceptant toutefois, tant l'homme que la femme mineurs ou de bonne foi, mais à la condition qu'ils rompent leur union, dès qu'ils seront parvenus à l'âge légal, ou dès qu'il auront découvert leur erreur (4).

RAPT ET VIOL. — En vertu d'une constitution de Justinien, les ravisseurs de vierges ou veuves, ingénues, esclaves, ou affranchies, fiancées aux coupables ou à d'autres, ou non fiancées, et surtout des vierges ou veuves consacrées à Dieu, des diaconesses, étaient punis du dernier supplice.

Et pour que de tels crimes ne pussent pas échapper au châtiment, il était permis aux parents, tuteurs, curateurs, maîtres ou patrons des victimes, de mettre à mort sur le champ, et ceux qui avaient commis le crime, et leurs complices, lorsqu'ils étaient surpris en flagrant délit (5).

(1) Nov. 12, cap. 1, in fine.

(2) L. 68, de ritu nupt, D. — L. 38, D. de adult.

(3) Ead. lex, § 4 — il faut lire là Claudio et non Claudice.

(4) L. 4, C. de incest. et.

(5) L. 1, C. de rapt. virg. et L. 54, C. de episcop. et cleric.

DE L'ALIÉNATION MENTALE

L'aliéné était désigné sous plusieurs dénominations différentes, telles que « furiosus, demens, insanus, mente-captus, alienatus mentis », qui répondaient peut-être à des formes particulières de l'état mental, mais n'impliquaient, au point de vue pénal, qu'une seule et même conséquence : l'irresponsabilité absolue.

Sous ce rapport, nous voyons tous les textes assimiler l'aliéné à l'infans ou à l'impubère « non doli capax ».

« Hi pati injuriam solent, non facere » (1).

Ainsi, par exemple, si l'aliéné, vient à causer un dommage à quelqu'un, on ne saurait lui appliquer la loi « Aquilia de damno ».

Les choses doivent se passer, dit Ulpien, comme si ce dommage avait été le fait d'un animal, ou s'il était dû à la chute d'une tuile, ou au hasard d'un événement quelconque.

« Quemadmodum si quadrupes damnum dederit, aut si tegula ceciderit (2), vel si casu aliquo sine facto personæ evenerit » (3).

Le fou échappait à toutes les lois pénales, à la loi « Pompeia de parric. » (4), à la loi « Cornelia de Sicar », etc. (5).

« (Eum) fati infelicitas excusat, dit. Modestin, ... quum satis furore ipsâ puniatur » lit-on ailleurs.

Lorsque la question de folie était posée, on prescrivait au juge de punir l'accusé en cas de simulation, et de le faire interner si la folie était réelle.

(1) L. 2, § 1, D. de injur.

(2) L. 5, § 2, D. ad leg. Aquil.

(3) L. 61, in fine. D. adminis. et peric. tut.

(4) L. 9, § 2, D. de leg. Pomp.

(5) L. 12, D. ad leg. Corn. de Sic.

« Ut si simularet plecteretur, si fureret in carcere continetur » (1).

Cela résulte d'un rescrit très intéressant, dont voici la teneur :

« Cælius Priscus avait assassiné sa mère. — S'il t'est parfaitement démontré qu'Cælius Priscus est tout à fait privé d'intellect, par suite d'une aliénation mentale permanente, et sans qu'on puisse soupçonner la simulation, tu lui épargneras la peine des parricides, car il est assez puni par sa folie même ; mais il faudra l'enfermer, et même l'enchaîner, si cela est nécessaire à la sécurité des voisins, et peut lui servir, à lui, de correction et de sauvegarde ; cependant, si comme il arrive le plus souvent, cet aliéné jouit par intervalle, d'une raison plus saine, tu examineras avec soin, s'il a commis le crime dans un de ces moments là, si sa maladie ne peut être une excuse, et nous verrons alors, si on doit lui infliger le dernier supplice » (2).

On peut voir, à la lecture de ce rescrit, que les Romains se faisaient une idée assez nette de l'aliénation mentale ; que tout d'abord ils la considéraient comme une véritable maladie, et qu'ensuite ils avaient parfaitement observé et compris certains caractères, tels que la continuité propre à telle forme, et l'intermittence à telle autre.

L'aliéné était responsable des crimes qu'il commettait durant les intervalles lucides ; il ne semble pas y avoir eu de controverse à ce sujet, mais nous n'avons trouvé dans aucun texte, de distinction établie à ce point de vue, entre la manie par exemple (furor), et la mélancolie (mentis captio).

Cependant les Romains savaient très bien que même dans ces intervalles, l'aliéné ne pouvait pas être considéré comme entièrement sain d'esprit :

Nous lisons, en effet, dans un texte de Javolenus : « Ceux qui sont en proie à la fièvre tierce, quarte, à la podagre... au mal comitial, ne peuvent pas, même dans les jours où la maladie est absente, être regardés comme sains :

« Nequidem, his diebus quibus morbus vacaret, recte sani dicentur » (1).

(1) L. 13, § 1, D. de off. præs.

(2) L. 14, D. de eod. tit.

(1) L. 53, D. de œdil. edict.

Ce que dit Javolenus du mal comitial s'applique « a fortiori » à la folie ; mais il importe d'observer qu'il ne s'est nullement placé, au point de vue de la responsabilité qui pourrait incomber à un aliéné, pour un acte délictueux commis durant cette période — il est simplement question ici de l'action rhédibitoire ; on suppose qu'un esclave atteint de l'une de ces maladies, a été vendu dans l'intervalle d'un accès à un autre.

Néanmoins, le juge avait un certain pouvoir discrétionnaire pour apprécier le degré de culpabilité de l'aliéné, à l'un de ces moments où la maladie n'existe qu'à l'état latent, ainsi que cela résulte des termes mêmes de la L. 14 de off. præs.

Que faut-il entendre par ces mots : omni intellectu careat ?

Pour que l'aliéné fût déclaré innocent, fallait-il qu'il fût entièrement et d'une façon absolue dénué d'intelligence, ou suffisait-il qu'il eût été incapable de comprendre la portée de l'acte incriminé ?

La première hypothèse ne se rencontrant que dans la « dementia », il ne faudrait évidemment pas donner au rescrit l'interprétation étroite et rigoureuse que ses termes comportent. et le juge, ce nous semble, devait avoir toute latitude d'appréciation à cet égard.

On n'admettait donc, en droit romain, que deux sortes d'aliénation : l'aliénation continue et l'aliénation intermittente — dans le premier cas, l'aliéné était toujours déclaré irresponsable, — dans le second, il était, durant les intervalles lucides, considéré comme « doli capax » au même titre que l'homme sain.

Il nous reste à relever dans ce rescrit, qui résume toute la question de la responsabilité pénale des aliénés, un point de droit pratique intéressant.

Le législateur ne dit pas au juge : « Si Cælius Priscus a commis tel crime en état d'aliénation, vous l'acquitterez, vous le rendrez à la liberté, mais il lui dit : « S'il est réellement fou, vous le ferez enfermer ».

« Diligentius custodiendus erit, quoniam tam ad pœnam quam ad tutelam ejus, et securitatem proximorum pertinebit ».

Nous avons, plus haut, traduit le mot pœnam dans le sens de correction, nous dirions presque de traitement ; il ne peut certainement pas être entendu autrement.

On faisait pour les fous criminels ce qui était prescrit à l'égard des fous dangereux dans un but de prévention : lorsque ceux-ci ne pouvaient en effet être surveillés et contenus par leurs parents, ils étaient, sur l'ordre du gouverneur de la province, enfermés en lieu sûr (1).

Le PRODIGE, devait-il être assimilé à l'aliéné au point de vue pénal ?

Nous avons bien un texte de Pomponius ainsi conçu : « furiosi, vel ejus cui bonis interdictum sit, nulla voluntas est » (2).

Mais on ne peut évidemment rien conclure de ces derniers mots, ce jurisconsulte se plaçant uniquement au point de vue des actes civils.

C'est plutôt à l'impubère « proximus pubertati » qu'on pourrait assimiler le prodigue : comme lui, il était certainement jugé « doli capax ».

DU SOMNAMBULISME. — Quelque textes, entre autres, la loi « 2 D. de jure codic: » assimilent l'homme endormi à l'aliéné, mais, ce n'est que d'après le droit Canon, que le somnambule « dormiens » est expressement déclaré irresponsable de ses délits, au même titre que le « furiosus » et « l'infans » (3).

DE L'IVRESSE. — De Savigny, prétend, que, relativement aux actes juridiques, l'ivresse était assimilée à l'aliénation mentale, mais, qu'il n'en était pas de même par rapport aux délits, sous prétexte qu'il est difficile qu'un homme tombe, sans sa faute, dans un pareil état (4).

Peu importe le motif ; toujours est-il, qu'en effet, plusieurs textes nous prouvent que l'ivresse n'était pas admise comme excuse.

Marcien, énumérant les différents modes de délits, cite le

(1) L. 13, § 1, de off. proc. D.

(2) L. 40, D. de reg. jur.

(3) Constit. de Clem. V.

(4) Tr. de dr. rom., trad. par Ch. Guénoux, 2^e édit., tom. 3, p. 87.

fait d'un homme, qui, dans un moment d'ivresse, en vient aux mains avec un autre, ou se saisit d'un fer homicide :

« Delinquitur impetu, quum per ebrietatem ad manus aut ad ferrum venit » (1).

D'autre part, Callistrate rapporte, que, si un militaire, par suite d'ivresse, a laissé s'évader des prisonniers, dont il avait la garde, il devra être châtié et placé dans un service plus dur (2).

Cependant, si l'ivresse ne faisait pas disparaître la criminalité, on est en droit d'admettre qu'elle l'atténuaît dans une certaine mesure, car, nous lisons quelque part : que si un militaire a commis un crime, étant ivre, on lui fera remise de la peine capitale (3).

Et cela, doit s'entendre, certainement, aussi des non militaires, des « pagani », car, bien que les militaires fussent rangés parmi les privilégiés, que la loi exemptait de certaines peines, le respect dû à la discipline, faisait évidemment un devoir aux magistrats, d'être plus sévères dans l'appréciation des faits délictueux à leur endroit, qu'à l'égard de ceux qui ne faisaient pas partie de la milice.

Comme conclusion : nous dirons donc, que l'ivresse n'était pas une excuse, mais, qu'elle pouvait quelquefois être invoquée à titre de circonstance atténuante, et, avait alors pour effet, de faire diminuer la peine.

DE LA CONTRAINTE MORALE. — Nous avons vu, plus haut (4), que le « jus imperandi », la crainte révérentielle n'était pas une cause d'excuse (5).

Mais, on pourrait se demander, si, celui qui commet un délit, sous l'influence de menaces ou de violences quelconques, ayant perdu toute liberté d'esprit, et tout pouvoir de résister à l'impulsion, ne devrait pas être déclaré irresponsable au même titre que l'aliéné ?

(1) L. 11, § 2, D. de pœnis.

(2) L. 12, præm., D. de custod. reor.

(3) L. 6, § 7, D. de re milit.

(4) Des limites du devoir d'obéissance, supra.

(5) Voir encore, L. 21, § 5, D. quod metus et L. 22, D. de ritu nup.

En vertu de l'édit du préteur « quod metus causâ » les actes ou contrats passés sous l'empire de la crainte, occasionnée, par exemple, par des menaces sérieuses, pouvaient être annulés.

On est donc autorisé à penser que dans des cas analogues, le juge pouvait considérer la contrainte morale, comme cause d'excuse suffisante en matière pénale.

De Savigny, dit, qu'on peut se figurer la terreur, que des menaces inspirent, portée à un degré tel, qu'il faille l'assimiler à l'aliénation mentale (1).

Mais, ce n'est évidemment que dans les cas où il s'agirait d'un fait, qui fût, comme dit la loi (2), de nature à impressionner la personne la plus courageuse, et d'une violence considérable (3).

Si la menace s'adresse à ceux qui vous sont chers, à vos enfants, par exemple, c'est comme si elle vous était faite à vous même (4).

DU DÉFAUT D'INTENTION

C'est l'intention et non le fait que l'on punit chez le délinquant :

« Consilium enim uniuscujusque, non factum puniendum est (5)

C'est l'intention qui caractérise le délit :

« Maleficia, voluntas et propositum delinquentis, distinguit... crimen contrahitur, si voluntas nocendi intercedit » (6).

Ainsi, pas de vol sans le « consilium fraudis » :

(1) Loc. cit., p. 3, tom. 3.

(2) L. 6, D. quod metus, — L. 9, C. de his quæ vi et L. 184 de reg. jur. D.

(3) L. 2, D. quod metus. — L. 3, § 1, et L. 8, § 2, eod. tit.

(4) L. 8, § 3, D. quod metus.

(5) Sent. Paul, liv. 5, tit. 23, § 3.

(6) L. 53, D. de furtis. — L. 14 D. ad leg., Cornel. de Sic, — L. 1 et 5, C. eod. tit. — L. 79, D. de reg. jur.

« Sine affectu, non furtum (1); cum facto etiam, animum furis furtum exigit (2).

Mais, si l'absence de volonté malveillante enlève au fait sa qualification, et soustrait son auteur à l'application des lois pénales, édictées contre tel délit, il ne s'en suit pas qu'il ne doive encourir aucune peine, et soit entièrement irresponsable du dommage par lui causé.

L'imprudence, l'ignorance des lois, (sous les réserves que nous ferons plus loin) la négligence, etc., constituent, en effet, des fautes, et nous savons que la loi « Aquilia de damno » punissait, non seulement le dol, mais même la simple faute :

« Impunitus est, qui sine culpâ et dolo malo casu quodam damnum committit » (3).

Il en était autrement de la loi « Cornelia de sicar » par exemple, qui ne pouvait être appliquée, qu'en cas de dol :

« In hâc lege culpa lata non pro dolo accipitur » (4).

Les textes nous fournissent de nombreux exemples de cas, où le législateur a fait, avec soin, la part de l'intention coupable, de la faute, et du hasard seul.

Les circonstances peuvent varier à l'infini, mais, si une grande latitude d'appréciation est laissée au juge, il doit néanmoins prendre pour guides, les principes qui se dégagent, des quelques espèces que nous allons rapporter :

HOMICIDE PAR IMPRUDENCE. — On voit, quelquefois, dit Paul, celui qui a tué un homme, être absous, et celui qui ne l'a pas tué, être condamné comme homicide : le premier, par exemple, parce que d'un trait imprudemment lancé, il a causé la mort de quelqu'un : le second, parce qu'un hasard quelconque s'est opposé à la perpétration de son crime.

Mais, il faut entendre ces mots « aliquando absolvitur » en ce sens seulement, que la loi « Cornelia de Sic » ne lui sera

(1) L. 37, præm., D. de usurp. — Instit., liv. IV, tit. 1, § 18.

(2) L. 41, D. ad leg. Aquil. in fin.

(3) Gaius, Com. 3, § 211. — Instit., liv. IV, tit. 3, § 2.

(4) L. 7, D. ad leg. Corn. de sic.

pas applicable, ce qui ne veut pas dire qu'il ne sera pas justiciable de la loi Aquilia (1).

Un rescrit d'Adrien, exprime la même idée : celui, dit-il, qui a tué sans intention de donner la mort, pourra être absous : il faudra, par exemple, adoucir la peine de celui, qui, dans une rixe se sera involontairement rendu homicide (2).

Lorsqu'un homme avait trouvé la mort dans un combat, on devait, pour déterminer les responsabilités, rechercher quel était le but de la lutte engagée.

C'est ainsi, que si un homicide avait été commis dans un de ces combats publics, où les jeunes Romains exerçaient leur adresse, et fortifiaient leur bravoure, on ne pouvait pas en appeler à la loi Aquilia :

« Quia gloriæ causâ et virtutis, non injuriæ gratiâ, videtur damnum datum (3).

Tout ce que l'on était en droit d'exiger dans les cas de ce genre, c'est que les règlements fussent ponctuellement observés.

Si, par exemple, un militaire en lançant le javelot, a blessé un passant, il ne sera responsable, que s'il s'est livré à cet exercice en dehors du camp, ou du lieu qui lui était réservé (4).

Plusieurs textes citent l'hypothèse d'un homme qui, en émondant un arbre, aurait jeté les branches sur le sol, et faute d'avertissement, occasionné de la sorte la mort d'un passant.

Il devra être puni, car il a eu le tort de ne pas prévoir ce qui est arrivé : « culpam esse, quum a diligente providendi poterit non esset provisum ».

Peu importe, que l'arbre ait été projeté sur un chemin public ou privé ; que si, aucun chemin n'existait, il suffisait alors qu'il n'y eût pas eu dol, pour que sa responsabilité fût à couvert, c'est-à-dire : qu'il n'eut pas lancé les branches, sur l'homme qu'il avait aperçu, « culpa ab eo exigenda non est », car il n'a pu deviner que quelqu'un passerait en cet endroit (5).

(1) Sent. Paul, § 3; supra.

(2) L. 1, § 3, D. ad. leg. Corn. de sic.

(3) L. 7, § 4, ad. leg. Aquil.

(4) Instit., liv. IV, tit. 3, § 4.

(5) Sent Paul, eod. loc., § 12. — L. 31, D. ad leg. Aquil. et Instit., loc. cit., § 5.

L'ignorance grossière, l'impéritie et la négligence des hommes de l'art, des médecins, apothicaires, etc., était sévèrement punie.

Paul nous dit, en effet, que si un homme a succombé à l'action d'une substance prescrite à titre de remède, celui qui l'a donnée, sera puni de la peine de mort ou de la déportation, suivant qu'il s'agira d'une « *persona humilis, vel honesta* » (1); il a voulu, sans doute, faire allusion, au cas où un médicament aurait été administré à une dose forcément toxique.

C'est surtout dans les questions de ce genre, que devaient se rencontrer les plus grandes difficultés d'appréciation.

INCENDIE PAR IMPRUDENCE. — Lorsqu'un incendie éclatait par le fait de l'homme, il y avait lieu de rechercher jusqu'à quel point l'imprudence pouvait être mise en cause.

Pour que la loi « *Aquilia* » ne fût pas appliquée à l'accusé, il fallait qu'il eût au moins fait tous ses efforts pour éteindre le feu, et qu'il eût pris toutes les précautions nécessaires pour empêcher son extension; que si l'incendie ne s'était propagé que grâce à la violence du vent, par exemple, il n'encourait aucune responsabilité:

« *Si omnia quæ oportuit observavit, caret culpâ* » (2).

Mais, pour peu qu'il y ait eu imprudence, celui qui avait mis le feu était puni plus ou moins sévèrement (3).

DE LA FORCE MAJEURE. — La force majeure est une de ces circonstances, qui devait naturellement faire exclure l'idée de culpabilité. Il est inutile d'insister sur ce principe, nous venons de donner un exemple qui suffit à le caractériser.

Comme le dit Ulpien: lorsque quelqu'un aura causé du dommage à autrui, il est sous entendu qu'il ne sera pas responsable, toutes les fois qu'il n'aura été que l'instrument d'une force à laquelle il n'a pu se soustraire:

« *Nisi magna vi cogente fuerit factum* » (4).

(1) Sent Paul, eod loc. § 19 et Instit., § 7.

(2) L. 30, § 3, ad. leg. Aquil.

(3) L. 9, D. de incendio, ruina, — L. 3, § 1, de off. præf. vigil.

(4) L. 29, § 1, ad leg. Aquil. — L. 3, § 7, de incendio. — L. 23, in fin. D. de reg. jur.

IGNORANCE DU DROIT. — En principe, nul n'est censé ignorer la loi. — On ne peut donc s'excuser d'un délit, sous prétexte qu'on ignorait qu'il fût défendu de le commettre.

Suivant Pomponius, « nulla voluntas errantis est » (1). Mais ces mots ne trouvent d'application, en général, qu'en matière de contrat.

Il y a ignorance du droit, quand on croit permis un fait défendu par la loi pénale, lors même qu'on n'aurait aucun doute, sur son immoralité.

Par exception, certaines catégories de personnes étaient admises à invoquer leur ignorance des lois : 1^o les femmes, 2^o les mineurs, 3^o les paysans (*rusticitas*) et les soldats, mais seulement en matière de droit pénal positif, et non pour des faits relevant du « *jus gentium* » (2).

Ainsi le vol étant interdit « *jure gentium* » pas d'excuse possible ; mais il en était autrement dans les hypothèses suivantes :

La femme, dît Callistrate, qui, sous la dictée de sa mère s'est adjugé un legs « *per ignorantiam juris* » est exemptée de la peine portée par le *sc. Libonien* (3).

Son excuse, n'était pas comme pour le fils ou l'esclave qui avait contrevenu au sénatus-consulte, ainsi que nous l'avons vu plus haut dans le fait d'avoir obéi à un ordre supérieur, la fille n'étant pas « *in potestate matris* » et par suite nullement tenue de lui obéir, mais bien dans son ignorance naturelle des choses juridiques.

Voici une autre espèce citée par de Savigny (4).

Celui qui endommageait frauduleusement les édits des magistrats était puni d'une amende de 500 aurei (5).

Or, le coupable pouvait échapper à la peine en invoquant son ignorance du droit, à la condition qu'il appartint à une des catégories en question.

Nous trouvons dans plusieurs textes des exemples analogues (6).

(1) L. 20, de *aquâ et aq.* D. et L. 15, D. de *jurisdict.*

(2) L. 9, *prœm.* D. de *juris ignorant.*

(3) L. 15, § 5, *ad. leg.* Cornel. de *fals.*

(4) *Loc. cit.*, tom. 3, p. 374.

(5) L. 7, *prœm.* D. de *jurisdict.* et § 4.

(6) Voir : L. 38, § 2, D. de *adult.* — L. 1, § 10, D. *ad sc.* Turpil. L. 4, *prœm.* D. *cod. tit.* — L. 3, § 22, D. de *sc.* Silan.

DE LA LÉGITIME DÉFENSE. — Le droit de repousser la force par la force « vim vi repellere », principe de droit naturel, fut reconnu par la loi et la jurisprudence.

« Vim enim vi defendere, omnes leges omniaque jura permitunt » (1).

Lorsqu'en effet, dit le jurisconsulte Paul, on ne peut se défendre autrement, qu'en causant du dommage, on ne saurait en être responsable :

« Qui, quum aliter tueri se non possunt, damni culpam dererint, innoxii sunt » (2).

Un rescrit des Empereurs Valentin. Theod. et Arcad, consacre solennellement, le droit de se faire justice soi-même en cas d'attaque.

« Nous accordons à tous le droit de résister à l'agresseur ; qu'il reçoive donc la mort qu'il apportait, car il vaut mieux se défendre, au moment même, que de poursuivre ultérieurement sa vengeance » (3).

Remarquons ces mots « in tempore » qui signifient que la répression doit suivre immédiatement l'attaque.

Ulpien dit, également, que nous pouvons repousser par les armes, celui qui fond sur nous à main armée « sed confestim non ex intervallo » (4).

Nul, n'avait le droit, en effet, de remettre à un autre moment le soin de se venger ; lorsque le danger est passé, il ne peut plus être question de se défendre ; votre rôle de justicier est fini, celui du juge commence.

Le droit de légitime défense s'applique à toute espèce de violence, qu'elle menace votre vie ou votre honneur.

« Qui latronem cædem sibi inferentem, vel alium quemlibet stuprum inferentem occiderit, puniri non placuit : alius enim vitam, alius pudorem, publico facinore defendit » (5).

Lorsqu'un homme était aux prises avec un voleur, la loi devait tolérer l'emploi de la force pour repousser ses tenta-

(1) L. 12, § 1. D. quod metus, — L. 45, § 4. D. ad leg. Aquil. et L. 4 et 5, ibid.

(2) L. 45, eod. tit. — L. 2, 3, 4, Cod. ad leg. Cornel. de Sic.

(3) L. 1, C. quando liceat unicuique.

(4) L. 3, § 9. D. de vi et vi arm.

(5) Sent Paul, liv. 5, tit. 23, § 8.

tives, lors même qu'il n'y avait pas danger réel de mort :

Le fait d'être volé ne constituait pas, il est vrai, à lui seul, un cas de légitime défense, le meurtre d'un voleur désarmé ne pouvant être autorisé ; mais s'il cherchait à vous échapper en recourant aux armes, « *quum se telo defenderet* » (1), vous étiez alors parfaitement en droit de le tuer.

Toutefois, il était plus sage, comme le dit Paul, de se saisir de lui et de le livrer à la justice, car il ne devait pas être permis de tuer un homme, lorsqu'on pouvait autrement éviter tout péril.

La loi des 12 tabl. permettait de tuer un voleur, même en dehors de toute attaque, lorsqu'il était surpris la nuit ; le jour on ne pouvait le tuer impunément qu'autant qu'il se défendait, et à la condition, dans les deux cas, de l'avertir par un cri « *ut tamen id ipsum cum clamore testificetur* » (2).

Mais au temps d'Ulpien, on n'avait le droit de tuer un voleur de nuit, qu'autant qu'on ne pouvait l'épargner sans danger pour soi-même « *ita demum si parcere ei sine periculo suo non potest* » (3).

DES DÉLITS PAR INTENTION. — DE LA COMPLICITÉ ET DE LA PROVOCATION

Si l'intention coupable, est le principal élément de la culpabilité, et l'emporte sur le fait même, elle ne peut, néanmoins, à elle seule, constituer le crime ; aussi échappe-t-elle forcément à l'action de la loi, lorsqu'elle n'est suivie d'aucun effet.

« *Cogitationis poenam nemo patitur* » (4).

Ce qui signifie, que la simple manifestation au dehors de la pensée criminelle, sous une forme ou sous une autre, ne saurait

(1) L. 4. § 1. D. ad leg. Aquil. et Paul, § 9, loc. cit. — Instit. de leg. Aquil. § 2.

(2) L. 4, § 1, ad leg. Aquil. supra.

(3) L. 9, D. ad leg. Cornel. de Sic.

(4) L. 18. D. de poenis.

être punie, car, pour que l'intention pût être saisie, il fallait nécessairement qu'elle se trahit par un signe quelconque.

Nous laissons de côté, tout ce qui rentre dans les menaces écrites ou verbales, dans les publications de nature à faire appréhender tel ou tel délit, et dans la provocation, dont il sera question plus loin ; nous voulons parler uniquement, ici, de la velléité, de la volonté même arrêtée de commettre un crime, se traduisant, par exemple, sous forme de confidence secrète, et c'est alors que nous disons avec Ulpien :

Il n'y a pas de crime d'intention.

Et cependant, il était un cas où la simple pensée criminelle, même conçue pendant le sommeil, était punie comme le crime même, c'était le cas de « lèse majesté »,

Un ræscrit, d'Arcadius et Honorius, dit à ce sujet :

« Eadem enim severitate, voluntatem sceleris quâ effectum, puniri jura voluerunt » (1).

Il ne faut pas s'étonner d'une telle dérogation au principe, lorsqu'on sait que ce crime était regardé comme si atroce qu'on avait cru devoir pour le punir, s'écarter non seulement de toutes les règles du droit commun, mais même des plus vulgaires notions du bon sens et de l'équité.

Qu'il nous suffise de rappeler, entre autres aberrations de la justice criminelle, en ce qui touche ce crime : que l'action de la loi Julia Majest. pouvait être intentée, même après la mort de l'accusé, et que le procès était fait à son cadavre : sous prétexte que du moment, où il a conçu la pensée du crime, il a commencé à mériter un châtiment :

« Nam ex eo tempore quo hanc cogitationem subiit, propter cogitationem, dignus est pœnâ » (2).

COMPLICITÉ ET PROVOCATION. — La complicité est caractérisée par les deux termes « ops, consilium », qu'Ulpien définit de la manière suivante :

« Consilium dare videtur, qui persuadet et impellit, et qui instruit, consilio, ad furtum faciendum ; opem fert qui ministerium atque adiutorium, ad subripiendas res præbet » (3).

(1) L. 5, præm. C. ad leg. Jul. Majest.

(2) L. 6, L. præm., ad leg., Jul. Majest.

(3) L. 50, D., § 3, de furtis.

On s'est demandé, dit Paul, dans quel sens il fallait entendre les mots « *ope, consilio* » conjointement, ou séparément, et l'on a adopté cette opinion des anciens : que la culpabilité n'existe que lorsqu'à l'aide, à l'assistance, se joint l'intention malveillante et inversement (1).

Cette question ne peut faire doute; mais, notons qu'ici, le mot « *consilium* » n'est pas pris dans l'acception qu'Ulpien lui donne, et que, seule, nous envisageons, en nous plaçant au point de vue de la complicité. Ce qu'il importe de savoir, c'est, si la complicité exige la réunion des termes « *ops, consilium* », ou, si, au contraire, celui qui donne le « *consilium* », (conseil), qui provoque au délit, sans y participer matériellement, est punissable, comme l'auteur principal, c'est-à-dire justiciable de la même loi pénale?

Or, nous lisons dans les *Institutes* (2) : que celui qui a conseillé le vol, qui a été l'instigateur du délit, et y a pris une part effective, doit être tenu de l'action « *furti* »; et, entre autres exemples, Justinien, cite le fait, d'avoir mis des brebis en fuite, afin qu'un autre s'en emparât. Puis, il ajoute, que celui qui n'a apporté aucun concours, et s'est borné à conseiller le vol, échappe à « *l'actio furti* » :

« Certe qui nullam opem ad furtum faciendum adhibuit, sed tantum consilium dedit, atque hortatus est ad furtum faciendum, non tenetur furti ».

D'un autre côté, Ulpien nous dit, que celui qui a persuadé à un esclave de prendre la fuite, n'est pas un voleur, car, ce n'est pas voler, que donner un mauvais conseil, mais, que s'il l'a poussé à fuir, dans le but de le faire prendre, il sera, dans ce cas, tenu de « *l'actio furti* » (3).

Observons, que dans l'hypothèse de Justinien, il y a eu le fait, de mettre les brebis en fuite, c'est-à-dire, un acte qui est une véritable participation au vol, tandis que dans celle d'Ulpien, il n'y a eu que la simple manifestation d'un dessein coupable, mais aucun concours réel, « *consilium tantum, sed ops nulla* ».

(1) L. 53, § 2, D. de verb. signific.

(2) Instit., liv. 4, tit 1, § 11.

(3) L. 36, præm. D. de furtis.

Et cependant, Ulpien n'hésite pas, à tort, selon nous, à conclure de même à la complicité.

Pomponius, va même plus loin, car, il dit, que si quelqu'un a conseillé la fuite à l'esclave, sans avoir voulu favoriser le vol, il devient coupable de ce délit, dès que le fugitif a été volé(1).

Ulpien, dit ailleurs, que s'il est vrai qu'un vol ne puisse être effectué, ni par la parole, ni par un écrit, mais bien par le détournement même, le fait de coopérer au délit ou de donner un conseil, devient punissable, dès que la soustraction s'en est suivie. :

« Consilium tunc nocet, quum secuta contrectatio est » (2).

S'il veut dire par là, que la provocation est punie, lorsqu'elle est suivie d'effet, nous serons de son avis, sous la réserve, qu'il y aurait lieu, dans ce cas, non à l'action du délit, mais à une action « in factum » (3).

Au surplus, en cette matière, il faut faire une large part à l'appréciation des circonstances.

Dans certains cas, on pourra considérer comme ayant participé à l'acte délictueux, celui qui se sera borné au « consilium », si ses conseils et ses instructions ont été tels, par exemple, que sans eux, le délit n'eût pu être commis.

D'autre part, lorsqu'il s'agit de complots, de conjuration, celui qui a exécuté, ne doit pas, évidemment, être le seul atteint par la loi, car, alors, on a affaire à une association qui constitue par elle-même un danger public, ce qui est bien différent du fait, d'un seul individu qui en a poussé un autre à délinquer.

En résumé, nous dirons en donnant au mot « consilium », le sens de provocation :

1° Que la provocation accompagnée du concours effectif, est punie comme le crime même ;

2° Que la provocation seule, donne lieu à une action « in factum », quand elle est suivie d'effet ;

3° Que la provocation, non suivie d'effet, n'est atteinte par aucune loi ;

(1) Ead. lex. et L. 12, D. ad leg. de adult.

(2) L. 52, § 19, D. de furtis.

(3) Argum. sed si quid per lasciviam, § 11, Instit. supra.

4° Que l'intention criminelle concertée entre plusieurs, est toujours punie. « *Consilia puniuntur ut conjurationes... quosque alios suadendo juvisse, est sceleris instar* » (1).

DE LA QUALITÉ DES CRIMINELS — LIMITE DU DROIT D'ACCUSATION

« Chaque ligne des lois criminelles (des Romains) révolte le sentiment de l'humanité, par les distinctions iniques qu'elles consacrent, soit dans les peines, soit dans les formes de la procédure » (2).

A Rome, cependant, les lois pénales étaient applicables à tous les citoyens, si haut qu'ils fussent placés (3); mais, comme nous le dit Ulpien, ils n'étaient pas tous soumis à la même peine pour le même délit (4): ainsi, les patriciens, les « *personæ honestæ* » et surtout les dignitaires, tels que: les sénateurs, chevaliers, décurions, magistrats, etc., étaient punis moins sévèrement de leurs délits que les plébéiens, les gens de condition humble « *humili loco nati* » et les infâmes.

L'importance de la peine était mesurée à la valeur du coupable, mais elle diminuait au lieu de croître avec elle.

Sa nature, la forme du supplice, variaient avec les criminels :

Les peines, considérées comme les plus humiliantes, les plus infamantes, étaient réservées aux uns, épargnées aux autres.

On peut dire qu'il y avait des peines nobles et des peines ignobles, en conformité avec les distinctions admises par les lois et les mœurs, entre les différentes classes de citoyens et d'individus.

(1) D. L. 16, *proem. de poen.*

(2) Hist. du dr. crim. des Romains, de *Walter*, trad. par *Piquet-Damesme*, Paris, 1863. *Introd.*, p. 30.

(3) L. 1, C. *ubi senat. vel claris.*

(4) L. 9, § 11, D. *de poen.*

Tandis que les « humiles », par exemple, étaient condamnés à la peine de mort, le même fait n'entraînait, pour les « honesti », que la déportation ; lorsque les premiers étaient jetés aux bêtes, les seconds étaient décapités ou même simplement déportés :

« Humiliores enim solent vel bestiis subijci, aliores vero deportantur in insulam » (1).

Certains dignitaires étaient même affranchis de la peine de mort. Adrien avait, en effet, interdit de condamner à mort les décurions, sauf dans le cas de parricide (2).

D'après un rescrit de Dioclet. et Maxim., leurs fils ne pouvaient être jetés aux bêtes (3).

La peine des mines (metallum), de « l'opus metalli », et du fouet, ne pouvait pas être infligée aux décurions (4).

Il était interdit aux magistrats, sous des peines sévères, de soumettre les décurions ou sénateurs à la torture (5).

Paul dit, que la question ne devra pas être appliquée à un décurion, même au cas où il aurait cessé de l'être avant sa condamnation « in memoriam prioris dignitatis (6), à moins qu'il ne fut accusé du crime de lèse-majesté (7).

Au surplus, la torture était en principe applicable aux esclaves seuls et même aux majeurs de 14 ans (8).

Les affranchis eux-mêmes en étaient exempts, à moins que l'affranchissement n'ait eu uniquement pour but de les y soustraire (9), et à plus forte raison les hommes libres (10).

Un homme libre ne pouvait même pas être condamné aux

(1) L. 3, § 5, ad. leg. Corn. de sic. — Sent. Paul., liv. 5, tit. 26, § 1. — L. 6, D. ad leg. Jul. de Sacril. præm. — Instit. de injur., §§ 7 et 9. — L. 17, D. eod. tit. § 3. — L. 7, § 8, L. 15, § 28. L. 3, de susp. tutor. D., — L. 16, § 3, D. de poen. — L. 10, præm. 28, § 2, eod. tit. — L. 4, § 1, D. de incendio.

(2) L. 15, D. de poenis.

(3) L. 12, C. de poenis.

(4) L. 9, § 11, D. eod. tit. et L. 5, C. ex quib. caus. infam.

(5) L. 33, C. de decurion.

(6) L. 14, D. de decurion.

(7) L. 16, C. de quæstion.¹

(8) L. 10, præm. et L. 15; D. de quæst.

(9) L. 1, D., § eod. tit.

(10) L. 12, D. eod. tit.

chaînes perpétuelles, cette peine étant réservée aux esclaves (1).

L'exemption des peines plébéiennes s'étendait jusqu'aux arrière petits-enfants des hauts dignitaires; mais lorsque les enfants d'un degré intermédiaire avaient été déclarés indignes, ce privilège était perdu pour les descendants (2).

Les vétérans et leurs enfants (au premier degré seulement), ne pouvaient pas être livrés aux bêtes, ni frappés du bâton, ni condamnés « in metallum vel in opus publicum » (3).

Il en était de même des « milites », à moins qu'ils n'eussent été renvoyés ignominieusement (4).

Quant aux « tirones » (recrues), ils étaient traités moins sévèrement encore et même entièrement excusés dans certains cas (5).

Non seulement les dignitaires étaient exemptés de certaines peines, mais ils étaient, en outre, pendant l'exercice de leurs fonctions, à l'abri de toute poursuite.

On ne pouvait citer en justice, ni les consuls, proconsuls, préfets, ni les légats de l'empereur, ni le pontife « dum sacra facit », ni un magistrat « nec judicem dum re cognoscat ».

Il y avait dans cette inviolabilité, une question d'ordre public, et non un privilège personnel, car dès que l'homme était dépouillé de son caractère officiel, il retombait sous l'empire du droit commun (6).

DES PERSONNES MORALES. — Les personnes morales, telles que les corporations, associations, universités, collèges, cités, etc., peuvent-elles être assimilées aux particuliers, lorsqu'elles commettent des délits? Quelles peines peuvent-elles encourir?

La question a été vivement controversée:

Les uns disaient que les personnes civiles ne sauraient être criminelles, par la raison qu'elles n'existaient qu'en vertu

(1) L. 6, C. de pœnis et L. 35, D. eod. tit.

(2) L. 11, C. de quæst. et L. 10, C. de dignita.

(3) L. 1 et 3, D. de veteran.

(4) L. 3, § 1, de re milit. — L. 8 C. de quæst. præm.

(5) L. 4, § 15 et L. 14, § 1, D. de re milit.

(6) L. 2, de in jus voc, D. — L. 12, præm. D. de accusat. — L. 38, § 10, D. de adult.

d'une fiction, toujours en vue d'un but licite, et que par cela seul qu'elles s'éloignaient de ce but et se livraient à des actes reprehensibles, elles cessaient d'être au moment même, et partant, ne pouvaient être recherchées.

Les autres, tout en convenant qu'il y a certains délits que par la force des choses, elles ne pouvaient commettre, tels que l'adultère, par exemple, certaines peines qu'elles ne pouvaient subir, comme l'emprisonnement, prétendaient qu'en général leur capacité entraînait la responsabilité, et que de même qu'elles pouvaient jouer le rôle de demandeurs dans une action criminelle, intenter entre autres « l'action d'injure », elles devaient se soumettre à la situation inverse, dans le cas où elles venaient à commettre un délit collectif.

M. de Savigny objecte avec raison à ce dernier système, qu'il n'y a pas de délit collectif, que tous les membres d'une association quelconque, qui ont pris une part effective au délit en sont individuellement responsables, et que la personne morale est toujours forcément hors de cause⁽¹⁾.

Sans doute, dit cet auteur, l'histoire nous montre de nombreux exemples, de cités qui ont été punies de crimes commis par quelques-uns de ses membres ; à la suite de trahison ou de révolte, des villes ont perdu leurs privilèges, ont été ruinées de fond en comble, mais dans ces cas, c'était par l'ordre arbitraire d'un maître, et non en vertu d'un jugement.

Il est inutile d'ajouter que la personne morale est toujours tenue « de eo quod ad eam pervenit ».

Le système défendu par de Savigny est certainement le vrai, c'est d'ailleurs celui adopté par la plupart des jurisconsultes romains ou du moins par les plus autorisés.

Ainsi Ulpien, après avoir posé la question de savoir si l'action de dol pouvait être donnée contre les « municipes » et constaté les doutes qui s'étaient élevés à cet égard, la résout dans le sens négatif ; mais il a soin d'ajouter que les décurions seront pris individuellement à parti.

« De dolo autem decurionum, in ipsos decuriones dabitur de dolo actio » (2).

(1) Savigny, tom. 1. p. 303.

(2) L. 5, § 1. D. de dol. mal. — L. 4. D. de vi et vi armat.

Il dit ailleurs au sujet de l'édit prétorien « quod metus causâ » que le préteur n'ayant pas spécifié « quo gestum est sive singularis sit persona, vel populus, vel curia, vel collegium », il s'appliquait aussi bien aux universités qu'aux particuliers ; seulement, comme le fait observer Ortolan, cela a trait non à la peine, mais aux conséquences civiles de l'édit.

DU DÉSISTEMENT ET DE LA FAUSSE ACCUSATION (s. c. Turpilien).

Avant de passer à l'étude des cas de non culpabilité se rattachant à cette matière, nous devons indiquer sommairement, quelles étaient les personnes privées en principe, du droit qu'avaient tous les citoyens de se porter accusateurs dans les « judiciis publicis » (1).

Étaient incapables sous les réserves qui vont suivre :

Les mineurs—les femmes—les militaires—les esclaves—les pauvres (ceux qui possédaient moins de 50 s. d'or) ; -- les condamnés par un « judicium publicum » (ceux qui avaient perdu la liberté ou la cité, suivant l'opinion d'Ulpien), et même les accusés, avant que leur innocence n'ait été établie (2), — les calomnieurs — les faux témoins — les infâmes (3), — ceux qui ont reçu de l'argent pour accuser ou pour ne pas accuser, — enfin celui qui a déjà poursuivi deux accusés (4).

Le frère ne pouvait pas intenter d'action capitale contre son frère ; autrement, il était puni de l'exil (5).

EXCEPTIONS. — Le mineur pouvait accuser le meurtrier de son père et de son grand-père, en présence et avec le conseil de son tuteur (6).

(1) Dans le cas de judic. public., chaque citoyen pouvait agir, mais celui qui était directement intéressé, était en général, préféré.

(2) L. 5. D. de publ. judic. l. 1. C. de his qui accus. non poss.

(3) L. 4, 8, 9 et 10, D. de accusat.

(4) L. 12, § 2. D. de accus. et L. 16, C. de his qui accus. non.

(5) L. 13 et 18. C. eod. tit.

(6) L. 2, § 1. D. de accus. et L. 4. C. de auctor præst.

L'esclave avait le droit d'accuser dans les cas de crime de lèse majesté (1) ou du crime puni par la loi « Julia de Annonâ » (2)

Tous les autres incapables pouvaient se porter accusateurs, lorsqu'il s'agissait de venger leur propre injure ou la mort de leurs proches (3).

Il était des circonstances, où la victime d'un délit (4) était privée du droit d'en poursuivre la répression. Nous en avons déjà vu des exemples plus haut : ainsi l'esclave injurié, le mari de la femme adultère dans certains cas, etc.; voici d'autres espèces :

Le possesseur de mauvaise foi, le voleur ou le recéleur son complice, ne peuvent intenter l'action de vol, lorsque l'objet détourné vient à être volé.

Ulpien dit à l'égard du voleur : s'il est vrai, qu'étant tenu de la « *condictio furtiva* », il soit intéressé à la conservation de la chose, il ne peut néanmoins puiser aucun droit, dans le fait d'avoir commis un délit ».

« *Nemo de improbitate suâ consequitur actionem* » (5).

C'était aussi l'avis de Pomponius, qui déclare ne pas admettre l'opinion de Servius, à savoir : que le voleur peut user de « *l'actio furti* », lorsque le propriétaire de l'objet volé ne se fait pas connaître, ou lorsqu'il est certain qu'il ne le réclamera jamais (6).

Le vendeur, n'avait pas « *l'actio furti* » contre l'acheteur qui venait à dérober sa chose, mais seulement dans le cas où le prix lui avait été payé, — autrement l'acheteur était tenu, comme s'il eût détourné un gage (7).

Le dépositaire n'avait pas « *l'actio furti* », parce que suivant Ulpien, il ne répond que de son dol, et que, d'une part, s'il en est exempt, il n'a rien à craindre du déposant, et de

(1) L. 7, D. ad leg. Jul. Maj.

(2) L. 13, D. de accus.

(3) L. 4, D. L. 11, præm. D. eod tit. — L. 19, C. de his qui accus. non pos. — L. 8, C. eod tit.

(4) Privé ou public.

(5) L. 12, § 1, D. de furtis et L. 14, § 4, eod tit.

(6) L. 71, § 1 et 76, eod tit.

(7) L. 14, Supra, § 1.

l'autre, s'il est coupable de dol, il ne peut en tirer profit :

« Non debet ex dolo suo furti quærere actionem » (1).

Il en était de même du commodataire et de sa caution (2).

Quant à celui qui a donné sa chose en commodat, il ne sera responsable de son vol, qu'autant que le commodataire aurait eu le droit de rétention « propter impensas » (3).

Les jeux d'argent, dits de hasard, étant interdits (4), le prêteur refusait à celui chez qui se tenaient les jeux (et également aux joueurs quoique cela ne soit pas dit), toute action soit « de furtis » soit « de damno » pour un vol qui aurait été commis à son préjudice, ou un dommage quelconque qui lui aurait été causé dans la maison de jeux ; l'impunité était assurée au malfaiteur, qu'il fût ou non au nombre des joueurs.

Nous arrivons maintenant aux cas de *désistement* (tergiversatio), et de *fausse accusation* (calumnia) qui échappaient aux peines du sénat.-cons. Turpilien.

En vertu de ce sénatus-consulte, on punissait l'accusateur qui se désistait d'une poursuite, sans avoir demandé l'abolition, de même que celui qui, intentionnellement, avait à tort intenté une action publique.

Si le désistement était forcé, par exemple, en cas de mort de l'adversaire, il restait impuni, à moins que le délit recherché ne fût de telle nature qu'il pût être poursuivi contre les héritiers (5).

D'autre part, l'abolition n'intervenait après le désistement, qu'autant que l'accusateur avait dénoncé un ennemi personnel (6) ; dans tous les autres cas, l'accusation suivait son cours, malgré le désistement de son auteur.

Cela dit, la question s'était posée de savoir : si le sénatus-consulte était applicable aux personnes qui n'avaient pas le « jus accusandi ».

(1) L. 14, Supra, § 3 et Instit. liv. 4, tit. 1, § 17.

(2) Ibid., § 8 et 10.

(3) L. 15, § 2, 59, D. de furtis. — L. 21, præm, D. commod. vel contra.

(4) L. 2, § 1. D. de aleator.

(5) L. 15, § 3, D. ad sc. Turpil.

(6) L. 2, C. de abolit.

Les uns disaient que l'accusation étant nulle, il ne pouvait y avoir aucun danger à la retirer (1).

Les autres prétendaient que quelle que fût l'accusation, c'était à l'autorité compétente pour la juger qu'il appartenait de décréter l'abolition, et que la cessation des poursuites ne pouvait pas dépendre du caprice de l'accusateur.

Papinien, prenant comme hypothèse, le cas d'une femme qui aurait intenté « l'actio falsi » sans y être directement intéressée déclarait qu'elle était en dehors du sénatus-consulte, et Marcien qui rapporte cet avis, se demande s'il ne faut pas décider de même dans les cas analogues ?

« Quid enim interest propter sexus infirmitatem, an propter status turpitudinem, temporisve finem, ad accusationem aliquam non admittatur? »

On s'attend, après cette proposition, à le voir conclure, pour tous les cas, où l'accusation est nulle, dans le même sens que Papinien; il n'en est rien.

Sauf la femme et le mineur, dit-il, tous devront tomber sous le coup du sénat.-cons. Turpilien, à moins qu'ils n'aient demandé l'abolition (2).

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne la femme, qui se désiste d'une accusation étrangère à sa propre injure ou à celle des siens, tous les jurisconsultes semblaient d'accord : elle était excusable dans ce cas seulement.

Ainsi, un rescrit prononce, en des termes formels, sa condamnation, lorsqu'elle contrevient au « sénatus-cons. ».

« Si foemina suam suorum que injuriam exequatur, quum ipsa pacto contra vetitum destitisse profiteatur in S^{ti} Turpiliani poenam, eam incidisse certi juris est » (3).

Ce point paraît donc indiscutable, et, cependant, nous trouvons au Digeste, un texte, tout à fait opposé, en ce qu'il déclare, que même dans le cas de sa propre injure, la femme n'est pas justiciable du s. c. Turpil : ex « S^{to}-Turpil, « teneri non videtur » (4); et ce texte est attribué à Papinien ;

(1) L. 13, D. de reg jur. et L. 7, § 8, D. dol mal.

(2) L. 1, § 10, D. ad sc. Turpil.

(3) L. 5, C. ad sc. Turpil.

(4) L. 4, præm., D. de S^{to}-Turpil.

il y a là, évidemment, une erreur : le « non » a été intercalé par mégarde, car, nous avons vu plus haut, que Papinien ne considérait la femme, comme excusable, qu'en dehors de sa propre cause et de celle des siens « quod suam suorumve injuriam non persequeretur desistentem », S^{to}-Turpil. non plecti » (1).

Le même jurisconsulte, prétend également, que celui qui est exclu, par la prescription, de l'accusation d'adultère, ne devra pas être puni comme calomniateur, ni comme tergiversateur, ajouterons nous, par assimilation (2).

Mais, rien ne nous autorise à penser qu'il étendit l'immunité à tous les cas d'accusation sans droits, car, il dit ailleurs, que le mari, à qui il était défendu de poursuivre, en même temps, l'homme et la femme adultères, devra, s'il veut se désister d'une action indûment intentée, demander l'abolition (3).

Le tergiversateur étant puni au même titre que le calomniateur, il s'ensuit que les personnes qui pouvaient calomnier impunément, ne devaient pas, en cas de désistement, encourir les peines du « sénatus-cons. ».

« Eos de quorum calumniâ agi non permittitur, si destiterint non incidere in pœnam hujus scti constitutionibus cavetur » (4).

Exemple : le père, la mère, qui cherche à venger la mort de son fils, le fils, qui poursuit le meurtrier de son père (5), l'héritier, qui accuse celui que le decujus avait dénoncé comme son assassin ;

A ce sujet, nous poserons, en terminant, la question suivante, qui nous paraît controversable.

Le mari, pouvait-il accuser sa femme d'adultère, sans s'exposer au danger de la calomnie ?

Nous nous plaçons dans l'hypothèse, où le mari agit « jure mariti », c'es-à-dire dans les 60 jours, pendant lesquels, il avait

(1) L. 1, § 10, supra.

(2) L. 11, D. eod tit.

(3) L. 39, § 6, D. de adult.

(4) L. 15, § 2, ad sc. Turpil.

(5) L. 2 et 4, C. de Calumniat. — L. 14, D. publ. judic.

seul, avec le père, le droit d'agir (1), car, après ce délai, ne pouvant plus intenter l'action, que « jure extranei », il était comme les étrangers soumis au « sénatus-cons ».

Pourquoi aurait-on refusé à l'homme, qui agit « jure mariti » le privilège que l'on accordait, par exemple, au père, poursuivant celui qu'il regarde comme le meurtrier de son fils; il a pu, comme lui, être entraîné par un mouvement de colère irréfléchi; ne doit-on pas lui pardonner également, d'avoir fait une fausse accusation?

« Inconsultus calor calumniæ vitio caret (2) ».

Mais, que disent les textes?

Paul, affirme, que le père de la femme adultère, ne pouvait pas agir, sans s'exposer au danger de la calomnie (3), il ne parle pas du mari.

Scævola, ne dit rien du père, mais il est très explicite à l'égard du mari:

« Jure mariti qui accusant, calumniæ periculum non evitant ».

D'autre part (4), si le mari pouvait calomnier impunément, il aurait le droit de se désister, comme nous savons; or, nous lisons dans un rescrit (5): que le mari aurait tort de croire, que le senat.-cons. Turpilien, ne lui est pas applicable, c'est-à-dire qu'il peut se désister, sans abolition. — C'était aussi l'avis de Papinien (6).

La question ne semble donc pas douteuse.

Cependant, le jurisconsulte Tryphonine, recherchant si l'on pouvait accorder à un mineur, convaincu de « calomnie » la « restitutio in integrum » dans le cas qui nous occupe, décide qu'il ne saurait obtenir le pardon de sa faute, parce qu'il a agi après le délai de 60 jours « in quibus jure mariti sine calumnia vir accusare mulierem potest. » (7).

Ainsi, pour lui, le mari agissant « jure mariti », rentrait

(1) L. 14, D. de adulter.

(2) L. 1, § 5, D. ad sc. Turpil.

(3) L. 30, D. de adult.

(4) L. 14, § 3, D. eod tit.

(5) L. 16, C. eod tit.

(6) L. 39, § 6, D. eod tit.

(7) L. 37, § 1, D. de minor.

dans la catégorie des personnes, à qui la calomnie n'était pas imputable.

Un rescrit d'Alexandre (1), semble tout d'abord corroborer cette opinion, car, il dit également, que le mari pourra poursuivre sa femme adultère, sans crainte de calomnie, mais il faut entendre ces mots « sine metu calumniæ » en ce sens qu'il pourra éviter d'être condamné comme calomniateur, par la raison, dit ce rescrit, qu'il lui sera permis, comme s'il eût agi « jure mariti » de recourir à la question.

On se place là dans l'hypothèse d'un mari, agissant « jure extranei », c'est-à-dire à une époque, où, de l'avis de tous, aucun privilège ne pouvait plus lui être concédé.

L'opinion de Tryphonine, paraît donc tout à fait isolée, et nous sommes obligés de reconnaître avec la majorité des légistes romains, que le mari ne pouvait pas porter l'accusation d'adultère, sans courir les risques de la calomnie.

DE L'ACTION PÉNALE A L'ÉGARD DES HÉRITIERS

Les héritiers et autres successeurs ne sont pas tenus de l'action pénale dont leur auteur était passible, à moins que la « litis contestatio » n'ait eu lieu de son vivant.

« Est enim certissime juris regula, ex maleficiis pœnales actiones, in heredem rei non competere ; (sed) si ab ipsis principalibus personis fuerunt contestatæ, contra heredes transeunt » (2).

Est-ce à dire qu'après la « litis contestatio », l'héritier devra encourir les peines corporelles auxquelles le « decujus eût pu être condamné ? Evidemment non.

Callistrate nous dit, en effet : « le fils n'hérite pas du crime

(1) L. 6, C. de adult.

(2) Instit., liv. 4, tit. 12, § 1. — L. 1, de privat delict. D. — L. 1, 23, D. de tutel et ration. — L. 5, in fin. D. de his qui effuder. — L. 38, 74, 111, § 1, de reg. jur. D. — L. 23, § 8, ad. leg. Aquil. D. — L. 2, § 27, D. vi bon. rapt. — L. 20, D. de pœnis. — L. 33 et 58, D. de oblig.

ou du châtimeut de son père « Crimen, vel, pœna paterna nullo maculam filio infligere potest (1).

Or, si la peine même lorsqu'elle est prononcée, ne peut rejaillir sur l'héritier, a fortiori ne peut-elle l'atteindre, lorsque l'accusé est mort avant sa condamnation.

Avant comme après le jugement, il est innocent des crimes de son auteur.

Comment donc expliquer ce texte de Justinien « si ab ipsis principalibus, etc. », et tous ceux en grand nombre qui le confirment, tels que le suivant :

« Constitutionibus quibus, ostenditur heredes pœna non teneri, placuit si vivus conventus fuerat, etiam pœnæ persecutionem transmissam videri, quasi litecontestata cum mortuo » (2).

Ces textes nécessairement, ne doivent faire allusion qu'aux peines pécuniaires seules ; c'est ce qui ressort d'une manière très nette et très explicite de ce passage de Modestin :

La peine de la privation des biens ne frappe l'héritier, qu'autant que l'ouverture de la succession est postérieure à la « litis contestatio » (3).

D'autre part, un rescrit de Dioclet. et Maxim. déclare qu'après la « litis contestatio », les héritiers d'un délinquant, sont tenus sur les biens, car nul ne doit s'enrichir du crime d'autrui (4).

Cette doctrine semble d'ailleurs parfaitement juste et logique, si l'on songe à ce qu'était la « litis contestatio » :

Dès que cette phase du procès est ouverte, rien ne peut plus entraver son cours, pas même la mort de l'accusé. Une condamnation survient : si la personne n'est plus là pour la subir, ses biens du moins la représentent ; donc l'héritier ne peut les recueillir que déduction faite des amendes et dommages-intérêts : de quoi se plaindrait-il ? si le « decujus » eût vécu jusqu'au jour de sa condamnation, il ne lui eût transmis qu'un patri-

(1) L. 26, D. de pœnis. — L. 34, de ritu nupt. — L. 9, D. de senator. — L. 2, § 7, D. de decurion. — L. 3, § 9, D. de munere. — L. 22, C. de pœnis.

(2) L. 33, D. de obligat. et action.

(3) L. 20, D. de accusat.

(4) L. unic. C. ex delict. defunct.

moins diminué par son crime : la « *litis contestatio* » n'est, au point de vue, qui nous occupe, qu'une sorte de scellés apposés sur les biens qui, dès ce moment, répondent de toutes les condamnations à venir.

Au surplus, même dans le cas où l'accusé meurt avant la « *litis contestatio* », son héritier est obligé de restituer ce qui est entré dans le patrimoine par le fait du délit, il est tenu « *in id quod locupletior... in id quod ad eum pervenit* » (1).
..... (*nam est constitutum*): *turpia lucra heredibus quoque extorqueri, licet crimina extinguantur* (2).

Il y avait toutefois des exceptions au principe que les délits du « *decujus* » ne pouvaient être avant la « *litis contestatio* » poursuivis contre ses héritiers. Modestin cite comme telles : les cas prévus par la loi « *Julia repetundarum* » et par la loi « *Julia Majestatis* » ; dans ces cas, dit-il, après la mort de l'accusé, les actions pénales, lors même qu'elles n'ont pas été intentées contre lui, peuvent l'être contre ses héritiers, à l'effet de confisquer tous leurs biens au profit du fisc.

La loi « *Julia repetundarum* » punissait les fonctionnaires publics et magistrats coupables de concussion ou de vénalité ; l'action pouvait être intentée contre les héritiers de l'accusé, pendant un an à dater du jour de sa mort.

Il en était de même dans le cas de la loi « *Julia peculatus* » qui punissait des crimes analogues.

Les peines, exclusivement pécuniaires d'ailleurs, infligées aux héritiers en vertu de ces lois, étaient suffisamment justifiées par un motif d'ordre public, sur lequel il est inutile d'insister (3).

Mais dans le cas de crime de « *lèse majesté* » (4), la personne même de l'héritier était atteinte : l'indignité et l'infamie du père retombaient sur l'enfant.

Par une faveur toute spéciale, dit un rescrit d'Arcad. et Honor., nous faisons remise aux fils (de l'homme coupable de

(1) L. 2, in fin. D. vi bon. rapt. — L. 23, § 8, ad leg. Aquil. supra.

(2) L. 5, præm. D. de calumniat.

(3) L. 20, D. de accusat. — L. 2, D. ad leg. Jul. repetund. — L. 2, C. eod tit. — L. 14, D. ad leg. Jul. pecul.

(4) L. 11, ad leg. Jul. majest. D.

lèse majesté) de la peine du dernier supplice *qu'ils devraient encourir, car ce crime est héréditaire*, mais nous voulons qu'ils ne puissent succéder à leurs proches, ni rien recevoir par testament des étrangers.

« Sint perpetuo egentes et pauperes, infamia eos paterna semper comitetur; ad nullos prorsus honores, ad nullum sacramentum perveniant; sint postremo tales, ut his perpetuâ egestate sordentibus, sit et mors solatium, et vita supplicium (1).

Les actions pénales pouvaient être intentées par les héritiers, sauf l'action d'injure qui s'éteignait avec le « decujus », à moins qu'il ne l'eut exercée, et que sa mort fût postérieure à la « litis contestatio » (2).

Les actions pénales comme les actions civiles étaient donc « in bonis » de l'héritier, et des successeurs aux biens, même à titre particulier suivant les cas : ainsi le légataire d'une chose volée au défunt avait seul « l'actio furti » (3).

La mort de la victime ne pouvait, en effet, être un obstacle à la poursuite du coupable.

Les héritiers avaient le droit, même dans certains cas, le devoir de le déférer à la justice.

S'il en était autrement de l'action d'injure, c'est que ce délit avait un caractère tout particulier; lorsqu'un homme avait fait remise de l'injure à lui adressée, personne ne pouvait plus se plaindre; or, si l'intéressé était mort sans avoir intenté l'action, son silence devait être considéré comme une remise tacite; on comprend dès lors, que l'action pérît avec lui : « Etenim si ipse qui hoc passus est tacuerit, silentium ejus maneat semper, et non a posteritate ejus suscitari concedatur » (4).

(1) L. 5, C. § 1, ad leg. Jul. majest.

(2) L. 26, D. de obl. et act. — L. 87, de reg. jur. — L. 64, eod. tit. etc.

(3) L. 66, § 1, D. de furtis.

(4) L. 10, in fin C. de revoc. donat.

DROIT FRANÇAIS

— — —



DROIT FRANÇAIS

DE L'ALIÉNÉ

Au point de vue de la responsabilité pénale

AVANT-PROPOS

LES Tribunaux criminels sont saisis, tous les jours, de procès, où l'accusé est présenté par la défense, comme aliéné, et, partant, irresponsable du fait qui lui est reproché.

On invoque, à sa décharge, des antécédents héréditaires, des symptômes propres d'aberration mentale, des vices d'éducation : les mauvais exemples, le milieu malsain où il a toujours vécu, en un mot, l'ignorance, la misère et la maladie; et après avoir peint le sombre tableau où le crime apparaît comme l'aboutissant fatal de tous ces maux, le dernier venu de ce hideux cortège, le spectre du 5^e acte, ... on attend avec confiance le verdict du jury.

Un autre jour, c'est un homme bien né, comblé de tous les dons de la fortune, qui se laisse conduire et doucement bercer par la bonne fée; mais les désirs toujours satisfaits, suscitent de plus vifs désirs : les passions s'allument, et dans ce ciel jusque là serein, l'orage éclate et gronde, et le crime s'abat.

D'autres fois, enfin, sans cause connue, sans mobile apparent, un homme semblable aux autres hommes, de conduite régulière,

de caractère paisible, s'arme tout d'un coup d'un poignard et fond sur les passants.

Que de graves questions se posent en présence de tous ces faits.

Combien difficile est la tâche de celui qui élève la voix en faveur de l'accusé !

Combien plus délicate encore est la mission de celui qui doit le juger.

Profondément pénétré de l'importance de ce problème, nous avons cherché avec les données de la science actuelle, à le circonscrire et à l'élucider.

Nous avons combattu la doctrine qui limite arbitrairement le champ de la folie, ainsi que les tendances qui poussent quelques-uns à élargir, outre mesure, le cercle de l'irresponsabilité, tenant à concilier les principes de conservation sociale, avec les droits de l'individu malade ou dégénéré.

Quelque opinion philosophique que l'on professe d'ailleurs, que l'on doute ou que l'on soit convaincu de l'existence du libre arbitre, on est forcé de reconnaître : que dans l'exercice normal et régulier de ses facultés, le désordre des passions, le délire de la folie ou l'aberration du sens normal, l'homme obéit toujours fatalement aux lois de sa propre organisation; aussi est-ce à la modifier dans un sens utile à tous, que, tout en réprimant les écarts des uns et des autres, la pénalité et la thérapeutique doivent tendre.

C'est dans le but d'arriver à cette solution, que, loin de confondre l'aliéné et le criminel, nous avons voulu, au contraire, tracer, aussi rigoureusement que possible, les lignes de démarcation et les limites qui les séparent.



HISTORIQUE

I

Dans l'ancienne Grèce, chez les Chaldéens et les Hébreux, la folie était attribuée, ainsi que la plupart des maladies, à l'influence des Génies et des Démons.

Pythagore, Empédocle, Démocrite, etc., ouvrent l'ère de la science antique, et substituent l'action des Eléments à celle des Dieux, mais ils ne nous ont rien laissé sur la folie.

Hippocrate s'adonnant spécialement à la médecine, applique le premier à l'étude des maladies, la méthode de l'observation.

Il plaçait le siège de la folie dans le cerveau, et distinguait, au milieu de nombreuses variétés, deux formes principales : la Manie et la Mélancolie, rattachant à cette dernière les cas innombrables de folie religieuse, qui s'étaient présentés jusqu'alors.

Platon regardait, dans certains cas, la folie comme un bienfait des Dieux.

Hérophile et Erasistrate rétablissent les données scientifiques, ajoutent aux notions acquises, et, en particulier, font faire quelque progrès à la pathologie mentale.

Puis vient l'Ecole Gréco-romaine, dont l'un des principaux fondateurs, Asclépiade, membre de la grande famille de ce nom, étudie à nouveau la question et crée le mot d'Aliénation mentale.

Asclépiade décrit aussi la Manie et la Mélancolie, et fait

très judicieusement ressortir l'importance de certains symptômes, tels que les hallucinations et les illusions des sens.

Après lui, Celse, comme jurisconsulte et médecin, résume, en différents traités, les connaissances de son temps; Arétée (de Cappadoce) signale le caractère particulier de la Mélancolie, qui consiste dans la concentration du délire sur une pensée unique; Coelius Aurélianus écrit sur les Incubes, les Succubes et l'Hystérie.

Enfin, l'illustre Galien vient donner aux sciences médicales un nouvel essor. Si puissant que soit son génie, il est encore forcé de faire une part très large aux hypothèses, mais s'il fait jouer, par exemple, à la bile et à l'atrabile un rôle prépondérant, il se refuse à chercher, en dehors des humeurs et des tissus, l'origine et l'action des maladies.

Mais l'autorité considérable dont il jouissait, ne pût dissiper les ténèbres où, durant de longs siècles, la science fut plongée.

Les bons et les mauvais génies reprennent bientôt tout leur empire; l'aliéné n'est plus, comme autrefois, qu'un possédé du démon: son âme a été livrée à Satan par les Sorciers (1).

Alors réapparaissent, avec l'appareil des philtres et des sortilèges, les anciennes pratiques de l'exorcisme, telles qu'elles étaient usitées du temps de Salomon, appuyées désormais sur un corps de doctrines que ne dédaignent pas d'embrasser les savants de l'époque.

Les superstitions les plus grossières s'emparent des meilleurs esprits; le fanatisme allume des bûchers, invente des supplices où des milliers d'aliénés vont, durant tout le moyen âge, expier les fatales erreurs de ces temps néfastes. — Citons quelques faits pris dans ce long martyrologe :

En 1373, une épidémie de démonomanie éclate en Hollande, en Belgique et en Allemagne, sous le nom de « Mal des Ardents ».

En 1436, dans le pays de Vaud, un grand nombre d'habitants, en proie à des hallucinations et à des idées délirantes, s'accusent à l'envi de crimes qu'ils n'ont pas commis : — ils sont brûlés vifs, à Berne et à Lausanne.

En 1459, dans l'Artois, à Arras notamment, des démonoma-

(1) *Revue scientifique*, 1^{er} avril 1882. Les Sorcières par RÉGNARD.

niaques sont exécutés en foule pour crime de « Vaudoisie ».

De 1484 à 1500, dans les villes de Cologne, Mayence, Brême, etc., en Italie et en Espagne, les Inquisiteurs livrent au bras séculier des milliers de sorciers.

En 1577, dans le Languedoc, plus de 400 démonôlatres sont condamnés à être brûlés vifs par le sénat de Toulouse.

De 1598 à 1600, une épidémie de lycanthropie désole le Jura.

Les couvents ont été, de tout temps, des lieux de prédilection pour les exploits de Satan.

C'est au monastère des Ursulines de Loudun, que se passent ces scènes d'hystéro-démonopathie, qui eurent pour dénouement le supplice d'Urbain Grandier (18 août 1634).

A Louviers, en 1642, à Auxonne, de 1652 à 1662, éclatent des épidémies du même genre.

Dans le Vivarais et le Dauphiné, à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes, une épidémie de théomanie sévit parmi les Calvinistes ; on en trouve des traces jusqu'en 1690.

A Paris, après la mort du diacre Pâris, de 1731 à 1741, les convulsionnaires de St-Médard renouvellent les mêmes spectacles.

A la même époque, le Vampirisme règne épidémiquement, en Pologne, en Hongrie et en Russie.

En 1778, au tour du baquet de Mesmer, les affiliés tombent en convulsion et en catalepsie.

Enfin, de nos jours encore, l'hystéro-démonopathie fait des victimes : à Morzine (Haute-Savoie), de 1860 à 1866, presque toutes les jeunes filles de 12 à 14 ans sont prises de convulsions et de délire (1).

Toutes ces épidémies dont nous avons emprunté le récit succinct au bel ouvrage de Calmeil (2), ont pour fond commun, la grande névrose décrite actuellement sous le nom d'hystéro-épilepsie.

Nous retrouvons dans cette maladie les mêmes symptômes : hallucinations, attaques convulsives, etc., jusqu'à ces anesthésies partielles qui rappellent le « stigma diaboli » des sorcières.

(1) Ann. médic., psycho., 1865, tom. 5, p. 401 et suiv.

(2) De la folie au point de vue, pathol., philos., etc., Paris, 1845.

En présence de ces étranges phénomènes que la science commence à peine à interpréter de nos jours, et de ces scènes diaboliques, où le réel le dispute au fantastique, on peut se faire une idée de l'étonnement et de l'effroi qu'ils devaient provoquer dans les esprits incultes du moyen âge.

Et, quand on voit des savants comme : Luther, Mélanchton, Fernel, Paré et Willis se faire eux aussi les accusateurs de Satan, on pardonne plus volontiers leur égarement à ces magistrats qui le traduisaient à la barre : aux Bodin, Boguet, de Lancre, etc., qui, ne pouvant s'emparer du démon, se vengeaient de ses maléfices sur ses sùppots et ses âmes damnées.



DROIT ANCIEN

II

DE L'ALIÉNÉ. — La jurisprudence ancienne adopta les pratiques du droit romain au sujet de l'aliéné criminel : tous les auteurs se réfèrent en effet à la loi « 14 *D. de offic. præsi.* », qui résume la matière.

Ainsi, Farinacius dit, qu'en principe, le fou est incapable de commettre un délit ou un crime « sive pulset sive convicium dicat, » qu'il s'agisse d'un « furiosus, phreneticus, insanus, demens, mente captus, seu fatuus ».

Il ajoute que, par exception, dans le cas de crimes atroces, la folie n'exempte pas de la peine, mais qu'en réalité cela n'est vrai que pour le crime de lèse-majesté ; car le parricide, qui est un crime atroce, et le blasphème « quod omnium atrocissimum reputatur » sont excusés par la folie ; qu'en outre, suivant certains auteurs, quel que soit le crime commis, le délinquant doit en répondre lorsqu'il est devenu fou par sa faute.

Quant au prodigue, il n'était même pas exempté de la peine capitale « quia vitium vitio conjunctum non excusat maleficio » : la question était cependant controversée par les Glossateurs (1).

(1) Farinac. théor. et praxis criminal. Lugduni, Horat. Cardon, 1606, quæst. 94.

« Le furieux, dit Lebrun, qui, pendant les violents accès de sa fureur, aura tué son sien propre, ne doit subir la peine du parricide, mais ce sera un traict de la prudence du juge, pour empêcher telles gens de mal faire, de les faire attacher et retenir prisonniers » (1).

D'Espeilles rapporte un arrêt du parlement de Dijon, de 1566, et un arrêt du parlement de Toulouse, de 1582, conformes à cette doctrine: que « le furieux qui commet un crime, dans sa fureur, ne doit pas être puni, mais doit être baillé et gardé à vue de ses parents » (2).

Rousseaud de Lacombe cite un arrêt de la cour de la Tournelle, infirmant, pour cause d'aliénation mentale, un jugement rendu par le juge de Péronne, qui avait condamné *Ant. Guignon* comme parricide, et ordonnant qu'il serait enfermé et gardé par les soins de ses parents (3).

Enfin, un arrêt de la cour du Châtelet, du 10 septembre 1683, infirme pour la même cause, une première sentence qui avait condamné un nommé *Leroi*, et ordonne son internement à l'hospice de Bicêtre (4).

On pourrait s'étonner de ces condamnations en premier ressort, d'individus notoirement aliénés, si l'on ne savait que, suivant une jurisprudence consacrée par quelques arrêts, notamment ceux de la Tournelle, des 11 février 1732, 12 septembre 1733 et 8 juillet 1738, il était interdit aux premiers juges de décharger l'accusé pour cause de folie: ils devaient prononcer la peine ordinaire, et ce n'est qu'en appel que l'aliéné en était affranchi.

Mais, Jousse blâme formellement cette procédure, qui était loin, d'ailleurs, d'être admise par tous les parlements:

« Comme tous les juges indistinctement peuvent, et doivent même admettre la preuve des faits justificatifs, et qu'une des premières est la démence, c'est une conséquence nécessaire que les premiers juges puissent admettre la preuve de ce fait » ;

(1) *Lebrun de la Rochette, jurisc. beaujolais*. Les procès civils et criminels, Lyon, 1654, p. 54.

(2) *Œuv. d'Ant. d'Espeilles*, Lyon, 1666, tome II, p. 639.

(3) *Traité des mat. criminelles d'après l'ordonnance de 1670*, Paris, 1756, p. 66.

(4) *Denisart, collec. des décis. nouvelles*, Paris, 1775, v. insensé.

et il indique les inconvénients qu'il y aurait à adopter un pareil système, celui, par exemple, d'aboutir à la condamnation d'un insensé, « au bannissement à terme ou à quelque autre peine dont l'appel ne se fait pas de plein droit » (1).

Observons, en dernier lieu, que conformément au droit romain, le fou n'était pas remis en liberté, mais confié à la garde de ses parents ou interné dans un hospice, par ordre de justice.

D'Aguesseau, nous apprend, que le parlement pouvait même ordonner qu'il fut enfermé « pour le reste de ses jours, dans tel hôpital, que les juges l'estimeront à-propos » (2).

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des crimes commis pendant un accès de folie ; mais durant l'intervalle lucide, l'aliéné était-il responsable de ses actes délictueux ?

A cet égard, la loi 14 était encore suivie par les parlements.

« Si ledit furieux ayant de dilucides intervalles a commis le crime pendant iceux, le juge avisera s'il doit être puni (3) ».

D'Aguesseau a parfaitement décrit l'intervalle lucide (4), déterminé les signes auxquels on le reconnaît, et montré que cette intermittence de la maladie n'était propre qu'à certaines formes ; tout en reconnaissant les difficultés pratiques qu'il soulève, au point de vue de la criminalité, il admet, une fois l'intervalle lucide bien établi, que la responsabilité de l'aliéné à ce moment, est égale à celle de l'homme sain.

Muyart de Vouglans, au contraire, après avoir énoncé ce principe : que pendant l'intervalle lucide, l'aliéné n'est pas exempté de la peine, ajoute que, cependant, il devra subir une peine moindre que les personnes saines « en ce qu'il y a lieu de présumer, que les organes ont pu être altérés par les accès précédents de folie » (5).

En fait, cette question était laissée à l'arbitrage du juge, et le doute s'interprétait toujours en faveur de l'aliénation :

(1) Nouv. conim. sur l'ordonnance criminelle de 1670, Paris, 1763, p. 494 et suiv.

(2) Œuv. de d'Aguesseau, Paris, 1774, tome VIII, p. 346.

(3) D'Espeilles, loc. cit.

(4) Nous citons la belle définition qu'il en donne dans le cours de ce travail.

(5) Les lois criminelles de France, Paris, 1780, p. 27 et suiv.

« Si dubitetur quo tempore delinquerit, an tempore furoris, an sanæ mentis, in dubio est potius quod delinquerit tempore furoris (1) ».

Les jurisconsultes anciens distinguent, en général, dans la folie deux formes seulement, l'une continue et l'autre discontinue, c'est-à-dire à intervalles lucides.

Mais quelques-uns, à l'exemple de Paul Zacchias, spécifient davantage.

C'est ainsi, que ce savant médecin légiste subdivise la démence en « furor ou mania, et melancholia ou mentis captio » etc. (2).

Après avoir donné les signes généraux de l'aliénation mentale, il note certaines particularités, telles que : le délire : général chez les maniaques, partiel chez les mélancoliques, nous montre les premiers « audaces, iracundi (3) », les seconds au contraire « pavidî, tristes, et omnia pertimescentes » ; puis il se pose la question de savoir : si celui qui délire sur un seul point, doit être traité comme celui qui délire sur toute chose, et il décide qu'il faut les mettre sur le même rang : « quia melancholicus, de momento in momentum, circa ea ipsa de quibus ad præsens prudenter se gerit, paratus est insanire » (4) ; mais nous observerons qu'il semble se placer uniquement au point de vue des actes civils.

D'Aguesseau s'est également occupé des aliénés, dits monomanes « de ceux qui ne sont frappés que sur un ou deux points principaux, et qui, dans tout le reste, paraissent sages..... mettez-les, dit-il, sur ces points, aussitôt ils découvrent leur faiblesse ».

Nous verrons plus loin qu'il n'est pas nécessaire de les mettre sur ces points, et qu'ils y viennent d'eux-mêmes et malgré eux.

Quoiqu'il en soit, rien ne nous autorise à croire qu'autrefois, on ait imaginé la théorie de la responsabilité

(1) *Farina*. quæst. 98, n° 8 ; — dans le même sens *Jousse*, loc. cit., p. 493.

(2) Quæst. medic.-leg. ex offic. *Friderici Lanckisch*, 1630, liv. II, titre 1^{er}, p. 8.

(3) *Ibid.*, p. 15 et suiv.

(4) *Ibid.*, p. 85.

du monomane, en dehors de la sphère de ses idées délirantes, adoptée de nos jours par quelques auteurs.

En résumé, dans l'ancien droit, l'aliéné n'était responsable en principe de ses crimes et délits, que durant les intervalles lucides, et, même dans ce cas, la peine était souvent mitigée, en considération de ses accès antérieurs ; mais, par exception, il était puni comme l'homme sain, du crime de lèse-majesté divine ou humaine, sous le prétexte très spécieux ; que dans ces sortes de crimes, le procès était fait même au cadavre : alors on en concluait, sans doute par « a fortiori » qu'il devait être fait à l'accusé, lorsqu'il n'avait, au lieu de la vie, perdu que la raison, et cela « pour l'exemple » (1).

Le parlement, en infirmant la sentence du premier juge, qui n'avait tenu aucun compte de l'état de folie, ordonnait l'internement de l'aliéné, soit à temps, soit même à perpétuité, dans un lieu sûr, choisi par ses parents chargés de répondre de sa personne, ou dans tel hospice spécialement désigné.

A côté de la « dementia », Zacchias place la fatuitas (2), dont le premier degré correspond à l'imbécillité, et le second à l'idiotie ; il assimile les fatui de la première classe aux « impubes res doli capaces », et les regarde comme responsables de leurs délits ; quant à ceux de la seconde « in delictis omnino excusantur », mais il a soin d'observer que les fatui ne sont pas des aliénés « fatui non insani vocari debent ».

Il passe ensuite en revue différents états morbides, tels que l'épilepsie, l'hystérie, etc. Au sujet de cette dernière maladie, qu'il appelle fureur utérine, il dit que la raison n'est pas moins lésée que dans la manie, et qu'elle doit être considérée de même, sans toutefois parler de la question de responsabilité pénale (3).

DU SOMNAMBULISME OU NOCTAMBULISME. — Tous les auteurs assimilaient au point de vue qui nous occupe, le somnambule à l'aliéné, suivant en cela les traditions du droit canon.

(1) En réalité, cette règle absurde n'est plus appliquée au XVIII^e siècle.

(2) Fatui sunt qui fando, suam ostendunt imperfectionem.

(3) Loc. cit., p. 67 et suiv.

« Si furiosus, aut infans, seu dormiens, hominem mutilet vel occidat, nullam ex hoc irregularitatem incurrit (1).

Le somnambule était donc irresponsable des crimes et délits qu'il commettait durant son sommeil, mais à la condition qu'ils n'aient pas été la conséquence d'une imprudence, ou de toute autre faute.

« Mais s'il avait accoutumé, dit Lebrun, de se lever tout endormy, et qu'il n'eut pas donné ordre de coucher seul dans une chambre, il sera puny du crime par lui commis » (2).

Muyart de Vouglans, de son côté, excepte le cas où le noctambule avait l'habitude de se lever la nuit, et avait négligé de se faire enfermer ou de faire coucher quelqu'un avec lui : alors, ajoute-t-il, « il ne devait pas être regardé comme absolument exempt de dol, surtout s'il y avait eu des menaces précédentes, ou tout autre faute commise » (3).

Il cite comme exemple d'imprudence le fait, d'ailleurs étranger à ce sujet, d'un père et d'une mère qui auraient étouffé en dormant, un enfant qu'ils faisaient coucher avec eux.

Lorsqu'il y avait faute, était-ce bien la peine même du délit ou de crime qui devait être infligée au somnambule, comme ledit Lebrun, ou seulement une peine légère proportionnée à cette faute ?

Zacchias semble pencher pour cette dernière opinion (4).

DE L'IVRESSE. — Parmi les jurisconsultes anciens, un grand nombre considéraient l'ivresse, plutôt, comme une cause d'aggravation, que d'excuse ; ainsi Zacchias, qui la définit « *insania involontaria* (5) » conformément à l'ordonnance de François 1^{er}, de 1536, ainsi conçue :

« Et s'il advient que par ébriété ou chaleur de vin, les yvrongnes commettent aucun mauvais cas, ne leur sera pour ceste occasion pardonné, mais seront punis de la peine due au délit, et davantage pour ladite ébriété à l'arbitrage du juge ».

(1) Constit. de Clément V, et loi 2 C. de jure codic.

(2) Loc. cit., p. 639.

(3) Muyart, loc. cit.

(4) Zacchias, livre II, titre 1^{er}, p. 117 et suiv.

(5) Ibid., p. 110.

Farinacius, cependant, voit dans l'ivresse, une cause d'atténuation des plus grands crimes (1) :

« Prout in male dicente principi, etiam in crimine blasphemix » mais il ne l'excuse complètement qu'autant qu'elle est dûe au fait d'autrui « quando fuit deceptus a sociis qui in vino mixturam posuerint ; tunc enim delinquendo nullatenus punitur ».

Pour que l'ivresse fut admise comme circonstance atténuante, il fallait qu'elle fut complète et non recherchée dans le but d'aider au crime.

Remarquons ces mots dont se sert Farinacius « quum in totum propter ebrietatem fuerit a mente alienatus ».

Selon lui, l'ivresse peut donc produire une véritable aliénation mentale ; aussi, en réalité, lui attribue-t-il les mêmes effets, puisque de son propre aveu, ce n'est pas le crime commis par l'homme ivre que l'on punit, mais le fait seul de s'être enivré « non est propter delictum sed propter ebrietatem » ; ce qui n'empêchait pas le juge, en cas de faute grave, d'aller jusqu'à appliquer des peines corporelles.

Si l'ivresse n'a pas été entière, ou si elle a été voulue, « ut ebrius delinquat » : si même sachant qu'il avait l'habitude de commettre des crimes dans cet état, un homme s'est enivré sans prendre de précautions, dans tous ces cas il devra subir la peine ordinaire.

Nous ajouterons, pour terminer, que, comme le dit Muyart de Vouglans, on distinguait avec soin le cas où il ne s'enivrait qu'accidentellement (ebrius), de celui où il avait contracté l'habitude de boire (ebriosus).

L'ivrognerie n'exemptait pas de la peine « au lieu que l'ivresse pouvant être l'effet de la surprise, pouvait aussi servir, lorsqu'elle était extrême, à rendre le crime moins punissable », à moins qu'il ne s'agit « d'un crime atroce, qui suppose nécessairement une malice réfléchie, ou qui intéresse l'ordre public, et le cas où il serait prouvé qu'on s'est enivré dans le dessein de se rendre plus hardi à commettre un crime » (2).

(1) Quæst, 93.

(2) Muyart, loc. cit., p. 15.

Nous avons peine à croire, en effet, malgré l'autorité de Farinacius, que le crime de lèse-majesté en particulier, devant lequel la folie elle-même ne trouvait pas grâce, pût être commis impunément par un homme en état d'ivresse.

DES PASSIONS. — La passion rentrait, aux yeux des juriconsultes anciens, dans les causes générales d'atténuation de la culpabilité ; quelques-uns parlent spécialement des crimes commis sous l'influence de la colère ; ainsi, pour Zacchias, la colère est une excuse, pourvu qu'elle ait une juste cause, et que le crime soit commis sur le moment même « in ipso calore iræ » (1).

Muyart, sans chercher à assimiler la passion à la folie, nous dit que, dans certains cas, une passion violente pourra faire diminuer la peine : il se borne à citer, à l'appui de son opinion, la nouvelle 74, cap. IV, de Justinien « nihil esse furore amoris vehementius ».

Quant à rapprocher les criminels des aliénés, aucun juriconsulte ancien n'y a, que nous sachions, jamais songé.

Paul Zacchias n'hésite pas à rendre tous les criminels non aliénés, responsables de leurs actes, sous le prétexte que l'homme est naturellement bon, et qu'il ne devient vicieux que parce qu'il lui plaît de l'être.

« Bonitas est propagata ex habitudine et origine naturæ, sed malitia non ».

Cependant, il ajoute, s'appuyant sur l'autorité d'Aristote :

« Virtus et vitium voluntaria sunt ».

Je connais bien, il est vrai, dit-il en terminant, la doctrine de Platon suivie par l'Église : que l'homme ne fait pas spontanément le mal, « sed ex pravo corporis habitu, » mais je lui préfère l'opinion d'Aristote (2).

(1) Loc. cit., p. 52.

(2) Zacchias, loc. cit., p. 58.



DROIT INTERMEDIAIRE

III

Le droit intermédiaire ne contient aucune disposition relative à notre sujet: citons toutefois la loi des 16-24 août 1790 (art. III, titre II), qui confie à la vigilance et à l'autorité de l'administration « le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté ». Nous signalerons, en outre, un certain nombre d'arrêts ayant trait à l'ivresse :

Ainsi, un arrêt du 8 frim. an IV, considère l'ivresse comme une circonstance atténuante du délit de provocation à la dissolution du gouvernement républicain ;

Un arrêt du 7 prairial an IX, dit que l'ivresse n'est pas une excuse.

Un autre, du 10 prair. an X, dit que l'ivresse n'efface pas entièrement le délit d'injure, mais en diminue la gravité.

Enfin, les arrêts de therm. an XII et du 19 novembre 1807, lui refusent la qualité d'excuse.

C'est durant cette période, si féconde en progrès de tout genre, que, grâce à la puissante et généreuse intervention de Pinel, les procédés barbares auxquels, jusqu'alors, avaient été soumis les aliénés, firent place à un traitement humain et rationnel, et que, définitivement sortis de la tourbe des criminels avec lesquels ils avaient été si longtemps confondus, leurs chaînes brisées, et tous les liens des vieux préjugés rompus, ils purent s'élever enfin à la dignité de malades.



DROIT MODERNE

IV

ART. 64, (C. PÉN.) — « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action... » (1).

Ces termes très explicites de la loi « il n'y a ni crime ni délit », et, quoiqu'elle ne le dise pas, ni contravention, car celle-ci implique la faute, empêchent toute confusion des faits visés dans cet article, avec ceux qui, sans perdre leur qualification, doivent à des circonstances particulières de rester impunis, et constituent les cas d'excuse proprement dite.

L'excuse suppose l'imputabilité (2).

C'est le législateur qui lui donne, en quelque sorte, arbitrairement, sa valeur et fixe ses limites, la circonscrivant ou l'étendant suivant l'état actuel des mœurs et les nécessités sociales, pouvant enlever demain à un fait, le caractère exceptionnel et privilégié qu'il lui attribue aujourd'hui, et le ramener au droit commun (3).

Ici la situation est bien différente : il n'est plus question de privilège, ni de faveur. On pouvait ne pas déclarer tel individu excusable : on ne peut faire qu'un acte qui manque des éléments essentiels de la criminalité, soit un crime.

(1) Les art. 327 et 328, C. Pén., s'expriment de même.

(2) Arr. de Cass. du 1^{er} mars 1855.

(3) Voir comme exemples de cas d'excuse : les art. 66, 321 et suiv., 108, 114, (Cod. Pén.), etc.

Que faut-il entendre par le mot *démence* ?

Sans aucun doute, la loi a voulu se servir d'un terme générique qui embrassât toutes les variétés de la folie, et non pas s'en tenir uniquement à la forme qui a reçu de la science cette dénomination ; cela ressort d'ailleurs suffisamment de l'exposé des motifs sur l'article 64.

Elle a pris le mot *démence* au sens étymologique comme synonyme « d'*amentia* », ayant en vue l'homme privé de l'usage de sa raison, quelle que fût la nature du trouble apporté aux fonctions psychiques par la maladie.

Mais, doit-on aller plus loin, et faire rentrer dans ce vocable, tous les désordres mentaux plus ou moins déterminés et qualifiés, ayant quelques points de contact avec la folie, mais ne se confondant pas avec elle, tels que l'imbécillité, l'épilepsie, l'hystérie, les différentes dégénérescences intellectuelles ? etc. (1).

Nous ne le croyons pas, et nous donnerons au chapitre consacré à chacun de ces états, les motifs de notre opinion.

C'est donc exclusivement dans le sens de folie qu'il faut interpréter l'expression de *démence* de l'art. 64 ; mais nous préférons à tous les termes celui d'*aliénation mentale*, parce qu'il rend le mieux la situation du malade.

Ce qui caractérise, en effet, tous les genres de folie, c'est ce fait : que la personnalité a subi de profondes modifications : le fou est pour ainsi dire sorti de lui-même, pour revêtir un nouveau personnage.

Mais nous renonçons à donner de l'*aliénation mentale* une définition rigoureuse : trop d'autres, y ont échoué avant nous. Nous nous contenterons de dire, qu'elle consiste en général dans l'altération plus ou moins profonde et étendue des fonctions psychiques du cerveau.

D'autre part, il est aussi difficile en cette matière de classer que de définir ; souvent, on a décrit comme distinctes, des formes qui peuvent rentrer dans une autre, à une certaine période du moins, et quelquefois, n'ayant en vue qu'un symptôme isolé pour caractériser telle forme, prenant par exem-

(1) Un arrêt de cassation du 10 décembre 1842 a décidé en particulier que la crainte révérentielle ne rentrait pas dans l'art. 64.

ple, les idées délirantes principales pour la maladie elle-même, on en a fait autant d'entités morbides.

C'est ainsi qu'ont pris naissance : la théomanie, la démonomanie, la lycanthropie, la kleptomanie, la dipsomanie, la pyromanie, l'érotomanie, etc. On peut conserver ces termes, si l'on veut, pour éviter une circonlocution, mais à la condition de ne pas s'y attacher plus que de raison, et de chercher, ailleurs que dans l'étude oiseuse des idées délirantes, la symptomatologie de l'aliénation mentale.

Pour l'apprécier scientifiquement, il faut quitter le terrain de la métaphysique où trop longtemps se sont égarés les esprits, et pour convaincre les magistrats, le jury, appelés à se prononcer sur la culpabilité d'un accusé, qu'il regarde comme aliéné, l'homme de l'art doit leur faire toucher du doigt la maladie.

Au point de vue spécial qui nous occupe, la division qui semble le mieux convenir à l'étude de l'aliénation mentale, est celle de Pinel et d'Esquirol ; mais il importe de faire tout d'abord une déclaration de principes, à savoir : que si les manifestations de la folie sont multiples, en réalité la folie est une ; c'est pourquoi, après avoir décrit chaque forme en particulier, nous les synthétiserons toutes dans un même tableau, donnant la physionomie générale de la folie : nous y joindrons la description rapide de certains états mentaux s'en rapprochant et arrivant quelquefois à se confondre avec elle ; puis, nous terminerons ce travail, par quelques considérations sur les rapports qui peuvent exister entre le criminel et l'aliéné.

DE LA MANIE

La Manie (1) est moins souvent que les autres variétés, précédée de changements dans les habitudes, les mœurs, le

(1) Le mot manie dérive d'après Esquirol de $\mu\eta\eta$ lune ; les latins en font *lunaticus* ; les Anglais *lunatics*.

caractère et les affections ; son début est plus brusque, et de même son déclin.

D'ordinaire elle se présente sous forme d'accès caractérisés : par une excitation générale, par l'exaltation, la mobilité et l'incohérence des idées, qui se reflètent dans la physionomie, les mouvements désordonnés, et le langage de l'aliéné.

L'incohérence, suivant la remarque de Foville, brise les différentes phrases du discours, ou les propositions d'une même phrase, ou les différents mots d'une même proposition.

Lorsque l'agitation est extrême, les paroles se succèdent et s'entrechoquent, n'ayant souvent d'autre lien que des rapports de consonnance, un mot appelant un autre mot, sans rendre la moindre idée saisissable ; parfois, au contraire, lorsque le calme se produit, le maniaque prenant des airs superbes et inspirés développe sa pensée avec une magnificence d'expressions extraordinaire. Comme le dit Polonius dans le drame d'Hamlet.

« Les réparties des insensés ont souvent un bonheur d'à-propos, que la raison la plus saine ne saurait atteindre » (1).

L'instant d'après, son maintien exprime la crainte et l'épouvante : puis, il passe successivement, de la colère à l'abattement, commande et supplie, pleure et rit tour à tour, et parcourt ainsi toute la gamme des sentiments et des passions les plus contraires.

Dans la manie, le trouble s'étend à toutes les facultés ; le malheureux emporté par un tourbillon d'idées délirantes, en proie à des sensations inaccoutumées, à des hallucinations et des illusions de toute sorte, semble le jouet d'une puissance étrangère qui gouverne toutes ses actions. Il vit, dit Esquirol, dans un monde imaginaire, où il s'entretient avec des interlocuteurs invisibles.

Dans cette situation, il n'est plus capable de délibérer, de juger et de se déterminer ; si donc, il vient à commettre un fait délictueux, aucune responsabilité ne saurait l'atteindre.

Ici la question médico-légale ne présente aucune difficulté ;

(1) Œuv. de Shæsp., acte II, scène II, traduction de Benjamin Laroche, 1840.

peu importe d'ailleurs, que le crime ait été commis dans un moment de fureur ou de simple délire.

Si tous les actes du maniaque sont entachés de violence, celle-ci ne va pas toujours jusqu'à la fureur; « cette colère du délire » comme l'appelle Esquirol (1).

La fureur au surplus n'est pas propre à la manie; on la rencontre dans toutes les formes d'aliénation, même dans la démence.

La manie est une maladie essentiellement intermittente, à type plus ou moins régulier; l'accès finit en général de la même façon qu'il a commencé, et ressemble plus ou moins à l'accès précédent; la raison revient tout d'un coup, ouvrant la période d'intervalle lucide qui ne se rencontre, comme nous le verrons, que dans la manie, ou elle ne se rétablit qu'insensiblement et par degrés, certaines idées fausses surnageant quelque temps, comme pour témoigner du récent naufrage. Le délire de général, est alors devenu partiel; la maladie n'a pas disparu, elle n'a fait que changer de forme.

Les accès en se multipliant finissent par ébranler fortement la raison. Passé le 4^{me} accès, dit Esquirol, la manie est pour ainsi dire incurable.

DE LA MONOMANIE OU DU DÉLIRE PARTIEL

C'est Esquirol qui a créé le mot de monomanie fort impropre d'ailleurs; mais le mot seul est nouveau; il répond à la mélancolie des anciens.

Le monomane est l'aliéné qui dans un certain ordre d'idées, et si l'on s'en tient aux apparences, parle et agit comme l'homme sain, mais dont la raison est obsédée d'idées délirantes particulières, ordinairement toujours les mêmes, et d'hallucinations fréquentes, qui peuvent le plus souvent être considérées comme les ayant engendrées.

(1) Des maladies mentales, Paris, 1838, tom, 2, p. 148.

Esquirol distingue trois sortes de monomanies : 1^{re}, intellectuelle ; 2^e, affective ; 3^e, impulsive. — Dans la 1^{re}, la raison seule serait lésée ; — dans la 2^e, la sensibilité ; — dans la 3^e, la volonté.

Si le caractère prédominant du délire, implique cette division, que nous adoptons pour la facilité de la description, nous devons reconnaître néanmoins qu'elle est purement artificielle : (1) que chez l'aliéné comme chez l'homme sain, les différentes facultés de l'âme sont étroitement liées et solidaires, et la seule preuve que nous en donnerons ici, car nous reviendrons sur ce sujet, c'est que nous voyons souvent le monomane de l'ordre intellectuel, être le lendemain atteint dans sa sensibilité et le surlendemain, par exemple, dans sa volonté : c'est que tôt ou tard le trouble d'une des fonctions entraîne forcément celui des autres.

Et ce qui démontre, en outre, que non seulement il n'y a pas plusieurs sortes de monomanie, indéfiniment tranchées et distinctes, mais qu'il n'y a même pas plusieurs sortes de folie, c'est que la monomanie se transforme très souvent en manie, que le délire partiel se généralise, et inversement (2).

D'après Moreau (de Tours) (3), la monomanie débiterait même presque toujours par la manie.

Quoiqu'il en soit, le délire partiel est, suivant l'expression de Falret, expansif ou dépressif ; dans le 1^{er} cas, nous lui réserverons le nom de monomanie ; dans le 2^e, nous emploierons celui de lypémanie, qu'il a reçu d'Esquirol.

Chez le monomane, les idées fixes portent l'empreinte de la hardiesse et de l'orgueil ; la personnalité est exaltée au delà de toute expression ; il se croit chargé d'une haute mission, appelé à dicter des lois, à commander une armée ; il a la puissance et la fortune. — C'est la mégalomanie qui revêt quelquefois un caractère religieux, et constitue alors la théomanie : l'aliéné est prophète, Messie, Dieu même.

Souvent ces idées de grandeur ne sont que les prodrômes d'une maladie bien différente de la monomanie simple et

(1) Voir en sens inverse *Luys* : Le cerveau et ses fonctions, Paris, 1879, p. 181.

(2) Esquirol, tome I, p. 441, et tome II, p. 28 et 31.

(3) Du haschich et de l'aliénation mentale ; Paris, 1845.

autrement grâve, « la paralysie générale »; mais elles sont alors accompagnées de signes particuliers, qui permettent d'établir la diagnostic.

Le vrai monomane, tout en satisfaisant dans une certaine mesure, comme par le passé, aux exigences de sa profession et paraissant toujours capable de gouverner sa personne et ses affaires, dans les circonstances ordinaires de chaque jour, ne tarde pas, par l'étrangeté de ses propos et la bizarrerie de sa conduite, à éveiller les soupçons de son entourage,

Que ses idées délirantes soient provoquées par une hallucination, ou qu'elles naissent en quelque sorte spontanément, l'observateur attentif n'a pas de peine à pénétrer la vérité, surtout s'il possède les notions médicales qui lui font découvrir en dehors du délire, quelques signes caractéristiques de la folie; mais ce qu'il importe de savoir, c'est que le monomane reprenant, à certains moments, possession de lui-même, analyse les sensations qu'il vient d'éprouver, s'étonne et s'effraye des images qui se présentent à son esprit, essaie de chasser ses hallucinations et les idées qui leur font cortège, fait tous ses efforts pour les voiler à ses propres yeux et les dissimuler aux yeux d'autrui, jusqu'à ce que, définitivement dupe et asservi, il soit complètement sorti de lui-même et ait revêtu un nouveau personnage.

Alors il relève orgueilleusement la tête, et donne libre carrière à ses sentiments de vanité et d'ambition démesurée; il déborde de joie et d'audace, et ne recule dans l'accomplissement de ses desseins devant aucune objection, aucun obstacle: il ne connaît plus ni lieu, ni distance, ni parents, ni amis; les mots de devoir, de vertu, n'ont plus aucun sens pour lui; les anciens rapports des choses lui échappent; il va droit à son but, sans souci du jugement des hommes et si le crime se dresse devant lui, il n'en voit pas l'horreur et le commet bravement, car ce n'est pas la honte du malfaiteur qui l'attend, c'est la gloire du héros.

Tel, entre mille exemples, Jonathan Martin qui, d'après Marc, fut traduit devant le grand jury du comté d'York, pour avoir tenté d'incendier la cathédrale. Son but était: « de purifier la maison du Seigneur souillée par les indignes ministres qui s'éloignaient de la tradition évangélique ».

Lorsque le trouble cérébral est d'une autre nature, que le délire est non plus expansif, mais dépressif les idées fixes ont un caractère tout opposé.

Chez le lypémanique (1) c'est la tristesse, la crainte, ce que les anciens appelaient la mélancolie, qui fait le fond du tableau.

Son attitude est celle de l'indifférence et de la résignation, où le plus souvent, du sombre désespoir ; il exhale des plaintes continuelles (2) vit à l'écart dans un coin de l'appartement, sourd à toute prière, seul avec ses noires pensées, qui roulent toujours dans le même cercle, sans fin et sans issue.

Sous ce calme apparent, sous ces traits fixes, derrière ce regard immobile, s'agitent, parfois, de ténébreux desseins. Le malheureux se croit en butte à des persécutions de toute sorte ; toute personne, tout objet même est un ennemi ; il est déshonoré, ruiné, damné ; on en veut à ses jours ; il entend des voix qui le menacent ; de terribles fantômes surgissent devant ses yeux ; par moment, il s'accuse de crimes dont il n'a même pas eu la pensée ; des remords le saisissent et le torturent. — A d'autres instants, sous le joug d'horribles hallucinations, tous ses bas instincts se réveillent, il s'arme et se déchaîne contre le premier être qui s'offre à ses coups.

La lypémanie revêtait autrefois presque toujours le caractère religieux ; c'est à cette forme d'aliénation mentale mélangée d'hystérie que se rattachent la plupart des épidémies rapportées plus haut.

Edipe, Oreste poursuivis par les furies, étaient des lypémaniques.

De nos jours, la démonomanie est devenue très rare ; du temps même d'Esquirol, cette espèce d'aliénés avait presque complètement disparu.

« Sur plus de 20 mille aliénés qui ont passé sous mes yeux, dit-il, j'en ai à peine rencontré 20 atteints de cette maladie » (3).

Dans la lypémanie, rentrent toutes ces formes singulières

(1) λυπη tristesse.

(2) Morel appelle les lypémaniques, aliénés gémissieurs.

(3) Loc. cit., tom. 1^{er}, p. 504.

d'aliénation, décrites sous le nom générique de zoanthropie et dont la cynanthropie et la lycanthropie forment les espèces principales.

Les lycanthropes (loups garous) étaient des lypémaniques, vivant dans les bois, et qui, livrés à tous les instincts de la bête sauvage, se jetaient sur les passants, tuant et dévorant les enfants.

Léger, condamné à mort le 23 novembre 1824, était lycanthrope; à son autopsie, Esquirol aurait trouvé une lésion cérébrale, ne laissant aucun doute sur l'altération de ses facultés mentales.

L'aliéné dont le délire est partiel, est susceptible de raisonner sensément, en dehors de ses idées fixes, et jusqu'à un certain point, sur ce terrain même, il peut, tenant ces idées pour vraies, en déduire les conséquences logiques, sauf les réserves que nous ferons plus loin.

Aussi, un certain nombre d'auteurs, ont-ils prétendu que le monomane (et ce que nous en disons s'applique également au lypémanique) ne devait pas être assimilé au maniaque ou au dément, et que lorsqu'il s'agissait d'apprécier ses actes il fallait établir la distinction suivante :

Tous ceux qui étaient étrangers à son délire habituel devaient être jugés comme s'ils émanaient d'un homme sain d'esprit; quant à ceux qui pouvaient être considérés comme relevant de son délire, ils échappaient forcément à toute sanction.

Cette théorie a été soutenue par Esquirol. « Le lypémanique n'ayant la raison lésée que sur un point (1) semble mettre en action toute sa puissance intellectuelle pour se fortifier dans son délire; pour tout ce qui est étranger à son délire, il est semblable à un autre homme ».

Delasiauve (2), Tardieu (3) pensent de même.

Legrand de Saule va plus loin (4); il prétend, que l'aberration intellectuelle peut n'avoir lieu que relativement à certains

(1) P. 419, loc. cit., tome I^{er}.

(2) Ann. méd. psych., 1853, tome 5, p. 367.

(3) Etude médico-lég. sur la folie, Paris, 1872, p. 46 et suiv.

(4) La folie devant les tribunaux, Paris, 1864.

objets, et que le médecin peut dire jusqu'à quel point le délire partiel est resté étranger à la perpétration du crime ; aussi déclare-t-il le monomane responsable, lorsqu'il a agi en dehors de la sphère de ses idées délirantes.

La plupart des jurisconsultes adhèrent à cette thèse.

Ainsi Bertauld (1) soutient « que la folie partielle ou folie concentrée sur un point unique, n'affranchit pas en général de la responsabilité pénale, à moins que l'idée fixe n'ait été la cause unique de l'action ».

Ortolan s'exprime de même : « Si l'idée exclusive est précisément celle du crime lui-même, pas de responsabilité (2) ».

Chauveau dit « qu'il est essentiel de reconnaître l'idée exclusive et d'examiner ses rapports avec les causes apparentes du crime ; l'irresponsabilité, ajoute-t-il, doit être partielle comme la folie ».

Suivant lui on doit appliquer à la monomanie les mêmes règles qu'à la folie complète : « il s'agit toujours de vérifier si le prévenu a la conscience du mal qu'il a commis (3).

Nous verrons plus loin, que si la question était posée dans ces termes, beaucoup d'aliénés ne sauraient échapper à la responsabilité de leurs actes, car ils peuvent avoir la conscience du mal qu'ils commettent.

La jurisprudence est entièrement d'accord avec les auteurs qui précèdent.

En résumé, pour les partisans de la responsabilité partielle, il y a chez le monomane deux hommes ; l'un qui est aliéné et l'autre qui est parfaitement sain d'esprit (4) ; le premier seul est irresponsable de ses crimes et délits ; il est entraîné à les commettre par une hallucination, une idée délirante, une illusion.

Mais si l'on peut démontrer que le fait reproché à l'accusé est étranger à son délire, pourquoi l'affranchirait-on d'une peine qu'il a sciemment encourue ?

Voici un homme qui se croit riche à plusieurs millions, alors qu'il n'est qu'un pauvre garçon de recettes — c'est là sa

(1) Cours du Cod. pén., 4^e édit., p. 351.

(2) Elé. de Dr. pénal, 4^e édit.

(3) Théorie du Cod. pén., Chauveau, Paris, 1836, tom. 2, p. 221 et suiv.

(4) Voir dans ce sens *Luyts*, loc. cit., p. 163 et suiv.

seule idée fixe — il raisonne bien d'ailleurs et se conduit à peu près comme tout le monde. — Mais il a des vices, des passions, il a perdu au jeu et pour solder sa dette, un jour il dérobe une grosse somme à la caisse.

Est-ce en vertu de son idée délirante qu'il a volé ? Evidemment non ! — Cette idée l'aurait plutôt détourné du crime ; possesseur d'une immense fortune avait-il besoin de voler ? Cela ne peut soutenir l'examen. Il a obéi à un mobile vulgaire ; il a agi comme font tous les serviteurs infidèles, — il a volé pour satisfaire ses mauvaises passions, on doit lui appliquer le droit commun.

Rien de plus logique, en apparence, que cette manière de raisonner ; cependant il faut aller au fond des choses, et la première question à se poser est celle de savoir :

S'il existe réellement une catégorie d'aliénés qui ne délirent que sur un seul point ; s'il y a de vrais monomanes dans le sens strict du mot ; si même certains fous, à part deux ou plusieurs idées fixes, ont l'intelligence aussi nette, le sens moral aussi droit, la sensibilité aussi délicate, la volonté aussi ferme, la conscience aussi parfaite, que des hommes jouissant de la plénitude de leur raison ?

D'excellents esprits ont, de tout temps, protesté contre cette doctrine.

« En vain, dit Broussais, nous assure-t-on, que quelques monomanes sont parfaitement raisonnables, sur tout ce qui est étranger à leurs prédominantes ; ils peuvent raisonner juste sur des questions simples, relatives à des besoins physiques, et à toutes les choses usuelles, mais d'après les meilleurs observateurs, aucun ne peut soutenir une conversation sérieuse, qui exige de l'attention, traiter une question morale ou de philosophie, sans retomber au moins dans des inconséquences ; il n'y a pas de Don Quichotte parfaits (1). »

Broussais se refuse à admettre la monomanie purement intellectuelle ; — « il y a, dit-il (2), toujours dans les monomanies qui paraissent les plus circonscrites, perversion des sentiments affectifs ».

Brierre de Boismont est plus explicite encore : « Est-il pos-

(1) De l'irrit. et de la folie, tom. 2, p. 378.

(2) Ibid., p. 379.

sible de circonscrire le cercle d'action dans lequel une idée dominante doit exercer son influence? Quel physiologiste affirmera que telle idée est étrangère à telle autre, et ne peut, dans aucun cas, s'associer avec elle, dans l'esprit d'un homme sain, à plus forte raison dans la tête d'un aliéné (1) ».

Falret affirme (2) « n'avoir jamais rencontré de monomanie véritable. »

Tardieu s'exprime ainsi au sujet du prétendu monomane : « l'idée prédominante se détache sur un fond, généralement, et primitivement altéré, et le délire partiel n'est que la note la plus élevée du désaccord plus profond qui existe entre les différentes fonctions intellectuelles et morales (3) ».

Comment concilier cette judicieuse réflexion, avec ce qu'il dit plus haut (4) : que, de même qu'il y a des degrés dans la folie, il doit y en avoir dans la responsabilité, » puisque, de son propre aveu, cette limitation de délire n'est qu'apparente.

Il est plus conséquent avec lui-même, quand il dit que, même dans la période prodromique de la paralysie générale, ou, comme nous le verrons, certaines idées fixes s'imposent à l'intelligence, qui, cependant, n'est pas encore complètement obscurcie, l'irresponsabilité est absolue. — Mais pourquoi serait-elle partielle et relative dans la monomanie?

Les auteurs qui, comme Tardieu, défendent ce principe de la responsabilité partielle, sont tous forcés, dans mainte circonstance de la pratique, de se déjuger ainsi.

Loin de nous, la pensée de combattre cette sorte de dualisme que l'on rencontre non-seulement dans la monomanie, mais dans toutes les formes d'aliénation mentale, — il faut, toutefois, savoir l'interpréter. Toute folie, en effet, est un dédoublement de la personnalité, et ce mot que l'on a appliqué à une situation particulière est, nous le redirons souvent, la caractéristique de la folie.

Mais, l'entendement du monomane n'est pas composé, comme la théorie que nous attaquons tendrait à le faire croire, de deux parties distinctes, l'une malade, l'autre saine.

(1) Ann. médico-psych., 1853, tom. 5, p. 368.

(2) Des maladies mentales, Paris, 1864, p. 436.

(3) Etudes médico-leg., sur la folie, p. 200.

(4) P. 46.

Si limité que soit le délire, il est impossible de déterminer, quelque sagacité qu'on apporte à cet examen, dans quelle proportion, il a altéré les facultés mentales ; lors même qu'en apparence, il se réduirait à une seule idée fausse, on ne pourrait en conclure que toutes les autres idées sont justes.

Si élémentaire, en effet, que soit une pensée, elle est, en quelque sorte, la synthèse et la résultante de plusieurs autres ; pour qu'elle se formât telle quelle, il a fallu le concours d'un nombre inconnu de facteurs : sensations, mémoires, jugements partiels, association d'idées primaires, et toute une série d'opérations plus ou moins conscientes.

Aussi, lorsqu'on est en présence d'une conception délirante, si restreinte quelle soit, on doit forcément en induire, que plusieurs ressorts ont été faussés, que tout l'organisme même est défectueux ; autrement le bon fonctionnement d'un seul eût suffi pour redresser l'erreur.

Pour qu'une idée délirante, s'empare de l'esprit et le tyrannise, il faut la complicité de toutes les facultés.

Reprenons l'exemple banal cité plus haut : du misérable qui se croit millionnaire : songeons à tous les vices de raisonnement, à toutes les lacunes de la mémoire, à cette foule d'idées absurdes, qu'une pareille croyance suppose.

Et ce vieillard, dont parle Esquirol, (1) qui, sur l'ordre d'un ange, immole son fils, à l'exemple d'Abraham, pourra-t-on dire, qu'il ne délire que sur un point, et que sur tous les autres, il pense, juge, et sent comme tout le monde ?

Mais, sans chercher à faire la genèse de l'idée en question, observons bien, et nous verrons, dans la conversation, dans la conduite du monomane, surgir toujours d'autres idées fixes, d'autres manifestations, que l'on ne pourra souvent rattacher par aucun lien logique à la première, et qui, comme elle, doivent être considérées comme le produit d'un mauvais sol.

Qu'importe, qu'à certains moments, il puisse montrer quelque bon sens, et même dissenter comme un sage ; qu'importe, qu'en partant de son idée délirante, il puisse raisonner juste, dans la direction où elle engage son esprit ; cela ne prouve qu'une chose, c'est que la machine n'est pas complète-

(1) Tom. 2, p. 22, loc. cit.

ment disloquée; le train lancé hors de ses rails continue quelque temps sa course.

D'ailleurs, est-ce que le maniaque lui-même, au beau milieu de son délire, n'exprime pas quelquefois des idées sensées, souvent même profondes? n'est-il pas jusqu'au dément dont l'esprit ne jette parfois quelques lueurs?

Si nous discoupons avec un monomane, nous voyons, sans savoir pourquoi, son langage jusque là très correct, devenir tout d'un coup incohérent; alors, il est entré dans la sphère de ses idées délirantes, il a pénétré, malgré lui, dans la zone dangereuse, quelque soin que vous ayez pris de l'en éloigner.

Qu'elles sont donc les frontières de cette zone? où commence-t-elle? où finit-elle?

Vous avez cru, en traitant tel sujet, que vous pourriez le soustraire à ses idées fixes, et voilà, que par un chemin de traverse, il y est fatalement ramené.

Qu'est-ce donc que cette sphère des idées délirantes, dans laquelle on prétend enfermer le monomane?

C'est le centre, dirons-nous, autour duquel gravitent comme autant de satellites, toutes ses autres pensées; en vain, cherchez-vous à les arracher à cette attraction, en vain, l'aliéné lui-même, tente-t-il de s'y dérober, dans quelque domaine de l'intellect qu'il veuille se réfugier, ses idées délirantes le poursuivent, le harcèlent sans cesse, et galopent en croup avec lui.

Ainsi, le délire, en se localisant, et en donnant naissance à cette forme, appelée, bien à tort, monomanie, ne laisse pas que d'entacher le moral tout entier, et même, plus profondément, que le délire général: c'est là, un fait d'observation; d'autre part, comme nous l'avons dit, d'un instant à l'autre, sans transition, il peut s'étendre et se généraliser, et la monomanie se transformer en manie (1).

Mais, comment savoir, à quel moment précis, le délire de partiel est devenu général; comment pouvoir affirmer que telle idée est de provenance saine; que telle détermination n'a pas été causée par une illusion, une hallucination quelconque?

(1) Loc. cit. Esquir., tome 1^{er}, p. 441 et tome 2, p. 28 et 31.

Un crime, a été commis par un monomane; parce que les mobiles ordinaires: la cupidité, la haine, la vengeance l'expliquent, en conclura-t-on, que son idée fixe n'y a été pour rien?

Pour en revenir, une dernière fois, à notre exemple: si ce millionnaire en imagination, a volé, qui vous dit qu'il ne croyait pas, en dérobant à autrui, puiser dans son propre trésor?

Comment scruter les intentions, et vouloir rapporter toujours, tel effet à telles causes?

Il vous est souvent impossible, de démêler les vrais motifs, lorsque, vous avez affaire à un homme parfaitement sain d'esprit, et que vous trouvez, dans votre propre conscience, une base d'appréciation, alors que l'enchaînement logique des circonstances naturelles, vous indique telle solution, et vous voudriez, lorsqu'il s'agit d'un aliéné, c'est-à-dire, d'un homme dont le cerveau ne fonctionne pas normalement, conformément aux règles connues, et, lorsqu'il s'agit d'un crime, c'est-à-dire, d'un acte qui implique nécessairement déjà certains troubles dans les fonctions psychiques, vous auriez la prétention, de lire à livre ouvert dans cet imbroglio, et de débrouiller tout ce chaos?

La justice, la raison, et la science, sont d'accord pour repousser cette thèse, de la responsabilité, de l'aliéné, soi-disant monomane, lorsqu'il est censé agir, en dehors de ses idées délirantes.

La monomanie, à vrai dire, n'existe pas, ou du moins, le délire partiel, n'est qu'une systématisation momentanée du délire général, et doit entraîner l'irresponsabilité, au même titre que la manie.

La monomanie ne s'établit pas par crises, plus ou moins périodiques, comme la manie, si ce n'est dans une forme spéciale, où elle alterne régulièrement avec elle, que Griesinger a signalée le 1^{er}, en 1845, et à laquelle Falret a donné le nom de « folie circulaire ».

LA FOLIE CIRCULAIRE, est la succession régulière d'accès alternatifs, de mélancolie et de manie, durant plus ou moins, et séparés par un intervalle de raison très court.

Le cycle, est parcouru en plusieurs mois, ou en plusieurs années; c'est, dit Falret, une véritable forme à part, parce qu'elle consiste, dans un ensemble de symptômes physiques, intellectuels et moraux, toujours identiques à eux-mêmes, dans les diverses périodes, et se succédant dans un ordre déterminé (1). On retrouve même, dans les différents accès homologues, les mêmes idées et les mêmes sentiments.

D'après Baillarger (cité par Dagonet) (2), il existerait un intervalle lucide, entre deux séries complètes d'accès; il n'y en aurait pas entre les deux accès d'une même série.

La responsabilité pénale ne donne lieu, en ce qui touche cette forme, à aucune question spéciale; qu'un crime ait été commis dans l'un ou l'autre accès, la solution est la même, l'acquittement est forcé.

DE LA FOLIE INSTINCTIVE

Tous les aliénistes, ont décrit une forme particulière d'aliénation mentale, caractérisée, par des impulsions soudaines et irrésistibles à commettre des actes insensés, des délits et des crimes: sans trouble apparent de l'intelligence, « la volonté seule, semblant être lésée. »

Etmüller l'a signalée le premier, sous le nom de « *mélancholia sine delirio* ».

Pinel, en a donné une excellente description, et l'a dénommée « manie sans délire »

Pour Pritchard, c'est la folie morale; pour Esquirol, c'est une variété de délire partiel: monomanie instinctive; pour d'autres, enfin, c'est la folie des actes, la folie lucide, etc.

Les monomanies, qui tirent leur nom du fait criminel, ou simplement d'un acte insensé, telles que: la monomanie homicide, la pyromanie, kleptomanie, dipsomanie, etc., rentrent, soit, dans le délire partiel, lorsque le fait en question à eu,

(1) Falret, p. 462.

(2) Nouv. traité élém. et prat. des mal. ment., Paris, 1876, p. 195.

pour cause une idée délirante, une hallucination, constituant ainsi, un épisode, un épiphénomène de la maladie principale, soit, dans la folie instinctive, lorsqu'il en est le symptôme dominant, d'aucuns disent unique, qu'il a son principe et sa raison d'être, en lui-même, en l'absence de toute conception délirante.

Pour ne rien préjuger, il convient de considérer, tout d'abord, les impulsions instinctives isolées, et qui ne sont pas entachées de délire apparent, comme des actes de folie transitoire, sauf à rechercher, ensuite, à l'aide des antécédents, ou des événements ultérieurs, s'il ne s'agit pas d'une manifestation momentanée, d'un état mental, primitivement et foncièrement altéré.

Le fait de folie transitoire le plus typique, est celui de cette jeune fille, attachée comme servante à la famille de Humboldt, qui, chaque fois, qu'elle déshabillait l'enfant confié à ses soins, était prise du désir forcené de l'éventrer.

Les annales judiciaires, renferment de nombreux exemples d'individus, qui, sans motif connu, ont assassiné, incendié, dans le seul but, avoué par eux, de commettre le crime, vers lequel ils étaient irrésistiblement poussés.

Quelques-uns, avaient lutté, plus ou moins longtemps, contre l'horrible tentation ; la conscience s'était révoltée, mais l'idée du crime, se représentant sans cesse, avait fini par vaincre la volonté, et ils l'avaient accompli sans ressentir ensuite le moindre remords, mais éprouvant, au contraire, une sensation de soulagement, de délivrance, et de réel bien être — témoin cette mère qui égorge son enfant qu'elle adore.

D'autres, avaient été pris, tout d'un coup, d'une fureur indomptable, et sans réflexion, emportés par un mouvement automatique et brutal, mûs comme par un ressort, ils avaient frappé, avec rage, en aveugles, droit devant eux.

En présence de ces faits, quel jugement porter ? Dira-t-on, que chez ces aliénés d'un nouveau genre, une faculté seule est lésée, et que l'intelligence lucide, calme et sereine, n'a cessé de planer, au-dessus de l'abîme où a sombré la volonté ?

Esquirol (1) a d'abord soutenu, que la monomanie instinc-

(1) P. 96, loc. cit.

tive, ne pouvait pas exister sans troubles de l'intelligence :

Presque tous les faits, dit-il, rapportés par les auteurs appartiennent à la monomanie ou à la lypémanie; les actes de fureur auxquels se livrent ces aliénés, sont toujours le résultat d'un délire quelconque, si passager qu'on le suppose. Il a vu, ajoute-t-il, un grand nombre d'aliénés, qui paraissaient jouir de leur intelligence, qui déploraient les actes vers lesquels ils étaient entraînés, mais tous avouaient qu'ils sentaient quelque chose à l'intérieur, dont ils ne pouvaient se rendre compte, par exemple, une chaleur déchirante montant du bas ventre à la tête; d'autres affirmaient qu'une illusion, une hallucination les avait déterminés. Lorsque les malades désavouent leurs actes, poursuit Esquirol, et font des efforts pour se vaincre, c'est qu'ils sont alors dans une période de lucidité; mais bientôt le paroxysme succède à la rémission; ces monomanes sont de nouveau en proie à leur délire, ils oublient les motifs qui les retenaient l'instant avant, et cèdent à l'impulsion qui les presse; ils n'ont plus la faculté de diriger leurs actions : l'unité du moi est perdu.

Tel est le tableau, que trace Esquirol de la manie dite sans délire.

Et cependant, après avoir formulé si nettement son opinion, et avoir affirmé « qu'un homme ne peut pas être entraîné irrésistiblement à un acte qui répugne à sa conscience (1) » comment vient-il à se déjuger ensuite, et à prétendre qu'il peut se rencontrer des cas, où l'intelligence survit à la chute de la volonté, et qui sont complètement exempts de délire? C'est ce que nous ne saurions expliquer.

Les auteurs les plus recommandables, se refusent à admettre la réalité d'une forme d'aliénation, où l'intelligence ne soit pas atteinte.

« La lésion de la volonté, l'irrésistibilité des déterminations instinctives, sans une lésion de l'intelligence est une chimère » dit Moreau (de Tours) (2).

« Il n'existe pas, dit Falret (3) de folie sans délire ».

(1) *Esqu.*, p. 95.

(2) Du haschich et de l'aliénation ment., Paris, 1845, p. 134.

(3) *Loc. cit.*, p. 146.

Mc. Ferland déclare : que sur 124 cas d'aliénation mentale qu'il a observés avec le plus grand soin, il n'a trouvé qu'un cas douteux de folie morale ; pour lui, dans l'immense majorité des cas, il y a un véritable désordre intellectuel et l'impulsion instinctive est le plus souvent le résultat d'une conception délirante ignorée » (1).

Si l'on cherchait bien, a dit Maudsley, il est probable que dans la plupart des cas de folie impulsive, on trouverait que le désordre est plus général qu'il ne paraît ».

Néanmoins, il semble admettre une lésion unique de la volonté, si l'on s'en rapporte au rapprochement suivant : « De même que la volonté est impuissante à maîtriser des mouvements convulsifs, bien que le patient ne cesse pas un instant d'avoir conscience de ces mouvements, de même la volonté peut être impuissante à maîtriser une idée convulsive (2) ».

Cette métaphore, peut, à première vue, séduire l'imagination, mais de la part d'un homme de science, elle n'est nullement acceptable.

Que l'esprit puisse être le témoin impassible des troubles musculaires, cela se comprend, le désordre qui se produit dans le domaine de la motilité, pouvant très bien respecter le domaine des facultés psychiques, mais si l'on suppose le cerveau, — non l'idée, — comme le dit improprement Maudsley, en pleine convulsion; comment admettre que l'intelligence n'en soit pas ébranlée ?

Achille Foville, qui a parfaitement décrit les différents caractères de l'impulsion dite instinctive, s'exprime, à cet égard, comme il suit (3) :

« Tantôt elle est immédiatement suivie d'exécution, sans que l'intelligence ait eu le temps d'y prendre part : il se fait une sorte de réflexe convulsif ; il y a là délire en ce sens qu'il y a absence d'intelligence ; ce sera, par exemple, un crime commis dans la période intermédiaire à la veille et au sommeil. Quelquefois, les impulsions se reproduisent sous forme de paroxys-

(1) Ann. médic.-psych., 1866, tom. III, p. 443 et suiv.

(2) Le crime et la folie, Paris, 1871.

(3) Nouv. dictionnaire de méd. et de chirur. prat., p. 342 et suiv.

me avec le cortège habituel des troubles physiques : « anxiété, douleur précordiale, céphalgie intense », etc.

Pour lui, le sergent Bertrand dont Lunier rapporte l'histoire (1) aurait eu des accès de ce genre.

« Tantôt, enfin, l'impulsion instinctive au contraire, se représente plusieurs fois à l'esprit, qui délibère, résiste, et succombe : ici encore le délire est évident (2). »

Ce qui contribue le plus à égarer l'observateur, sur la nature des troubles mentaux que présente la folie morale, c'est l'opposition que l'on cherche toujours à maintenir entre l'intelligence et la volonté, comme si chacune de ces facultés occupait un territoire distinct, à limites parfaitement tranchées.

De tout temps, cependant, les philosophes ont montré les liens qui existent entre elles : quelques-uns ont même été jusqu'à les faire absorber l'une par l'autre.

Ainsi, pour Socrate, l'intelligence est la faculté maîtresse, unique même; Aristote lui aurait reproché cette opinion comme une erreur (3).

De nos jours, Hegel (4) reprend cette doctrine : pour lui l'intelligence est tout, la volonté ne compte pas.

Schopenhauer (5), au contraire, ne voit, ne considère qu'un seul principe, dans le monde inorganique, comme dans le monde moral : la volonté, il fait complètement abstraction de l'intelligence.

Cependant, comme le dit, Hartmann (6), on ne peut pas concevoir de volonté, sans idées conscientes ou inconscientes, car ces dernières sont également susceptibles de déterminer la volonté.

Mais descendons de ces hauteurs métaphysiques, et voyons ce qui se passe au milieu de nous.

A côté d'une intelligence très développée, nous trouvons quelquefois, chez le même individu, une volonté rudimentaire.

Il sait saisir, comprendre toute chose, mais ne sait pas

(1) Ann. médic., psycho., 1849, tom. 1^{er}, p. 350.

(2) Boileau de Castelnau cite de nombreux exemples de folie des actes : Ann. médic. psych., 1851, tome III, p. 479 et suiv.

(3) Bull. de l'Acad. des sc. mor. et polit., tom. 75, p. 23.

(4) Hegel, philos. de l'Esprit, trad. par Véra.

(5) Philosoph. de Schopenhauer, par Ribot.

(6) Philosophie de l'inconscient, trad. par Nolen, 1876.

vouloir. Plein d'idées, riche de science et d'imagination, il a le caractère vacillant d'un enfant.

Suivant l'expression du D^r Billod (1), « il y a des pauvres de volonté, comme il y a des pauvres d'esprit ».

Mais ce contraste entre la puissance de la conception, et la faiblesse de l'exécution, est plutôt apparent que réel.

Si l'on analyse, en effet, avec soin, l'état mental de cet homme, on ne tardera pas à découvrir les lacunes et les vices de son intelligence, qui expliquent précisément les défaillances de sa volonté : on verra que ses idées manquent de fixité, changent d'un jour à l'autre, qu'il n'a aucune conviction et n'obéit à aucune règle ; de là ces hésitations, cette incertitude dans la conduite à tenir, et l'on comprendra, pourquoi, malgré ses brillantes qualités, il devient souvent le jouet de ses passions et du caprice d'autrui.

On rencontre, au contraire, des esprits bornés, chez qui les jugements étroits, mais réfléchis, et parfaitement pondérés, la conscience d'un devoir à accomplir, par exemple, sollicitent toutes les énergies et résistent à tous les chocs.

« L'héroïsme, c'est-à-dire l'énergie poussée jusqu'au sublime n'est souvent qu'un faible courage enté sur un grand sentiment du devoir (2) ».

« La volonté, a écrit Maudsley, c'est l'effort culminant du développement mental, c'est la floraison de l'évolution humaine (3) ».

Ce que l'on peut affirmer, c'est qu'à la faiblesse de la volonté correspond tel point faible de l'intelligence, c'est que la haute raison a toujours pour corollaire, une volonté inébranlable.

— Summus intellectus, Summa voluntas.

Donc, pour apprécier sainement les choses, il importe de se pénétrer de l'alliance intime et nécessaire des idées avec les volitions, et comme les mêmes lois sont applicables à l'état de maladie et à l'état de santé, l'on doit forcément conclure de l'altération des unes à celle des autres.

Ceci posé, il ne faut pas s'empresse de considérer comme

(1) Ann. médic. psych., 1847. Des maladies de la volonté, p. 179 et suiv.

(2) Legouvé, nos filles et nos fils, 8^e édit., p. 69.

(3) Revue scient., 14 novembre 1879.

aliénée, toute personne dans l'esprit de laquelle a pu naître l'idée d'un crime insensé.

Chez les gens à imagination vive et exaltée, dont le système nerveux est impressionnable à l'excès, sous l'influence de grandes préoccupations, de chagrins violents, à la suite d'accidents divers qui ont surexcité les centres nerveux ou débilité l'organisme, il peut surgir des envies ridicules, ou des tentations malsaines : des projets absurdes, ou de sombres résolutions, et cela sans motif apparent, au grand étonnement du sujet lui-même.

C'est là, un phénomène du même ordre, que celui qui donne lieu à l'hallucination, ainsi que nous le verrons plus loin.

Or, on n'est pas autorisé à traiter d'aliéné, tout individu qui vous fait la confidence de semblables aberrations. Sans doute, il y a là un fait anormal, pathologique, qui peut être le point de départ de la folie, mais il ne la constitue pas à lui seul.

Toutes ces mauvaises suggestions engendrées par un trouble fonctionnel, peuvent disparaître avec lui.

La raison, dira-t-on, alors, a triomphé des instincts pervers et dissipé toutes les ombres.... soit!

Nous pourrions citer de nombreux exemples : d'artistes, de poètes, d'hommes connus par l'austérité de leurs mœurs, de mystiques dévots, qui ont été en proie à ces impulsions fatales.

On sait, que certains états maladifs, tels que : le satyriasis et la nymphomanie, peuvent les faire naître également.

Dans tous ces cas, nous assistons au réveil des bas instincts, alors que les sentiments élevés et les hautes pensées sommeillent.

Lorsque, dit Laycook (1), les couches cérébrales supérieures sont momentanément inactives, les couches inférieures qui reçoivent particulièrement les impressions des différents organes, fonctionnent plus activement à leur tour, et sollicitent seules les déterminations.

On pourrait rapprocher de ces impulsions instinctives, les envies banales, que l'on rencontre dans la grossesse, la puer-

(1) De la mémoire ancestrale, *revue scient.*, 19 avril 1876, p. 181.

péralité, l'hystérie, etc., mais, ici, le trouble mental, plus ou moins latent, se révèle en général par d'autres signes : par des changements d'humeur, des dégoûts, des antipathies, des répulsions, qui marquent la souffrance vague de l'organisme ; ce n'est qu'exceptionnellement qu'il se traduit par des actes délictueux (1).

Lorsque cela arrive, presque toujours, alors, en examinant la femme inculpée, on découvrira une altération générale des facultés mentales, soit la lypémanie, soit la manie franche ; il y aura, enfin, des antécédents personnels et héréditaires.

Nous voici ramené à la question qu'il s'agit de résoudre, en présence d'un crime, qui offre les caractères de la folie des actes : supposons qu'un meurtre vienne d'être commis ; le prévenu ne peut expliquer son crime : il nous dit qu'il s'est senti entraîné par une force irrésistible : au dernier moment, tout tourbillonnait autour de lui, il a cessé de voir et d'entendre..., il ne peut plus rendre compte de rien.

Et à cette heure, en face de son œuvre, que se passe-t-il ? Est-ce que sa raison proteste ? est-ce que son cœur s'indigne ? Non ! il regarde, impassible, souriant, et content de lui... Mais, peu à peu, la conscience s'éveille, un sentiment de tristesse mêlé de honte, s'empare de son esprit ; alors, il commence à voir clair dans le fond de son âme, et, la mémoire renaissant à son tour, il pourra retracer toutes les circonstances qui ont précédé le moment fatal, de même, que le maniaque, après les accès les plus désordonnés, se remémore quelquefois toutes ses idées délirantes.

Mais, suffit-il de ce trouble mental, qui précède le crime, et de l'indifférence qui le suit, pour que, de suite, il faille prononcer le mot de folie ?

Les grands criminels ne connaissent plus le remords ; d'autre part, plusieurs d'entre eux, sur le point de commettre le crime, sont agités par les plus violentes sensations.

« Tout le temps qui s'écoule entre un projet terrible, et l'accomplissement, n'est qu'un fantôme affreux, un rêve épouvantable, un assaut du génie qui dispute en secret avec

(1) Il faut se défier de la tendance que l'on a trop souvent à considérer l'infanticide, comme le résultat d'une impulsion instinctive.

cet attentat ; c'est la guerre civile en notre âme excitée » (1).

Comme le dit Chauveau « ce trouble, cet égarement, que les plus grands coupables décèlent, sont un hommage à la conscience humaine ; ils accusent celui qui les a ressentis, loin d'atténuer son crime » (2).

Il faut donc chercher, en dehors du fait criminel lui-même, la preuve de l'aliénation.

Au surplus, l'impulsion instinctive n'est certainement pas le caractère unique de la folie des actes ; elle en est seulement, comme le dit Dagonet (3), le symptôme le plus apparent.

On pourra, dans certains cas, expliquer l'impulsion criminelle, par un accident déterminé : une insolation, un excès de boisson, etc., mais alors, il s'agit d'un véritable accès de manie aiguë, si passager qu'il soit.

Quelquefois on trouvera des attaques d'épilepsie nocturnes, jusque-là ignorées, maladie dont la folie transitoire pourra être considérée comme une manifestation particulière.

N'y a-t-il pas, en effet, dans les symptômes prémonitoires, dans ces sensations bizarres qui précèdent l'acte impulsif, une sorte « d'aura » analogue à celle qui marque le début de l'épilepsie ?

Ainsi, Maudsley, cite le fait d'un épileptique avéré, qui, lorsqu'il sent venir son accès, a le pressentiment des violences qu'il va commettre, et demande à être garotté, pour éviter un malheur (4).

Nous reviendrons d'ailleurs, sur ce sujet, en parlant de l'épilepsie.

D'autres fois, l'impulsion criminelle, sera le fait d'un idiot ou d'un imbécile ; ce cas, demande également un examen spécial, et comporte, comme nous le verrons, une appréciation différente de toutes les autres.

Mais le plus souvent, derrière l'impulsion irrésistible, se cache une idée délirante ou une hallucination ; on a affaire presque toujours, à ce qu'on est convenu d'appeler une monomanie ; et si les antécédents ne vous éclairent pas entièrement,

(1) *Schæspeare*, Jules César, act. II, scène 1^{re}, trad. de *Voltaire*.

(2) *Chauv.*, tom II, p. 220.

(3) *Dagonet*, p. 290.

(4) P. 222, loc. cit.

pour peu qu'on suive l'individu, on verra que sa folie d'un jour s'est répétée : on peut être convaincu, qu'elle reparaitra, tôt ou tard, sous forme de manie ou de lypémanie, et finira, même, par la démence ; cette jeune servante, de la famille Humboldt, dont nous parlions, devint plus tard, au dire de Marc, complètement folle.

En résumé, on peut dire, que la folie des actes ne constitue pas une forme à part, qu'elle n'est qu'un épiphénomène de l'aliénation mentale.

Pour trancher la question de responsabilité pénale, on ne devra donc pas se borner à dire, que l'accusé a subi un entraînement irrésistible, que sa volonté seule a été lésée, il faudra encore montrer la lésion intellectuelle, et établir, nous le répétons, à l'aide de moyens autres que ceux tirés de l'acte criminel, l'aliénation véritable.

DE LA DÉMENCE

Esquirol, définit la démence : une affection cérébrale chronique, caractérisée, par l'affaiblissement de toutes les fonctions intellectuelles et morales, se traduisant par la pauvreté, l'incohérence des idées, et l'absence de toute spontanéité.

C'est l'aboutissant fatal de toutes les formes d'aliénation, c'est le dernier degré de la dégénération organique.

Presque toujours, et en cela, elle se différencie davantage des autres formes, elle est compliquée de lésions physiques, tels que paralysies, contractures, etc.

Nous n'avons plus affaire ici, à un simple trouble des facultés ; l'anéantissement est presque complet : il est permanent et irrémédiable.

C'est à peine, si à de rares intervalles, quelque lueur incertaine, vient percer les ténèbres ; elle est si fugitive d'ailleurs, qu'elle ne saurait mériter le nom d'intervalle lucide.

Le malade est plongé dans une torpeur continuelle ; de temps à autre, il articule quelques mots, de simples mono-

syllabes même, qu'il répète automatiquement, sur le même ton, des heures entières.

Mais, les bas instincts persistent, souvent, à l'état plus ou moins latent, entretenus par la vie végétative qui, quelquefois se développe d'une façon exubérante, en faisant ressortir, dans un pénible contraste, la déchéance intellectuelle. A certains moments, même, ils poussent le dément jusqu'aux extrêmes limites de la violence et de la brutalité.

Lorsque la démence est parfaitement confirmée, l'irresponsabilité pénale n'est pas douteuse ; si, quelque difficulté peut se présenter, c'est lorsqu'il s'agit de la démence sénile, qui ne diffère, sensiblement, de la démence, suite de manie, que par son début.

Au fur et à mesure que l'intelligence s'affaisse, on voit souvent chez le vieillard, toutes les mauvaises passions se raviver : un égoïsme inquiet, soupçonneux, maladif, le porte aux voies de fait ; des désirs érotiques, développés sous l'influence de causes diverses, telles que des lésions de l'appareil génito-urinaire, le portent aux attentats à la pudeur ; dans ces conditions, les crimes qu'il vient à commettre ne sont pas entièrement couverts par l'immunité, comme dans le cas de démence complète, l'aliénation mentale, entraînant seule l'irresponsabilité absolue.

DE LA PARALYSIE GÉNÉRALE

Bayle, a décrit, sous le nom de « monomanie ambitieuse avec paralysie », une forme d'aliénation mentale, qui a conquis, peu à peu, grâce aux progrès de l'anatomie pathologique, un rang tout à fait à part, dans la nosologie.

Le plus souvent, les prodromes de cette maladie consistent, en effet, en un délire partiel, à forme expansive, que l'on appelle, encore, monomanie ambitieuse ou manie des grands (1).

(1) Des sympt. de la paralysie générale, par *Baillarger*, Paris, 1873.

L'individu, jusque là de caractère froid et sérieux, de mœurs simples et paisibles, veut, tout d'un coup, se jeter dans de grandes aventures ; il a fait une immense découverte qui va révolutionner le monde ; il se pose en conquérant, en homme d'Etat, sa fortune monte à plusieurs millions : demain, il sera empereur ou souverain, pontife.

Mais, toutes ces idées de grandeurs sont mobiles, fugaces, mal coordonnées : les conséquences qu'il en tire, n'ont pas la logique que l'on rencontre dans le délire partiel, qui constitue la mégalomanie, proprement dite, du monomane ordinaire.

Et toutes ces hautes visées, ces élans subits vers les sommets, ne sont que le présage de la chute fatale qui l'attend.

Bientôt, des symptômes de paralysie partielle et disséminée, se déclarent ; il survient de l'embarras de la parole, de l'inégalité des pupilles (dans le tiers des cas, plus ou moins tard, suivant Dagonet), puis, après des alternatives diverses, des temps d'arrêt, des rémissions, pendant lesquelles tous ces troubles ou quelques-uns seulement semblent disparaître : tantôt la paralysie, tantôt le désordre intellectuel, la démence marque le dernier terme de la maladie.

Les idées de grandeur, qui, d'ordinaire, se montrent au début, sont remplacées, quelquefois, par des accès de manie, ou par de la lypémanie ; ou bien, aucune idée insensée, triste ou gaie ne se présente, mais l'humeur du malade subit des changements : il devient ombrageux et méchant, il étale des vices qu'on ne lui connaissait pas ; souvent, il se produit chez lui une tendance manifeste au vol.

On pourrait citer un grand nombre de délits et de crimes, qui ont été commis dans la période prodromique de la paralysie générale. C'est seulement à cette époque que quelques difficultés peuvent se présenter.

Quand la démence et la paralysie existent, le magistrat prononce, de suite, l'acquittement ; mais, lorsque le médecin vient lui dire : « je reconnais à tel signe, au trouble de la prononciation, à la parésie, au tremblement fibrillaire de ces muscles, aux allures bizarres de cet homme, qu'il est au début d'une paralysie générale », le juge hésite et doute : il se demande, si ce n'est pas le cas d'appliquer une peine proportionnelle au degré de discernement, dont il croit l'accusé encore capable.

Nous ne saurions admettre, pas plus ici qu'ailleurs, cette théorie de la responsabilité partielle, par ce motif, que l'on est dans l'impossibilité d'affirmer, que le crime commis, par un homme atteint d'un commencement de paralysie générale, n'a pas eu pour mobile une idée délirante.

Et, quoique l'ensemble des symptômes, la lésion organique constante, et l'évolution générale de la maladie, permettent de la considérer comme une entité bien nette, nous ne voyons pas en quoi les différents troubles intellectuels qu'elle engendre, et qui rentrent, soit dans la manie, soit dans la lypémanie, ou telle autre forme d'aliénation mentale, devraient être appréciés au point de vue de l'imputabilité, suivant d'autres principes.

Nous concluons, donc, à l'irresponsabilité absolue du paralytique général, à toutes les périodes, dans la première comme dans la dernière.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR L'ALIÉNATION MENTALE

Après avoir traité successivement des diverses formes de l'aliénation mentale, et montré qu'elles pouvaient se ramener à l'unité, il ne nous reste plus qu'à signaler les caractères communs à toutes ces formes, et à faire ressortir les points qui méritent, selon nous, d'être mis particulièrement en lumière.

Ce qui nous frappe, tout d'abord, à l'aspect d'un aliéné, c'est l'indifférence qu'il manifeste pour tout ce qui l'entoure : il est, comme dépaysé, dans le milieu où il a vécu jusqu'alors : c'est un étranger qui n'entend plus la langue et ne comprend plus les idées de son temps ; tout lui paraît changé, parce qu'il est changé lui-même ; il confond les temps, les lieux et les personnes.

Aussi, pour juger de son état, il ne suffit pas de le comparer aux autres hommes ; il faut encore, et surtout, le comparer à lui-même, aux différentes époques de son existence : alors,

on verra que ses habitudes, ses mœurs, ses sentiments et ses idées sont complètement modifiés.

Il n'a plus, à l'égard de ses parents, de ses amis, ni la même confiance, ni la même sympathie, il ne les connaît plus.

A certains moments, sans aucune provocation extérieure, il est pris de craintes excessives, et la colère, la haine qu'elles soulèvent, s'adressent à ceux là même qu'il aimait le plus, jadis.

Ce désaccord moral, cette perversion du sens affectif, ce délire émotif, est ordinairement un des premiers signes de la folie, et précède, en apparence, du moins, le trouble de l'intelligence. Mais, nous ne saurions trop le répéter, il n'y a pas de folie purement intellectuelle, ou purement morale. Dans l'état de maladie, comme dans l'état de santé, nos facultés s'enchaînent et se solidarisent sans cesse.

La vérité, c'est qu'il est des formes, ou plutôt des périodes d'aliénation, dans lesquelles le sens émotif sera plus spécialement altéré, où les sentiments seront déviés de leur cours habituel; et, comme dans le domaine de la sensibilité, grâce au jeu des passions, l'équilibre est beaucoup plus instable que dans celui de l'intelligence, on comprend que le trouble y apparaisse, tout d'abord, pour retentir ensuite sur l'ensemble.

Esquirol a prétendu que la première faculté lésée, chez l'aliéné, était l'attention; nous remarquons, en effet, combien il est difficile de fixer l'attention du fou sur un objet déterminé: soit parce qu'aucune idée ne se présente plus à son esprit (1): soit qu'au contraire, les pensées l'assiègent en foule et se succèdent avec une rapidité, qui ne leur laisse pas le temps d'impressionner le cerveau (2): soit enfin, qu'une seule et même pensée s'impose à ses réflexions et les absorbe toutes (3), en un mot, parce qu'il délire.

Nous n'ajouterons plus que quelques mots à ce que nous avons dit du délire en général.

(1) Dément.

(2) Maniaque.

(3) Lypémaniaque.

DÉLIRE. — Le délire est assurément un des symptômes les plus importants de la folie, mais, s'il n'y a pas d'aliénation mentale sans délire, comme nous croyons l'avoir démontré, le délire peut exister sans aliénation ; on le rencontre, en effet, à titre de complication, dans toutes les affections fébriles, et les maladies les plus diverses, l'hyperhémie, l'ischémie cérébrale, en général, dans tous les troubles nutritifs et inflammatoires.

Quel que soit son origine, au surplus, qu'il soit vésanique ou non, les actes commis sous son influence, échappent également à toute répression.

Lorsque l'on veut fixer le diagnostic, il ne faut pas s'attarder à discuter les idées délirantes de l'accusé, car, d'une part, on pourrait se laisser dérouter par un homme sain d'esprit qui simule, ou par un aliéné qui dissimule ; et de l'autre si tant est que le doute ne fut pas possible, on risquerait, en s'attachant aux idées exprimées, de se méprendre sur les causes de la maladie ; on sera tenté, par exemple, en présence d'un lypémanique absorbé par la crainte des peines éternelles, de mettre la folie sur le compte d'un excès de dévotion, alors que celui-ci s'était toujours tenu éloigné des pratiques religieuses, et en présence d'un aliéné qui se livre à toutes les turpitudes, d'accuser la débauche d'avoir contribué à la ruine de l'intelligence, alors qu'il s'agit d'un homme, qui a toujours été de conduite et de mœurs irréprochables.

Nous avons vu enfin que les formes du délire étaient des plus variées ; or, comme les conceptions délirantes sont aussi nombreuses que les idées, si on leur donne une signification particulière dans chaque cas, on arrive ainsi à multiplier à l'infini les formes de la folie, comme l'ont fait certains auteurs, tandis qu'on doit, au contraire, chercher à les restreindre de plus en plus.

HALLUCINATIONS. — Parmi les autres manifestations psychiques de la folie, une des plus intéressantes et des plus fréquentes est l'hallucination ; mais de même que le délire, elle peut se montrer chez des personnes qui n'ont été ni ne seront jamais aliénées.

Brierre de Boismont, définit avec Arnold l'hallucination ;

« l'état d'une personne qui croit voir, entendre, toucher, etc., ce que les autres ne voient, n'entendent, ni ne touchent » ; mais pour compléter cette définition, il faut ajouter : sans qu'aucun objet réel n'ait frappé ses sens.

Les hallucinations de tous les sens sont rares; celles de l'ouïe seraient les plus communes et se rencontreraient, suivant Marc chez les deux tiers des aliénés. — D'après Esquirol, sur cent aliénés, quatre-vingts au moins éprouveraient des hallucinations (1).

L'hallucination est une sensation véritable projetée au dehors, « extériorée », due à l'excitation d'un centre de sensibilité spéciale ; c'est une sorte de délire sensoriel, analogue au délire intellectuel, (la seule différence résidant dans la nature du foyer d'irritation), et qui coïncide le plus souvent, avec l'inertie de certaines couches cérébrales comme dans le sommeil, le somnambulisme, l'hystérie, l'extase, le magnétisme, etc.

Lorsque l'imagination est surexcitée outre mesure, et que les facultés intellectuelles sont soumises à une tension excessive, chez l'homme le plus sain d'esprit, l'hallucination peut se produire, par épuisement nerveux.

Aussi, est-il facile de s'expliquer la fréquence de l'hallucination chez les grands hommes; Socrate (2), Lucrèce, Mahomet, Luther, Byron, Cromwel, Pascal (3), Goëthe, le Dante, et tant d'autres, ont eu des hallucinations.

On dit souvent que le génie confine à la folie ; il y a une part de vérité dans cet aphorisme ; outre les hallucinations, ne trouvons-nous pas, en effet, d'autres points de contact entre ces deux extrêmes ?

Le maniaque a parfois de sublimes inspirations ; nous n'en concluerons certes pas que toutes les grandes pensées sont sorties d'un accès de manie, cela serait absurde : mais nous sommes en droit d'affirmer, que l'excitation cérébrale de l'aliéné peut le faire momentanément atteindre au niveau des organisations supérieures, de même que nous voyons à l'inverse des

(1) *Esq.*, p. 199, tom. 1^{er}.

(2) *Démon de Socrate*, par *Lélut*, Paris, 1836.

(3) De l'amulette de Pascal, ann. médi. psych., 1845, tom. 5, p. 16 et suiv. Pascal a été durant toute sa vie en proie à des troubles nerveux ; dans les derniers temps, son mysticisme allait quelquefois jusqu'à l'extase.

génies puissants, qui ont gravi les sommets inaccessibles au commun des hommes, perdre soudain l'équilibre et tomber dans la folie.

Enfin, l'hérédité nous montre quelquefois le grand homme né de l'aliéné ou l'aliéné du grand homme (1).

Cousin a écrit « que la folie des hommes supérieurs était comme celle de la Croix, la partie divine de la raison » (2) ; qui de nous, en effet, ne tiendrait à honneur de rendre les plus glorieux hommages à ceux qui ont illustré l'humanité ? mais, tout en acquittant notre pieuse dette de reconnaissance envers les bienfaiteurs de tous, ne pouvons-nous, sans encourir les reproches de ravalier le génie, montrer les points faibles par où il se rapproche du vulgaire !

L'histoire, est pleine des hauts faits, des dévouements héroïques, et il faut bien le dire aussi, des crimes odieux engendrés par les hallucinations.

J. d'Arc, dès l'âge de treize ans, avait de fréquentes hallucinations ; elle voyait des traînées lumineuses, elle entendait des voix inconnues : plus tard, elle eut la vision de l'ange Gabriel, de Sainte-Catherine et de Sainte-Marguerite (3).

L'hallucination, nous l'avons vu, est souvent le seul mobile qui pousse l'aliéné au crime. Chez l'homme sain d'esprit, le crime de son côté peut enfanter l'hallucination.

Charles IX, entendait dans la nuit les hurlements des victimes de la St-Barthélemy.

Shakespeare nous montre Lady Macbeth, faisant de vains efforts pour effacer la tache de sang de ses mains criminelles.

Rien ne peut enlever à l'halluciné, la certitude qu'il a de la réalité de ses sensations.

Foville cherchant à convaincre une femme en proie à une hallucination, de son erreur : « dois-je, lui répondit-elle, douter que je vous vois et que je vous entends ».

« La conviction de l'halluciné est si entière, dit Esquirol (4), qu'il raisonne, juge et se détermine, en conséquence, de ses hallucinations ».

(1) V. de l'hérédité, *Ribot*.

(2) Du Vrai du Beau et du Bien, par V. Cousin, 8^e édit., p. 175.

(3) *Calmeil*, loc. cit., tome I^{er}, p. 130.

(4) Loc. cit., tom. I^{er}, p. 194.

Cela est vrai pour l'aliéné, car le trouble de sa raison ne lui permet pas de contrôler ses sensations, mais chez l'homme sain d'esprit, l'erreur peut jusqu'à un certain point, être corrigée; néanmoins ce fait pathologique, en se reproduisant fréquemment, et en gagnant d'autres sens, finira nécessairement par entraîner la folie.

Nous ferons remarquer, en terminant, que si l'hallucination impressionne l'esprit au même degré que la réalité, elle n'en a pas néanmoins tous les caractères; comme le dit *Luys*: les hallucinations sont vagues, indécises; les contours des objets, les traits des personnes sont pour le visionnaire mal délimités et à peine marqués; les sons entendus sont le plus souvent perçus comme un bruit sourd; aussi, ajoute-t-il, « l'halluciné, qui a conçu vaguement un soupçon à la suite d'une impression auditive basse, traduit de la même manière au dehors, cet état d'indécision et d'information vagues; il emploie presque toujours des phrases impersonnelles, « on lui a dit, telle chose, etc. » (1).

Aux hallucinations, il faut joindre les illusions des sens; dans les premières ceux-ci n'interviennent pas, et la meilleure preuve, c'est qu'on rencontre des hallucinations de la vue chez les aveugles, et de l'ouïe chez les sourds. Dans les secondes, au contraire, il y a impression produite par un objet extérieur, mais interprétée faussement par l'esprit.

Les hypocondriaques, sont sujets aux illusions les plus grossières; le moindre état maladif d'un organe, transmet à leur cerveau des impressions qui sont dénaturées ou considérablement exagérées, grâce au trouble particulier de leur imagination qui, quelquefois, va jusqu'à l'aliénation mentale; le cerveau à son tour réagit sur l'organe, et peut même faire naître « in loco » une maladie véritable (2).

MÉMOIRE ET CONSCIENCE. — La démence est la seule forme d'aliénation, où la mémoire soit complètement abolie; ce sont en général les souvenirs les plus récents, qui disparaissent les premiers.

(1) *Luys*, loc. cit., p. 243.

(2) Le fait avait déjà été noté par *Cabanis*: *Rapports du physique et du moral*, Paris, 1824.

Dans la manie, durant l'accès, grâce à l'excitation générale du cerveau, la mémoire de certains faits qui semblaient à jamais oubliés, peut être fortement ravivée: on voit des aliénés, réciter des tirades entières (1), parler une langue étrangère depuis longtemps délaissée, revenir à d'anciennes croyances et aux idées du jeune âge.

Après l'accès, on est souvent étonné, de les entendre raconter tout ce qui s'est passé autour d'eux, et en eux-mêmes.

La plupart, comme nous l'avons dit, à moins que l'agitation n'ait été excessive, ont gardé le souvenir de leurs idées délirantes, des sensations étranges qu'ils éprouvaient, de leurs hallucinations, des raisonnements qu'ils ont tenus, des mobiles qui les ont animés, et des actes qu'ils ont accomplis (2).

C'est cette admirable faculté, qui permet à l'aliéné, lorsque le trouble s'est apaisé, de relier ses idées saines d'aujourd'hui, à ses idées délirantes d'hier, de déterminer les étapes successives, par lesquelles son esprit a passé, et de renouer ainsi les différents anneaux de cette chaîne, qui unit le moi actuel à l'autre moi.

On dit alors, que l'aliéné a conscience de son état; conscience cependant, n'est pas synonyme de mémoire, et si la conscience de l'aliéné est différente de celle du même homme revenu à la raison, la mémoire, comme nous venons de le dire, est une.

La conscience est, pour ainsi dire, la résultante de toutes les idées, de toutes les sensations, de tous les jugements particuliers; elle est donc forcément modifiée pendant l'aliénation, c'est même ce qui caractérise cette maladie; il y a des fous qui ont dépouillé non-seulement l'ancien homme, mais même tout instinct humain, jusqu'à se croire formés de matières inanimées, de verre, de marbre, d'argile, etc. Ces singulières aberrations sont dues, le plus souvent, à des troubles complexes de la sensibilité tactile. On a même vu des aliénés frappés d'insensibilité générale, douter de leur propre existence.

Donc, on ne peut dire, qu'un fou ait conscience de son état; cela ne s'entend que dans le sens dont nous venons de parler,

(1) *Lüys*, loc. cit., p. 132.

(2) *Esqui.*, loc. cit., tome I^{er}, p. 19.

et signifie simplement, que pendant l'intervalle lucide, il peut, par le souvenir, reconstituer son état antérieur; c'est évidemment ainsi qu'il faut interpréter ce passage d'Esquirol: « La sensation du moi n'est pas éteinte chez l'aliéné, car il se rappelle, après la guérison, ce qu'il a vu, entendu et senti durant son délire » (1).

Cependant, la mémoire est quelquefois impuissante à rétablir l'identité: des lacunes se seront produites, certains chaînons viendront à manquer, et l'aliéné, rendu à la raison, pourra rapporter à autrui ce qui était son propre fait.

On cite des exemples analogues chez des hommes qui n'ont jamais été aliénés: ainsi Linné, relisant dans sa vieillesse, quelques-unes de ses œuvres, s'écriait: « Que c'est intéressant! que c'est beau! je voudrais bien en être l'auteur » (2).

Le phénomène inverse peut se produire: c'est ainsi, dit Laycock (3), qu'on s'approprie quelquefois les idées des autres, avec la plus entière bonne foi; et cela pourrait servir, ajoute-t-il, à expliquer et à excuser les étranges contradictions des hommes politiques, qui se mettent, un beau jour, à professer des doctrines tout opposées, à celles qu'ils affichaient jadis.

DES INTERVALLES LUCIDES. — Pour qu'il y ait intervalle lucide, il n'est pas nécessaire que l'aliéné, puisse en reprenant possession de lui-même, comparer son état mental actuel au précédent, il suffit qu'il ait complètement recouvré la raison et qu'il ne subsiste dans son esprit, ni la moindre idée délirante, ni la plus légère aberration du sens moral et affectif.

Suivant la célèbre définition de d'Aguesseau, pour que le retour à la raison mérite le nom d'intervalle lucide: « il faut, que ce ne soit pas une tranquillité superficielle, une ombre de repos « inumbrata quies » (4), une simple lueur, un éclair, un crépuscule; il faut, que ce soit un jour plein et entier qui sépare deux nuits; il faut que ce soit, non pas une simple

(1) Loc. cit., tome I^{er}, p. 97.

(2) Laycock, loc. cit.

(3) Ibid.

(4) Loi 18, § 1, de adquir. vel amitt. posses. au Dig.

diminution, une rémission du mal, mais une espèce de guérison passagère; et comme il est impossible, de juger en un moment de la qualité de l'intervalle, pour pouvoir donner une entière certitude, il est certain qu'il faut un temps considérable. C'est donc, dit-il en terminant, une entière suspension, une véritable trêve « *induciæ* » (1), qui ne diffère de la paix, que parce qu'elle n'a son effet que pendant un temps (2).

D'Aguesseau s'était posé la question de savoir : si toutes les formes d'aliénation mentale comportaient des intervalles lucides; son avis est qu'en réalité, ce n'est guère que chez les « *furiosi* » (maniaques), qu'on saurait les admettre; ils n'existeraient pas, selon lui, dans la monomanie, ni dans la démence (3).

Pour la démence, il n'y a pas de doute possible, car il s'agit ici d'une maladie, non seulement incurable, mais qui va toujours en s'aggravant jusqu'à l'issue fatale : parfois nous l'avons vu, le dément a un éclair de raison, mais les ténèbres n'en sont ensuite que plus épaisses.

En ce qui concerne le délire partiel, si prolongé que paraisse l'intervalle de raison, nous n'hésitons pas à lui refuser la valeur légale d'un intervalle lucide; on ne peut, en effet, considérer comme tel, tous les moments où les idées fixes ne se présentent pas, car nous savons qu'il est impossible de les déterminer, et que ces idées sont toujours imminentes.

La plupart des auteurs, du reste, sont d'accord à ce sujet (4).

Dans le cas de folie morale, le crime étant par lui-même un des symptômes d'aliénation, le mot intervalle lucide, au point de vue qui nous occupe, n'a aucun sens.

Ce n'est donc, qu'autant qu'on a affaire à des accès bien caractérisés de manie, que la question peut se poser.

Or, comment apprécier un acte criminel, commis par le maniaque, dans la période de raison, comprise entre deux accès ?

D'après l'article 64 du C. Pén., c'est au moment de l'action

(1) Loi 9 Cod. Qui testam fac. pos.

(2) Œuvres de *d'Aguesseau*, tome 3, p. 620.

(3) Loc. cit., p. 621 et 624.

(4) V. ann. médic. psycho., 1852, tom. IV, p. 364 et suiv.

qu'il faut se placer, pour juger de la criminalité (1); donc, a-t-on dit : si l'aliéné est revenu à la raison à ce moment là, il est responsable de son crime.

En principe, rien de plus juste; mais voyons les difficultés de la pratique :

La première idée qui se présente à l'esprit, quand on entend parler d'un crime, commis par un aliéné, dans un intervalle lucide, c'est qu'il l'a accompli sous l'influence d'une idée délirante, d'une hallucination, d'une impulsion instinctive.

« Ne peut on pas présumer, dit Chauveau (2), que l'état habituel d'aliénation a pu exercer quelque influence sur la détermination de l'agent, alors même, qu'aucun signe ne le décèle, et quel juge oserait affirmer que cette intelligence, tout à l'heure éteinte, a repris subitement toutes ses clartés ».

« Et qui oserait affirmer, dit également Ortolan (3), que le mal latent n'a, durant cet intervalle, exercé aucune influence secrète; dans tous les cas, ajoute-t-il, l'obligation de la preuve est ici renversée : une fois la folie établie, c'est à l'accusation à prouver que pendant l'intervalle lucide, l'aliéné était en pleine possession de ses facultés ».

La présomption, est donc en faveur d'un acte d'aliénation ; mais comment le ministère public pourra-t-il prouver l'absence de toute idée délirante ?

Lui suffira-t-il de montrer le mobile de cupidité, ou de haine, par exemple, auquel, suivant toute apparence, a cédé l'accusé ? Mais, lors même qu'il eût trouvé le vrai motif, et qu'un aveu formel serait venu le confirmer, on ne pourrait en conclure à l'intégrité de toutes les facultés mentales, car, les aliénés obéissent souvent aux mêmes mobiles que les criminels ordinaires : c'est là une vérité d'observation que nous ne nous lasserons pas de répéter.

On sera donc obligé d'interroger avec soin, et plus de rigueur que dans les circonstances ordinaires, les antécédents de l'accusé ; on recherchera le nombre des accès antérieurs, la durée des intervalles qui les séparaient ; — au fur et à mesure qu'ils

(1) Voir dans ce sens, un arr. de cass., du 13 mars 1863.

(2) Loc. cit., tom. II, p. 216.

(3) Tom. 1^{er}, p. 137 et suiv.

se multiplient ils se rapprochent davantage; — on devra s'enquérir de la nature réelle de ces accès, voir s'ils ont tous été semblables, s'il n'y a pas eu quelque symptôme de monomanie, car, pour peu que le délire se soit localisé, et que des idées délirantes isolées aient subsisté, quelque temps, la défense pourra soutenir, à bon droit, qu'il reste toujours un certain fond de folie, et que la prétendue manie n'est qu'une monomanie, ce qui exclue les intervalles lucides.

Un crime a été commis entre deux accès consécutifs: s'il l'a été, peu après le premier, ou peu avant le second, on ne pourra pas affirmer que le délire n'est pour rien dans son exécution.

En résumé, il faudra donc prouver: que l'accusé n'a cessé de jouir de toute sa raison, pendant un temps relativement assez long, avant son crime, qu'il en a été de même après; que ce crime ne peut être considéré comme une manifestation de folie morale, qu'aucun délire, qu'aucune hallucination ne l'a provoqué, que tous les accès de manie ont toujours été parfaitement nets et tranchés, et toujours généralisés.

Ceci exposé, comment résoudre la question de responsabilité?

Deux doctrines sont en présence: l'une ne tient compte ni des antécédents, ni des événements postérieurs au crime. Le jurisconsulte anglais, Hale, va jusqu'à déclarer responsable un aliéné qui aurait des accès tous les jours, s'il venait à commettre un crime dans un intervalle lucide de la journée. — Nous ne prendrons pas la peine de discuter cette opinion.

L'autre considère tout acte délictueux commis dans un intervalle lucide, comme étant par lui-même un acte de folie, sauf preuve contraire⁽¹⁾. Nous nous rangeons à cette dernière opinion, tout en reconnaissant qu'en fait, elle équivaut presque à un bill d'indemnité, en faveur de tous les accusés, qui auraient eu seulement deux accès de manie, l'un antérieur, l'autre postérieur au crime.

Certains juristes, se sont demandé, si l'interdiction, pour cause d'aliénation mentale du prévenu, devait faire considérer, au point de vue criminel, les intervalles lucides comme non-avenus, de même qu'en matière civile (art. 502 et 489 du C. civ. comb.).

(1) V. *Fodéré*, tom. 1^{er}, p. 291.

Le Seyllier avait d'abord admis par « a fortiori » l'affirmative, puis, il revint sur son opinion sous prétexte, que l'interdiction peut être prononcée dans des cas de folie incomplète (1), et nous ajouterons, dans des cas presque étrangers à la folie, tels que l'imbécillité, par exemple.

Pour la plupart des auteurs, d'ailleurs, l'interdiction ne change rien à l'application de l'art. 64.

Après ce que nous avons dit plus haut, la question nous semble présenter fort peu d'intérêt, et nous ne faisons aucune difficulté d'adopter l'opinion générale.

La folie est une maladie parfaitement curable; plus le trouble des facultés est étendu, plus favorable est le pronostic: la manie guérit plus facilement, en effet, que la monomanie, tout dépend, du reste, du nombre des accès: suivant Esquirol, après le quatrième accès, la guérison serait rare.

Dagonet (2) a trouvé sur un relevé considérable d'aliénés (en dehors de la démence, paralysie générale, etc.), 64 guérisons % dans le premier mois, 40 % après trois mois, 27 après un an de maladie; après deux ans, la guérison serait tout à fait exceptionnelle.

Quand un ci-devant aliéné aura commis un crime, on devra rechercher si le dernier accès est assez éloigné, pour qu'il puisse être regardé comme entièrement guéri, et avoir tel égard que de raison à toutes les circonstances qui pourraient faire douter de l'intégrité des facultés.

Nous laissons complètement de côté, dans ce travail, tous les signes, qui, en dehors du trouble mental et de tous les symptômes subjectifs, permettent de faire le diagnostic de la folie, tels que: l'insomnie, la perversion des sensations et des appétits, les troubles de la motilité, etc., dont l'étude acquiert tous les jours plus d'importance.

Lorsque le cerveau est malade, le désordre fonctionnel se fait également sentir en dehors de la sphère intellectuelle; on est frappé de voir, par exemple, combien les aliénés, répondent différemment que les hommes sains d'esprit, aux excitants de tout genre: la faim, la douleur, la chaleur, le froid, etc.

Nous passons rapidement aussi sur l'étiologie de la folie: les

(1) *Le Seyllier*. Traité de la crim., de la Pén. et de la respons. Pén.

(2) Loc. cit., p. 113.

causes en sont des plus complexes : nous nous contenterons de citer : l'alcoolisme sur lequel nous reviendrons plus loin ; les troubles de la menstruation, la puberté, la grossesse, l'allaitement, la ménopause, etc.

Esquirol raconte le fait étrange d'une femme, qui perdit la raison, lors de la première menstruation, et ne la recouvra qu'avec la dernière, à l'âge de quarante-deux ans.

Les vices et les mauvaises passions ont été, à juste titre, accusés de favoriser le développement de l'aliénation.

Heinroth a même prétendu, que c'était là, la cause générale pour ne pas dire unique ; aussi est-il sans pitié pour les aliénés qui commettent des crimes : responsables des causes premières, ils doivent l'être, dit-il, de toutes leurs conséquences.

Il est inutile de faire observer qu'en généralisant cette idée, on arriverait à commettre les plus grosses injustices.

Et, parce que la folie, comme un grand nombre de maladies, peut être la rançon, l'expiation des excès de toutes sortes, faut-il que la justice des hommes vienne ajouter encore aux rigueurs de la nature ? Cela n'est pas soutenable.

Nous citerons, enfin, comme le principal facteur, l'élément pour ainsi dire primordial : l'hérédité.

Mais, les auteurs ne sont pas d'accord sur la proportion, dans laquelle la folie est héréditaire : d'après Foville, elle le serait en ligne directe environ 25 fois %, en France, d'après Marcé, 90 fois % ; il faut dire que ce dernier fait entrer en ligne de compte, les collatéraux aussi bien que les héritiers en ligne directe et différents états nerveux non vésaniques, tels que : l'épilepsie, l'hystérie, l'hypocondrie, l'alcoolisme. Comme l'a remarqué Baillarger, la folie de la mère se transmet plus souvent que celle du père (1).

Quoi qu'il en soit, l'importance du principe fait un devoir au médecin, lorsqu'il est appelé à donner son avis sur l'état mental d'un accusé de rechercher ses antécédents héréditaires ; très souvent, les cas douteux seront résolus à l'aide de faits qu'ils viendront révéler.

Toutefois, il ne faudrait pas demander à l'hérédité, la clef de tous les problèmes, et vouloir trouver dans cet élément, en dehors des infirmités de l'esprit, la justification de tous les méfaits dont il serait censé la cause première.

(1) Ann. méd. psych., 1844, tome III, p. 330 et suiv.,

Lorsque nous traiterons des rapports du crime avec la folie, nous aurons occasion de reprendre ce sujet ; mais nous devons signaler ici l'intérêt de la question, en montrant que de toutes les causes de la folie, la plus directe, la plus commune, celle qui domine toutes les autres, c'est l'hérédité.

Nous n'avons plus, après l'exposé qui précède, qu'un mot à ajouter.

Lorsqu'à l'aide des antécédents personnels et héréditaires, et des symptômes actuels, il sera établi que tel accusé a commis un crime ou un délit en état d'aliénation mentale, on devra forcément conclure à l'irresponsabilité pénale.

Ainsi que nous l'avons démontré, en effet, la folie, non seulement modifie, mais transforme complètement la personnalité du sujet. Le punir, lorsque la raison l'a rendu à lui-même, des actes délictueux qu'il a commis durant sa maladie, ce serait aussi absurde que d'imputer à un homme sain d'esprit le fait d'autrui.

« Si Hamlet ne s'appartient plus, et si alors qu'il n'est plus lui-même, il insulte Laërte. Hamlet n'est point coupable de cette faute — qui donc l'a commise ? Sa démence (1) ».

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

LÉGISLATION ANGLAISE. — En Angleterre, la question de responsabilité pénale de l'aliéné a subi plusieurs variations.

Dans le principe, pour que l'acquittement fut prononcé, il fallait que le juge constatât, que l'aliéné était totalement privé d'intelligence et de mémoire (2). C'était « l'omni intellectu careat » des Romains (3).

On exigea ensuite simplement, qu'il fût dans l'impossibilité, tout en étant doué de quelque intelligence, de distin-

(1) Œuv. *Shæspeare*. Edit. *Laroche*. Drame d'*Hamlet*, acte V, scène II.

(2) *Maudsley*, loc. cit., p. 86.

(3) L. 14 de off. præs. D.

guer, d'une façon générale, le bien du mal, dans aucune circonstance.

Enfin, dans le dernier état du droit, il suffit qu'il eût manqué de discernement dans le cas particulier du crime ou délit qui lui était reproché.

Dans le cas de délire partiel, voici le système imaginé par la loi anglaise : Quand en regardant comme conformes à la réalité les idées délirantes d'un aliéné, il a fait une chose licite : quand, se croyant attaqué, par exemple, il a tué pour se défendre, la loi le déclare irresponsable. Mais s'il a commis un meurtre en dehors du cas de légitime défense, pour se venger d'une simple diffamation ou d'une injure quelconque, alors il s'est rendu coupable de meurtre (1).

« Sur quoi dit, avec beaucoup de raison le juge Ladd, se fonde-t-on pour prétendre qu'un acte inspiré par une idée délirante, a eu en même temps son mobile, dans une détermination de la partie de l'intelligence restée saine » (2)?

En fait, dit Maudsley, c'est le hasard qui décide toujours si un aliéné sera puni ou relaxé.

Il ajoute, qu'en Amérique, le jury a reçu des instructions conformes à cette jurisprudence, et que là aussi, il juge suivant un pouvoir discrétionnaire, et sans règle (3).

Les statuts révisés de l'Etat de New-York déclarent, qu'un acte délictueux accompli par un individu en état d'insanité ne peut être puni (c'est notre article 64).

LÉGISLATION ALLEMANDE. — D'après le code allemand, il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'individu, au temps de l'action, était dans un état d'inconscience ou de maladie d'esprit excluant la libre détermination de sa volonté.

Il en est de même en Autriche. Le code pénal autrichien admet l'irresponsabilité, même lorsque le crime a été commis pendant un intervalle lucide.

LÉGISLATION ITALIENNE. — Le code pénal italien (art. 63) permet d'abaisser la peine de un à trois degrés, lorsque l'infirmité d'esprit ou la contrainte extérieure, a sinon détruit, du moins grandement affaibli la « conscience de l'acte ou la possibilité de résister ».

(1) *Maudsley*, loc. cit., p. 93.

(2) *Ibid.*

(3) P. 99.

DE L'IMBÉCILLITÉ ET DE L'IDIOTIE

L'imbécillité, l'idiotie, est une infirmité congénitale, due à un arrêt de développement du cerveau ; susceptible de se corriger un peu, ou, au contraire, de s'accroître avec le temps, elle ne donne sa mesure exacte, qu'à l'âge de raison ; mais elle est suffisamment appréciable dès les premières années de la vie, car elle est marquée, déjà, par certains symptômes, qui ne se montrent pas dans le simple retard d'une évolution normale.

A l'état rudimentaire des facultés mentales, correspondent : une impotence générale, des difformités de forme et de nature variées qui sont en rapport avec le degré d'infériorité du sujet. Les idiots sont microcéphales ou hydrocéphales : leurs sens sont plus ou moins émoussés ; quelques-uns sont atteints de surdité, de cécité, de strabisme, de paralysie partielle, etc. Les imbéciles sont moins disgraciés physiquement, de même que moralement, ils sont supérieurs à l'idiot.

D'un état à l'autre, il y a, au surplus, une infinité de gradations et de nuances : aucune limite tranchée ne les sépare.

Chez l'imbécile, la pauvreté des idées, l'indigence de l'esprit contraste de bonne heure avec la précocité des mauvais penchants et la prédominance des bas instincts, que l'éducation n'arrive jamais à réfréner entièrement.

Le sens moral, qui est la plus haute expression de la culture intellectuelle, est complètement avorté ; il y a là une sorte d'atavisme, qui semble faire reculer l'individu jusqu'aux premiers âges de l'humanité, et lui enlève tout le bénéfice des progrès accomplis par les générations antérieures. Sous ce rapport, l'imbécile peut être assimilé au sauvage, et l'idiot à la brute ; Laycock les qualifie « d'êtres théroïdes » (*θηρ* bête fauve).

Cependant, si l'instinct animal l'emporte sur l'intelligence en général, certaines facultés sont développées parfois outre mesure.

C'est ainsi qu'on voit des imbéciles jouir d'une mémoire prodigieuse ; d'autres, se font remarquer par des réparties spirituelles, qui, à vrai dire, consistent plutôt en des rappro-

chements de mots bizarres et inconscients, qu'en des effets recherchés et voulus.

Quelques imbéciles, ont une aptitude toute particulière pour les arts mécaniques, et sont capables d'une très grande habileté.

Mais ce qui manque chez tous, c'est la faculté d'associer et de comparer les idées; ils s'assimilent plus ou moins facilement les jugements des autres, seulement, ils sont impuissants à les contrôler.

En réalité, les imbéciles ne sont pas des aliénés : ce ne sont pas des malades, mais bien des infirmes : ils n'ont, d'ordinaire, ni idées délirantes, ni hallucination, beaucoup toutefois, sont épileptiques, et, comme tels, sujets aux impulsions irrésistibles. Au surplus, ils ont tous les vices et tous les défauts : sont vaniteux, menteurs, gourmands et méchants. Le vol, le meurtre, l'incendie, l'attentat aux mœurs sont leurs crimes de prédilection.

L'idiotie est le dernier degré de l'imbécillité : c'est une sorte de démence innée.

« L'homme en démence, est privé des biens dont il jouissait autrefois ; c'est un riche devenu pauvre ; l'idiot a toujours été dans l'infortune et la misère » (1).

L'imbécile est capable de tenir une conversation sur les choses usuelles; chez l'idiot, dans le dernier état de dégradation, le langage articulé est réduit à sa plus simple expression, à des monosyllabes, à des sons gutturaux, à des cris rauques, par lesquels il témoigne sa joie bête, ou, fait éclater sa fureur brutale.

L'idiot ne se fait jamais remarquer, comme l'imbécile, par le moindre talent particulier, sauf, peut être, celui de l'imitation; la ruse, la malice et la méchanceté, sont les traits saillants de son caractère.

Il est fortement enclin au vol, fait le mal pour le mal, allume des incendies, pour le plaisir stupide de voir briller la flamme, et se livre avec le plus grand sang-froid à des actes de cruauté de toute sorte, sur les enfants et sur les animaux.

Nous ne parlerons que pour mémoire, du crétinisme qui n'est

(1) *Esqui.*, loc. cit., tom. II, p. 285.

que l'idiotie compliquée de goître; c'est une infirmité endémique dans certains pays, notamment dans les gorges de montagnes, soustraites à l'influence directe du soleil, sur l'étiologie de laquelle, la science n'est pas encore, d'ailleurs, bien fixée.

Comment résoudre la question de responsabilité pénale, à l'égard de l'imbécile et de l'idiot ?

Pour ce dernier, elle ne se pose même pas: il s'agit d'un être qui n'a plus rien d'humain, et ne saurait relever de la justice; la société a le droit de prendre contre lui, toutes les mesures de préservation nécessaires, et de le mettre dans l'impossibilité de nuire, mais là, se borne l'action publique.

Quant à l'imbécile¹, en dehors de toute complication de folie, il doit répondre dans la mesure de son intelligence, des actes délictueux qu'il commet.

Au contraire de l'aliéné, il a son individualité propre et constante; il ne peut pas, comme lui, invoquer une sorte d'alibi moral, pour se soustraire à l'application du droit commun. Mais il appartient au juge de faire la part de sa faiblesse native, ainsi que de l'éducation dont il est susceptible, et de doser la peine en conséquence.

DE L'ÉPILEPSIE

L'épilepsie est une maladie caractérisée, soit par des accès convulsifs, avec perte complète de connaissance: c'est là la forme banale et classique (1).

Soit par des vertiges passagers, une obnubilation de l'intelligence, vulgairement appelée absence, et différents troubles mal définis de la sensibilité: un homme en train de discourir, s'arrête tout d'un coup, puis, quelques secondes après, reprend la phrase, au point où il l'avait laissée; c'est comme un nuage qui a passé sur son front, et obscurci toutes ses idées; à peine si l'on s'en est aperçu autour de lui.

(1) On l'appelle aussi mal caduc, mal comitial, haut mal, etc.

C'est là la forme dite larvée : quoique très légère en apparence, son pronostic est beaucoup plus grave que celui de la forme convulsive, de même que, comme nous l'avons vu, le délire tranquille, est plus tenace que la fureur maniaque. « Les vertiges tuent l'intelligence plus sûrement que les accès, quoiqu'ils n'aient qu'une durée presque inappréciable » (1). Legrand du Saule a parfaitement décrit le vertige épileptiforme, et a montré qu'il était beaucoup plus fréquent qu'on ne l'imaginait.

Le cerveau des malheureux qui y sont sujets, est pour ainsi dire dans un équilibre instable ; ils sont souvent tourmentés par des sensations vagues, qu'ils ne savent comment interpréter et souvent même par des hallucinations véritables.

Le mal est d'abord latent ; le patient lutte et résiste, il parvient à éloigner les soupçons pour un temps ; les crises se passant le plus souvent la nuit, et pouvant rester ainsi ignorées de l'entourage qui ne sait à quelle cause rapporter certaines bizarreries de caractère, une tristesse inaccoutumée, des mouvements de vivacité ou même d'emportement, etc. Mais tôt ou tard, la folie éclate sous forme de manie ou de lypémanie pour aboutir promptement à la démence.

Bien que les grandes attaques n'altèrent pas autant l'intellect, et n'aient pas une terminaison aussi fatale, elles ne laissent pas que d'exercer sur le moral une influence des plus facheuses.

Très souvent, la folie complique l'épilepsie ; celle-ci n'est alors que secondaire et ne mérite pas, au point de vue qui nous occupe, de mention spéciale.

Mais en dehors d'un état d'aliénation parfaitement caractérisé, l'individu simplement épileptique ne saurait être considéré comme jouissant d'une entière liberté d'esprit.

« Si les épileptiques ne deviennent pas tous fous, dit Esquirol (2), il sont tous excentriques, entêtés, irascibles, en proie à de fréquents accès de fureur qui ont un caractère tout particulier de férocité », c'est surtout après l'accès rarement avant, selon lui, que la fureur éclate.

(1) *Esqui.*, loc. cit., tome II, p. 288.

(2) P. 74 et 286, loc. cit.

Les épileptiques sont, disons-nous, très sujets aux impulsions instinctives.

Gall rapporte le fait d'un épileptique qui, se sentant poussé au meurtre, par une force inconnue se faisait attacher dès qu'il la sentait venir et délier après l'accès.

Legrand du Saule croit que la féroce précoce d'un grand nombre d'enfants, est due à des attaques d'épilepsie nocturne.

On prévoit, d'après ce simple exposé, toutes les difficultés qui peuvent se présenter dans une cause criminelle où l'épilepsie est invoquée à la décharge de l'accusé.

On devra rechercher d'abord les symptômes communs de l'aliénation ; si, rien ne l'indique, on déterminera la forme particulière de l'épilepsie.

Dans le cas d'accès convulsifs, d'*épilepsie proprement dite*, on se rendra compte de la fréquence des accès, des manifestations extérieures qui se produisent dans leur intervalle, etc. ; plus les accès sont rapprochés et multiplés, plus le désordre mental est considérable.

Un crime commis immédiatement avant ou après un accès, échapperait forcément à toute sanction pénale ; il peut rentrer alors dans la catégorie des impulsions instinctives.

Dans l'intervalle des accès, dans une période de calme complet, alors que les facultés paraissent parfaitement intactes, l'irresponsabilité ne serait plus absolue ; mais la peine devrait évidemment être atténuée, à moins qu'il ne s'agit d'un fait délictueux n'impliquant aucune violence tel qu'un faux ou un simple détournement.

Dans le cas de *vertige épileptique*, la question de responsabilité est plus délicate encore.

Les vertiges sont si fugaces, et font si peu d'impression sur l'observateur, que l'on hésitera souvent à affirmer que tel crime n'a été commis qu'à la faveur du trouble de la raison qu'ils ont occasionnée.

Mais, il importe de se rappeler que ces crises en se renouvelant souvent, exercent sur le cerveau une action déprimante, stupéfiante et produisent une sorte de paralysie intellectuelle.

Les facultés psychiques peuvent être momentanément suspendues, par épuisement nerveux ; c'est une espèce de démence passagère de la nature de celle qu'on observe, par exemple, à la suite d'une grande frayeur ou d'un émoi violent quelqu'en

soit la cause, et qui a été qualifiée de « stupidité » par certains aliénistes.

S'il résultait de l'étude attentive des circonstances au milieu desquelles un acte criminel a été accompli, que l'accusé était dans l'état de stupeur en question, on ne pourrait en conscience le lui imputer.

La plupart des auteurs rapportent un arrêt de cass. du 8 frim. an XIII, qui dans une affaire où il s'agissait d'un meurtre commis par un militaire pendant un accès d'épilepsie, lequel avait été condamné par un conseil de guerre, déclare : « qu'il résultait du jugement que le prévenu était dans le moment de l'homicide, atteint d'une maladie qui lui avait causé des accès de rage et de fureur qui n'étaient pas naturels, et qu'en conséquence, le prévenu aurait dû être acquitté ».

En résumé, l'épileptique criminel doit être déclaré irresponsable en tant qu'aliéné; mais en dehors de tout symptôme de folie, l'épilepsie ne pourrait être considérée que comme une circonstance atténuante, et encore dans le seul cas de crimes ou de délits marqués au coin de la violence ou de la bestialité.

DE L'HYSTÉRIE

L'hystérie est une névrose très commune chez la femme, assez rare chez l'homme, dont les manifestations varient à l'infini suivant les sujets, ou chez la même personne, suivant les influences les plus diverses; se traduisant, tantôt par une vague névropathie, d'autres fois, par des troubles mentaux voisins de la folie, souvent, enfin, par des crises convulsives avec ou sans délire.

Ce qui la caractérise en général, c'est le contraste bizarre chez le même individu, entre les idées et les émotions les plus contraires, les troubles sensitifs et moteurs les plus opposés, la persistance invincible et la mobilité extraordinaire des phénomènes.

L'hystérie, dans sa forme bénigne, n'est qu'un nervosisme exagéré, qui se révèle par l'irritabilité de l'humeur, une sensibilité malade, la versatilité des idées, le caprice des désirs, et l'extravagance de la conduite.

La femme hystérique, au milieu de toutes ces sensations si multipliées et si changeantes, ne sait où se prendre, et s'abandonne, tour à tour, à des mouvements de joie désordonnée, de désespoir et de colère : puis, ne pouvant indiquer les mobiles qui la font agir, elle invente toutes les causes imaginables, raconte, avec les détails les plus circonstanciés, des faits qui n'ont jamais eu la moindre réalité ; se pose en victime, portant contre tel ou tel les accusations les plus graves, ou s'accusant de crimes qu'elle n'a pas commis, et nommant ses complices : trompant tout le monde, parce qu'elle est dupe d'elle-même.

La vanité, l'ostentation et la duplicité marquent toutes ses actions de leur empreinte.

Tous ces troubles moraux sont souvent compliqués de troubles de la sensibilité spéciale ou générale, et de la motilité : anesthésie ou hyperesthésie, paralysie ou contracture, qui se montrent subitement et peuvent disparaître de même, après avoir persisté quelquefois très longtemps.

Et de même que les contractures musculaires, peuvent, en se généralisant, donner lieu à de véritables accès, qualifiés hystéro-épilepsie : de même le trouble mental peut aboutir à la folie complète.

Pendant l'accès convulsif, on peut observer un délire passager, se rapprochant de la manie, ainsi que des impulsions instinctives ; mais celles-ci n'ont pas la brutalité des impulsions de l'épilepsie ordinaire ; les crises hystériques offrent d'ailleurs un pronostic bien moins grave que cette dernière maladie.

Comme le fait observer Charcot, l'hystéro-épileptique conserve telles quelles, ses facultés originelles ; l'épileptique, au contraire, voit tous les jours décliner les siennes (1).

Mais laissons de côté l'hystérie convulsive, et revenons aux manifestations purement psychiques de cette étrange maladie.

Elles sont si nombreuses, et parfois si extraordinaires, qu'elles déjouent toutes les prévisions, et déconcertent l'imagination la plus féconde.

La plupart des épidémies de démonomanie relatées plus haut, avaient toutes l'hystérie pour fond commun.

(1) Charcot cité par Dagonet, loc. cit., p. 521.

C'est elle, qui nous donne la clef de tous ces faits « miraculeux », de ces apparitions « surnaturelles », de ces guérisons « providentielles », qui, de tout temps, ont enflammé le zèle des croyants de toute religion, et ont fait jadis, le succès des Sybilles et des Pythonisses, comme, de nos jours, la célébrité des Cagliostro et des Mesmer.

C'est à l'hystérie, que se rattachent, en particulier, l'extase et l'illuminisme.

L'extatique comme l'illuminé, a des hallucinations, mais il s'absorbe dans la contemplation et la jouissance béate qu'elles lui procurent, tandis que l'illuminé a la foi qui agit, et qui fait le prophète et l'apôtre.

C'est de l'hystérie, enfin, que relèvent tous les faits d'hypnotisme, de somnambulisme, et de magnétisme, terrain éminemment fertile, mine inépuisable, que les savants ont tant de peine à arracher aux amateurs de merveilleux, et aux exploitteurs de la crédulité publique.

Ne pouvant passer en revue les mille formes de l'hystérie, et déterminer pour chacune la question de responsabilité pénale, nous nous bornerons à déclarer : qu'en dehors de certaines variétés qui demandent une mention spéciale, un crime ou délit commis par une personne notoirement hystérique, ne doit rester totalement impuni, qu'autant qu'elle aura donné des preuves de véritable aliénation.

Les hystériques, ont une tendance marquée à se laisser aller à toutes les tentations, à toutes les impulsions ; l'idée de résister ne leur vient même pas à l'esprit ; elles cèdent au moindre caprice de leur imagination, et se croient tout permis ; il suffit souvent d'une bonne direction, d'une discipline sévère pour les faire rentrer dans l'ordre.

Une femme est prise, nous le supposons, d'attaque convulsive ; le médecin arrive et lui ordonne de cesser ses mouvements désordonnés : souvent le spasme s'éteint aussitôt.

Si l'on peut ainsi commander aux muscles, on conçoit qu'une sage répression puisse ramener le calme dans les idées, faire taire les mauvaises pensées, et même étouffer des desseins criminels.

L'hystérie à elle seule, ne constitue donc pas une cause d'irresponsabilité ; mais elle devra le plus souvent être admise comme circonstance atténuante, la peine n'intervenant qu'à titre de correction.

.

DES RÊVES ET DU SOMNAMBULISME. — Lorsque le fonctionnement intellectuel, au lieu de s'interrompre dans toute la masse cérébrale, pendant le sommeil, continue dans telle ou telle région, sous une influence quelconque, il se produit, alors, un phénomène appelé « rêve ».

Le « *conscium commune* » se trouvant ainsi privé des relations qui s'établissent durant la veille entre les différents centres psychiques, est nécessairement modifié : une idée naît en un point, et se poursuit dans telle direction, souvent avec une puissance et un éclat inaccoutumés, mais aucune autre ne se rencontrant pour la rectifier, l'amender, elle peut atteindre vite les limites de l'absurde ; de là les incohérences et les bizarreries des rêves qui, le plus souvent, s'évanouissent sans laisser de traces, mais quelquefois se révèlent au dehors par des actes qui constituent « le somnambulisme ».

Comme Cullen l'avait déjà fait observer, il y a les plus grandes analogies entre le rêve et la folie.

Le rêve, en effet, fait naître des idées délirantes, des illusions, des hallucinations semblables à celles de la folie, et que l'on peut, grâce à la mémoire, reconstituer plus ou moins au réveil, de même que l'aliéné, dans un intervalle lucide, vient à se remémorer son délire.

Ce ne sont pas toujours, les pensées qui ont absorbé l'esprit pendant la veille, que le rêve reproduit le plus volontiers ; dans tous les cas, elles s'imposent alors à l'imagination, avec une ténacité toute particulière, la conduisent à travers des routes inexplorées, au but le plus éloigné et le plus imprévu, ne s'arrêtant devant aucun obstacle.

Mais souvent, des souvenirs depuis longtemps effacés se ravivent ; des sentiments, en opposition complète avec le caractère, le tempérament, l'éducation du sujet, des conceptions fantastiques, des projets ridicules ou odieux qui n'auraient jamais germé le jour, se développent sous l'influence du sommeil imparfait, et se poursuivent avec plus de force, que ne le ferait la réalité.

On voit des personnes d'une moralité parfaite, faire des rêves immoraux dont elles s'inquiètent au réveil, et qu'elles se reprochent amèrement, de même qu'on voit des aliénés, tenir des propos obscènes, étaler les vices les plus cyniques, alors qu'avant de perdre la raison, ils n'étaient pas même capables de concevoir des pensées déshonnêtes.

Il s'opère donc dans le rêve, une transformation de la personnalité, semblable à celle que produit l'aliénation mentale.

Aussi, lorsque, sous l'impression, non de simples troubles du sommeil, mais de causes entièrement pathologiques, le rêve entre, pour ainsi dire, en action et se traduit par des faits délicieux, faut-il apprécier ceux-ci comme s'ils émanaient d'un aliéné.

Et cependant, suivant Fodéré (1), « un homme qui aurait fait une mauvaise action, pendant son sommeil, ne serait pas tout à fait excusable, puisque, d'après le plus grand nombre des observateurs, il n'aurait fait qu'exécuter les projets dont il s'était occupé durant la veille. »

Cette doctrine, empruntée à un empereur romain, ne peut soutenir l'examen : d'une part, elle repose sur un fait qui est loin d'être exact, le somnambule, comme nous venons de le dire, se livrant très souvent à des actes, auxquels il n'a jamais pensé pendant la veille, et, d'autre part, lors même que l'idée du crime lui fut venue à ce moment, et qu'il eut formé la résolution de le commettre, il suffit qu'il l'ait accompli sous l'influence du rêve, pour qu'il échappe à toute répression.

L'intention à elle seule, en effet, ne constitue pas le crime : or, l'exécution est ici le fait d'une autre personnalité, puisque chez le somnambule la raison a cessé d'agir, quoi qu'en prétende, encore, Fodéré qui a osé écrire ces mots : « loin de considérer les actes du somnambule comme un délire, je les regarde comme les plus indépendants qui puissent être, de la vie humaine... Je vois le somnambulisme, comme un creuset dans lequel la pensée et l'intention se sont absolument séparées de leur gangue.... la matière » (2).

La plupart des jurisconsultes, en cela fidèles observateurs de l'ancien droit, reconnaissent l'irresponsabilité pénale du somnambule.

« Il faut établir, en principe, dit Chauveau (3), que les somnambules ne sont pas responsables des actes qu'ils ont commis dans le sommeil ».

(1) Traité de médecine-lég. et d'hygiène publ., tom. I^{er}, 2^e édit., p. 259.

(2) Loc. cit.

(3) Loc. cit.; p. 231.

Seulement il ajoute, à tort, selon nous, que ce n'est pas par une assimilation que la loi ne permet pas, du somnambulisme à la démence, — nous ne voyons pas en quoi, elle l'interdit — mais, par simple doute sur la culpabilité (1).

On devra, dans ces questions, se tenir en garde contre la simulation et les supercheries de toutes sortes.

Très exceptionnellement, jamais, on peut le dire, le somnambulisme n'existe comme trouble nerveux isolé; le plus souvent, il se rattache à l'hystérie dont on trouvera d'autres manifestations.

Dans quelques cas, on pourra à l'aide de l'expérimentation, provoquer très facilement l'hypnotisme chez le somnambule, et déterminer alors les différentes modalités de son système nerveux.

Les expériences de Charcot à la Salpêtrière, de Dumontpallier à la Pitié, renouvelées de Braid, ont enfin fait pénétrer la science, dans les obscurs dédales du magnétisme.

Au moyen d'un excitant quelconque: électricité, lumière, son, souffle, etc., ces savants font apparaître chez l'hystéro-épileptique des symptômes de contracture, de catalepsie, dont ils limitent à leur gré l'étendue et la durée; de même, ils produisent à volonté, une sorte d'état cataleptique du cerveau, qui leur permet d'imprimer à l'esprit certaines directions, et de commander pour ainsi dire à la pensée.

Il leur suffit, par exemple, de faire prendre à l'hypnotisée, les différentes attitudes, en rapport avec tels ou tels sentiments: la joie, le chagrin, etc., pour qu'immédiatement, par une sorte de réflexe, elle les exprime avec force.

On prévoit, jusqu'à quel point, un tel sujet pourrait, dans des mains criminelles, servir d'instrument redoutable.

L'Etat cérébral, décrit par tous les auteurs, sous le nom « d'Etat intermédiaire, à la veille et au sommeil », rentre dans le somnambulisme.

Un crime, commis dans cette période, sous l'influence d'illusions ou d'hallucinations, échappe à toute responsabilité.

(1) Voir dans le sens de l'irresponsabilité du Sonnamb., l'arrêt de la cour d'appel de Paris, du 26 janv. 1881 (*Journal le Droit*, 27 janv.).

CAS DE DÉDOUBLEMENT DE LA PERSONNALITÉ. — Il nous reste à relater une manifestation très intéressante de l'hystérie, à laquelle les observateurs ont donné le nom de « doublement de la vie ou, dédoublement de la personnalité ».

Tel est le cas de Louise Lateau, la stigmatisée de Bois d'Haine (Hainaut), novice de l'ordre de St-François de Sales (1), et surtout celui de Félicité X., dont voici l'histoire (2).

Cette jeune fille, était sujette à des crises d'hystéro-épilepsie, à la suite desquelles un changement complet s'opérait subitement dans son état mental, comme si elle revêtait tout d'un coup un nouveau personnage.

Dans sa condition seconde, dit le docteur Azam, comme dans sa condition première, qui est l'état normal, ses facultés intellectuelles et morales, bien que différentes, sont incontestablement entières.

Elle présente, cependant, cette particularité, que, durant son état normal, elle ne se rappelle pas, ce qu'elle a été, et ce qu'elle a fait dans sa condition seconde (3), tandis, qu'au contraire, pendant cette dernière période, sa mémoire est parfaitement intacte, et lui retrace tout le passé.

Enfin, il est à noter, que, contrairement à ce qui a lieu d'ordinaire, Félicité X., en changeant de caractère, devenait meilleure, plus gaie et plus aimante.

Le docteur Azam, s'est demandé si Félicité X., serait responsable d'un délit qu'elle viendrait à commettre, dans l'un de ces deux états : « si elle n'est pas aliénée, dit-il, elle ne peut pas, néanmoins, être considérée comme « compos mentis ».

Avec de semblables données, il est assez difficile de fournir une solution qui comprenne tous les cas ; mais, nous pensons qu'aucun juge n'oserait la condamner, pendant la condition première, pour un acte délictueux, commis pendant la condition seconde, ou inversement, puisque la personne n'est plus la même dans les deux cas, et que l'application de la peine devrait être strictement limitée à la durée de la période, pendant laquelle elle aurait délinqué.

(1) *Revue scient.*, 10 août 1875.

(2) *Revue scient.*, 10 mai 1876.

(3) Aussi, a-t-il donné à cet état, le nom d'amnésie périodique.

Huxley rapporte l'histoire d'un sergent de l'armée française, qui, à la suite d'une blessure reçue au crâne, à la bataille de Bazeilles, présentait, aussi, des phénomènes de dédoublement de la personnalité.

Pendant vingt-sept jours environ, par mois, il vivait comme tout le monde, avait une conduite régulière, puis, soudain, il entrait dans sa période anormale, et se comportait, dès lors, comme un véritable aliéné, toute conscience semblant absente.

« Pendant sa vie normale, il est honnête et plein de bons sentiments, dans son état anormal, c'est un voleur invétéré (1) ».

Un tel homme ne pourrait pas être rendu responsable de ses actes, durant cette période, ou il est vraiment aliéné; mais, qui oserait affirmer qu'un délit commis par lui, dans ce court intervalle lucide, de vingt-sept jours, n'est pas dû à un accès insolite de manie transitoire.

Le doute bien permis dans un cas aussi étrange, devrait s'interpréter, plus que jamais, en faveur de l'accusé.

DE L'ALCOOLISME

De toutes les causes de l'aliénation mentale, la plus commune est certainement l'alcoolisme.

A ce titre seul, il mériterait une mention spéciale, mais il doit être considéré, encore, à deux autres points de vue: en lui-même, c'est-à-dire en tant que produisant des troubles mentaux, qui constituent une forme particulière de folie, tantôt transitoire, tantôt chronique; et quelquefois, non plus comme cause, mais comme effet et symptôme spécial d'aliénation mentale.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps au cas où l'aliénation mentale provenant d'abus invétérés de boisson est un état confirmé.

L'alcoolisme, peut donner naissance à toutes les formes:

(1) *Revue scient.*, 24 octobre 1874.

manie, lypémanie, paralysie générale et démence; mais, dans tous les cas, aux symptômes propres à chacun, s'ajoutent des signes particuliers, qui trahissent l'origine de la maladie.

Lors même que l'alcoolisme serait la cause évidente et unique de l'une quelconque de ces formes, nous ne saurions admettre, pas plus ici qu'ailleurs, la théorie d'Heinroth, car, la loi qui déclare l'aliéné irresponsable, ne s'occupe nullement des causes, et n'exige que la simple constatation du fait.

DÉLIRIUM TREMENS. — L'irresponsabilité n'est pas davantage en question, quand l'ivrognerie habituelle a entraîné le « *délirium tremens* ».

Alors, aux troubles de la motilité, de la sensibilité qui se traduisent : par un tremblement des mains caractéristique, des crampes dans les mollets, secousses électriques, convulsions épileptiformes, douleurs dans les membres, etc., se joignent des troubles intellectuels également pathognomoniques : illusions de la vue qui font paraître les images comme animées de mouvements d'allongement et de raccourcissement, hallucinations particulières, sous forme de petits animaux qui courent, sautent, dans tous les points de l'appartement, sous forme de flammes, d'étincelles, etc.; enfin, des idées délirantes, de persécution : sorte de lypémanie panophobique.

Les idées gaies et ambitieuses sont très exceptionnelles dans l'alcoolisme chronique; elles se montrent, cependant, dans la manie congestive alcoolique, qui peut faire croire alors à la paralysie générale, dont elle diffère par sa curabilité et par les symptômes qui viennent d'être signalés.

Le « *délirium tremens* » est une lypémanie, sur le fond de laquelle tranchent, par instant, des accès de manie aiguë, des impulsions irrésistibles.

Comme telle, bien que cette maladie puisse offrir de nombreuses rémissions, elle ne comporte pas d'intervalles lucides véritables, et à moins de guérison complète, elle entraîne l'irresponsabilité absolue (1).

(1) Voir *Br. de Boismont*, ann. médic. psych., 1852, tome IV, p. 380, et *A. Voisin*, 1864, tome III, p. 13 et suiv.

DIPSOMANIE. — L'alcoolisme, est quelquefois l'effet de l'aliénation mentale, un symptôme particulier, qui prédomine sur tous les autres, au point que souvent il paraît être seul.

Il se manifeste par une envie irrésistible de boire; le Dr Bruhl-Cramer a montré la fréquence de ce penchant maladif, à certaines époques de la vie, par exemple, chez la femme, lors de la ménopause, et son origine souvent héréditaire.

Hufeland, l'a désigné sous le nom de dipsomanie; mais nous ne saurions trop y insister : cette impulsion instinctive de nature spéciale, ne constitue pas à elle seule l'aliénation mentale; pour pouvoir affirmer l'existence de cette dernière maladie, il faut produire d'autres symptômes, autrement tous les ivrognes devraient être considérés comme aliénés.

Nous avons hâte d'arriver au seul point qui soit réellement controversable, aux accès d'alcoolisme aigu, aux faits d'ivresse proprement dite.

IVRESSE. — La doctrine et la jurisprudence ne sont pas complètement d'accord, au sujet de la question d'irresponsabilité qu'elle soulève.

Bertauld, dit que « lorsque l'état d'ivresse a été assez prononcé pour éteindre toute conscience et toute volonté, il s'agit alors d'une démente momentanée, et les conséquences doivent être les mêmes, car on ne doit pas s'attacher aux causes de la démente; et cela lors même que l'ivresse aurait été précédée de la pensée du crime, car il ne suffit pas de la préméditation, il faut que la volonté criminelle soit contemporaine au crime et ait présidé à son accomplissement » (1).

Supposons, qu'un individu se soit volontairement enivré, et qu'il ait alors commis un crime. Ortolan fait dans cette hypothèse une sous-distinction: si l'ivresse a été recherchée, comme moyen de perpétration du crime, il ne met pas, en doute, la responsabilité (2).

Il est vrai, que l'intention, comme le dit Bertauld, doit persister jusqu'au crime, mais comment croire que l'homme

(1) Loc. cit., p. 354.

(2) Loc. cit.

qui l'a prémédité, ne soit, lorsqu'il l'exécute, en état d'ivresse, que l'instrument inconscient de ses desseins antérieurs?

Par quelle étrange coïncidence, un acte projeté en pleine lumière de la raison, est-il accompli dans les ténèbres épaisses où l'ivresse l'a plongée?

Pour qu'il en soit ainsi, ne faut-il pas que la pensée du crime ait persisté jusqu'au bout, que le but à atteindre ait été incessamment poursuivi, et n'ait pas été perdu de vue un seul instant, durant la période où par degrés insensibles, l'état mental s'est obscurci?...

La première idée qui se présente, c'est que l'ivresse n'était pas complète; comment, en effet, prouver le contraire: comment démontrer que le sens moral a été entièrement aboli?

A quel moment, la raison est-elle encore suffisamment clairvoyante? A quel autre est-elle aveugle?

On sera toujours en droit de soutenir, que tant que l'homme ivre a pu agir, il a pu comprendre, raisonner, et résister à l'impulsion.

On objectera, que de mauvaises pensées nées autrefois, peuvent se reproduire dans le rêve, dans la folie, d'une façon inconsciente, que cependant l'homme endormi, l'aliéné n'en répondent pas; qu'il doit en être de même de l'homme ivre, mais encore, faudrait-il prouver tout au moins qu'il s'agit de folie transitoire: or, les symptômes de l'ivresse sont des plus fugaces; après comme avant, rien ne peut servir de point de repaire pour juger de l'état mental.

Il est donc bien difficile d'assimiler l'hypothèse où nous nous plaçons, d'un homme qui se sert de l'alcool, comme d'un adjuvant, nous dirions presque comme d'un complice, au cas d'un aliéné

Ne devient pas fou qui veut: l'ivresse, au contraire, est à la portée de tout le monde; et ne serait-ce pas encourager puissamment les criminels à recourir à ce moyen, donner, comme on l'a dit, une prime à la débauche, que de proclamer l'irresponsabilité absolue de celui qui a accompli en état d'ivresse un crime prémédité.

Certains moralistes voient dans ce fait une cause d'aggravation; on pourrait dire, en effet, depuis la loi qui punit l'ivresse, que c'est un délit ajouté à un autre; mais il serait

injuste, de ne pas tenir compte dans l'appréciation de la culpabilité, de l'amoindrissement des facultés morales occasionné par l'alcoolisme.

Sous cette influence, le cerveau ne fonctionne plus de même qu'auparavant; que l'effet, ait été recherché ou non, un élément étranger entrave le jeu normal des idées: les conséquences de l'acte ont pu être voilées aux yeux de l'homme ivre, l'entraînement au mal a été plus facile; ce sont là des considérations qui doivent faire atténuer la peine plutôt que l'aggraver comme le voulait l'ordonnance de François I^{er}, de 1536.

Comme conclusion, nous dirons que, tout en reconnaissant les dangers sociaux qu'il y aurait à vouloir confondre l'ivresse avec la folie, et les nombreuses difficultés de la preuve à établir, nous nous verrions obligés de lui attribuer les mêmes effets, au point de vue, de l'irresponsabilité, si cette preuve était rigoureusement fournie, car, dans certains cas, le trouble mental qui en résulte peut, de tous points, être assimilé à un accès de manie aigüe.

Lorsque l'ivresse, a été non plus voulue comme moyen d'aider au crime, mais la cause occasionnelle et déterminante de ce crime, qu'elle fût le fait de l'individu lui-même, ou qu'elle provint d'un accident, comme de l'absorption inconsciente de substances spiritueuses quelconques, la preuve de la folie sera plus facilement acceptable, mais encore devons-nous en indiquer scrupuleusement tous les symptômes.

Nous avons donné l'appréciation de Bertauld sur l'ivresse en général. Chauveau et Faustin Hélie sont moins explicites; ils admettent, il est vrai, l'irresponsabilité, qu'il s'agisse d'un fait passager, ou habituel, d'un « ebrius » ou d'un « ebriosus »; mais en donnant l'ivresse comme cause générale ou innommée de non culpabilité, et non pas en vertu de l'art. 64:

« La démente n'est pas une expression, disent-ils (1), qui puisse envelopper toutes les aberrations de l'esprit ».

Soit! cependant, lorsque ces aberrations revêtent le caractère de la folie, le doute ne nous semble pas possible.

Blanche, dit de même que rien n'empêche le juge, de trouver dans l'ivresse une circonstance qui exclue l'intention crimi-

(1) Loc. cit., p. 242.

nelle, laquelle est nécessaire pour constituer le crime ou le délit (1).

Cela est certain, mais nous ne voyons pas, pourquoi, lorsque le délire alcoolique est porté à son paroxysme, il serait interdit de le faire rentrer dans les cas généraux de démence prévus par l'art. 64.

La jurisprudence a jugé spécialement le contraire (2), et par de nombreux arrêts, elle a rejeté l'ivresse comme cause d'irresponsabilité sous prétexte qu'elle ne saurait constituer une excuse (3); nous nous bornerons à observer avec Blanche, que le nombre des excuses étant limité strictement par la loi, et l'ivresse n'y étant pas comprise, la question n'est pas discutable sous ce rapport.

Ce que nous avons dit de l'alcool s'applique à toute substance produisant des effets analogues, par exemple, au haschich (4).

Dans les affaires criminelles de la juridiction algérienne, on rencontre quelquefois cette espèce particulière d'ivresse.

Un jugement du Tribunal criminel de Constantine, du 20 juillet 1850, accorde le bénéfice des circonstances atténuantes, à un arabe qui avait commis un meurtre sous l'influence du haschich.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE. — Dans la plupart des législations allemandes, en Prusse, en Bavière, l'ivresse est une cause d'atténuation. — En Autriche, la responsabilité disparaît même entièrement, si l'ivresse a été complète, et non recherchée dans le but de commettre un crime.

Fodéré dit que Marie Thérèse, dans ses « Constitutions criminelles », déclare les personnes ivres incapables de délit.

En Angleterre et en Amérique, l'ivresse est plutôt une cause aggravante.

(1) Elem. prat. sur le Cod. Pén., Paris, 1864, art. 64 et 65.

(2) Arr. de cass. du 1^{er} juin 1843.

(3) Arrêt du 23 avril 1824. — Arr. du 18 mai 1825, etc., etc.

(4) D'après Sylvestre de Sacy, le mot assassin dériverait de *haschischin* (mangeurs de haschich), nom qui avait été donné aux Ismaéliens, parce qu'ils faisaient usage de cette substance. Ces fanatiques ivres de haschich, au moindre signe du maître, « le vieux de la Montagne » frappaient de leur poignard tous ceux qu'il avait condamnés (XI^e siècle).

Le code Wurtembergeois distingue l'homme ivre de l'ivrogne « plein d'indulgence pour le premier, dit Legrand du Saule, il est sans pitié pour le second ».

La loi de Georgie, admet l'ivresse comme excuse, dans le cas seulement où elle a été occasionnée par les artifices d'un tiers.

CRIME ET FOLIE

Le tableau que nous avons essayé de tracer, des différents états mentaux se confondant presque avec la folie, ou s'en rapprochant sous quelques aspects, ne serait pas complet, si nous ne traitions en quelques mots des Passions

DES PASSIONS. — Les passions, sont des causes fréquentes de folie: mais considérées en elles-mêmes, alors que limitées à certains objets, elles ne font qu'apporter aux fonctions psychiques un trouble momentané, doivent-elles, en matière de criminalité, être interprétées comme elle, et conférer l'immunité absolue au délinquant ?

En d'autres termes: la passion portée à son paroxysme, doit-elle être assimilée à une folie transitoire ?

Les passions, a dit Esquirol, rééditant le mot d'Horace (1), sont de véritables folies, car elles absorbent toutes les pensées de l'individu (2).

Ce caractère ne nous paraît certes pas suffisant, pour permettre une telle assimilation.

Si dans certaines formes d'aliénation, comme la lypémanie, l'esprit peut être, avec une force invincible, concentré sur un objet unique, est-on autorisé à appliquer le mot de folie à toutes les situations, dans lesquelles toutes les pensées seront

(1) *Ira brevis furor*, livre I^{er}. *Epist* II.

(2) *Esqui*, tome I^{er}, p. 484.

absorbées en une seule, toutes les facultés comme en suspens devant la même image.

Lorsque, chez le savant, l'artiste, tous les efforts de l'imagination, toute la puissance intellectuelle, sont portés sur un seul point, par exemple : un problème à résoudre, une idée musicale à créer, alors, que ni les bruits du dehors, ni les choses d'alentour, n'impressionnent plus ses sens, dira-t-on qu'il est en proie à un accès de folie ?

Où s'arrêter, désormais, dans cette voie d'assimilation à outrance ? Quel est l'homme qui, à ce compte, ne serait déclaré fou, au moins une fois par jour ?

Il y a certainement dans le désordre des idées et des sentiments qu'occasionne la passion, et jusque dans les actes qu'elle détermine, des analogies avec ce qui se passe dans la folie ; mais, l'une est l'exaltation extrême d'un phénomène normal, tandis que l'autre, est une déviation pathologique ; la première est très souvent compatible avec la raison, la seconde en est toujours la négation.

Lélut, a prétendu, que les gens irritables et nerveux passaient insensiblement, par l'effet du trouble des passions, de la raison à la folie, et que la ligne de démarcation était impossible à établir. C'est là une grave erreur.

Il en est de cette maladie, comme de toutes les autres :

La congestion, par exemple, aboutit à l'inflammation, par degrés insensibles, et cependant, ces deux états diffèrent essentiellement.

Lorsque nous parlons de la folie, nous entendons une entité parfaitement déterminée ; nous ne nous arrêtons pas aux gradations intermédiaires, qui seront ultérieurement franchies, comme elles pourront ne pas l'être.

Au point de vue médico-légal où nous nous plaçons, les limites doivent être nettement tracées ; et de ce que les passions désordonnées peuvent conduire à la folie, nous ne sommes pas obligés de les confondre avec elle.

Comme le fait observer Falret, on peut d'ailleurs indiquer quelques différences.

Dans la passion, dit-il, il y a une cause réelle prise dans le monde extérieur : dans la folie, la cause actuelle est le plus souvent dans les phénomènes internes.

Dans la passion, le trouble est limité à un objet, ce qui n'a pas lieu dans la folie, même dans la monomanie.

Dans la passion, il y a exagération des sentiments normaux et des dispositions natives, tandis que dans la folie, il y a toujours opposition de phénomènes nouveaux.

Au cas d'aliénation, on verra, par exemple, des idées érotiques, survenir chez des personnes pieuses;... donc il n'y a pas transformation d'une passion en monomanie (1).

Le trouble profond, le délire si l'on veut, que produit la passion, existe très souvent; mais comment l'apprécier?

Aucun criterium ne permet de juger, si l'homme, qui, par faiblesse ou par ardeur de tempérament, se laisse entraîner par la passion, a perdu tout empire sur lui-même, jusqu'à quel point, et jusqu'à quel moment, ses idées sont restées lucides, et son jugement sain.

Il est difficile de dire dans quelle mesure il a pu résister, ignorant que l'on est, de la force qui le poussait; tant d'autres éléments sont d'ailleurs inconnus!

Selon Broussais, les passions doivent leur puissance sur la volonté, à la part qu'y prennent les viscères (2).

Cela est vrai en partie, mais la volonté est susceptible de se fortifier quelquefois, en raison même des assauts qui lui sont livrés.

L'expérience apprend, tous les jours, à l'homme, qu'il a tort de s'abandonner à la violence de ses passions; s'il se montre rebelle aux enseignements de la nature, celle-ci trouvera mille moyens de prendre sa revanche; s'il transgresse aussi les lois sociales, la société n'a-t-elle pas également droit à une sanction?

Tous les auteurs sont unanimes à cet égard.

« En assimilant, dit Chauveau, les passions à l'aliénation mentale, on justifie l'immoralité, et on la place sur la même ligne que le malheur » (3).

Cette réflexion, très judicieuse, est suivie d'une citation, dont il approuve les termes, dans laquelle nous voyons : que le trouble mental, produit par l'effet d'une grande douleur, ou d'une grande surprise est assimilé à la passion; or, il s'agit

(1) Des malad. ment., loc. cit

(2) Loc. cit., tom. II, p. 171.

(3) Loc. cit., p. 225.

là d'un désordre bien différent, non d'une exaltation, mais d'une dépression mentale, pouvant aboutir à cette forme d'aliénation, décrite sous le nom de « stupidité » et qui implique forcément l'irresponsabilité absolue (1). Il suffit de signaler cette méprise, pour en faire justice.

Chauveau pense au surplus, que les passions ne sont pas une cause de justification, mais qu'elles peuvent simplement faire atténuer la peine.

Bertauld, repousse aussi toute analogie, entre les passions et la folie.

« Bien qu'une violente passion finisse par enlever à l'esprit, toute espèce d'empire sur lui-même, elle ne l'affranchit pas de la responsabilité de ses actes, parce qu'il a eu le tort de ne pas les réprimer lorsqu'il était temps encore » (2).

Enfin, Oriolan dit avec raison, que les passions rentrent dans l'appréciation des nuances diverses de la culpabilité individuelle, au même titre que l'ignorance et les vices de l'éducation (3).

Mais il ajoute, que le juge doit distinguer les bonnes et les mauvaises passions, et n'adoucir la peine, que lorsque le crime ou le délit est la conséquence d'une passion louable.

Cette distinction est souvent difficile à faire, et semblera quelquefois bien arbitraire.

L'homme qui venge son honneur outragé, cède évidemment à une noble passion : le juge devra tenir compte du trouble moral, que tel événement, telle injure grave a pu produire en lui, pour apprécier dans quelle limite il a usé du droit de se défendre ; dans certains cas déterminés, la loi a créé des excuses (4).

Cependant, dans la lutte violente des sentiments et des instincts, comment faire la part exacte du bon et du mauvais ?

Soit, par exemple, un meurtre commis par un amant sur sa maîtresse, sous l'empire de la jalousie. Est-ce l'amour ou la haine qui a frappé ?

(1) *Chauveau*, *ibid.*

(2) *Loc. cit.*, p. 350.

(3) *Loc. cit.*

(4) V. art. 324 et 325, C. Pén.

« La jalousie, c'est deux passions dans une, c'est l'amour et la haine tellement confondues dans une horrible lutte, qu'on ne sait pas si c'est l'amour ou la haine qui frappe, et que chacune des deux passions se multipliant par l'autre, il en résulte une force d'entraînement tellement délirante, que l'homme hait ce qu'il adore, et adore ce qu'il tue » (1).

Il est donc impossible de poser en cette matière, une règle absolue, mais nous n'hésitons pas à déclarer qu'une passion, si violente qu'elle soit, si honorable qu'elle paraisse, ne doit pas être regardée comme occasionnant, par elle seule, un accès de folie; le mot passion n'ayant aucun sens défini, ce serait vouloir innocenter tous les crimes, et favoriser leur extension, que de lui attribuer les mêmes effets qu'à l'aliénation mentale.

Un arrêt de la cour d'Orléans, du 25 août 1840, a d'ailleurs décidé, que l'exaltation ou le désordre moral, causé par la jalousie, la colère ou toute autre passion violente, ne constitue pas la démence.

Nous n'avons à nous occuper ici du crime, qu'en tant qu'il est le résultat d'un accès de folie, mais nous n'irions pas jusqu'au bout de notre tâche, si nous n'indiquions, dans un parallèle rapide, les analogies et les dissemblances qui existent entre l'aliéné et le criminel.

Disons tout d'abord, que la justice condamne quelquefois pour crime ou délit, des individus qui étaient vraisemblablement aliénés au moment où il a été commis, mais dont l'état mental ne se décèle, qu'un temps plus ou moins long après le jugement.

Ainsi, Baillarger nous apprend, que sur un nombre donné de prisonniers, il y a plus d'aliénés que sur un même nombre de gens honnêtes; il dit que la folie aurait été méconnue le plus souvent, à l'époque de la condamnation (2).

D'après Ferrus « la plupart des cas de folie observés dans les prisons, seraient antérieurs au jugement; et parmi les prisonniers, il y aurait un grand nombre d'imbéciles, d'idiots et d'épileptiques » (3).

(1) Discours sur l'abolition de la peine de mort, 1837, *Lamartine*.

(2) Ann. méd. psych., 1844, tome 4, p. 74.

(3) Ibid., 1857, tome 3, p. 29.

Morel exprime la même idée : « Un grand nombre d'individus sont mis en jugement, pour des crimes commis dans la période d'incubation de la folie (1).

L'incubation c'est déjà la maladie, mais encore à l'état latent.

Dans la prison de Perth, suivant le docteur Bruce-Thomson, il y avait, en 1868, 1 fou sur 140 détenus, tandis que dans la population saine, la proportion n'était, à cette époque, en Angleterre, que de 1 sur 411 habitants.

Foville, nous dit que « si les fous sont plus nombreux parmi les prisonniers que parmi les gens en liberté, cela tient, à ce qu'ils étaient déjà fous lors de leur condamnation, ou dans la période d'incubation, et à ce qu'il y a certaines catégories de criminels qui se confondent presque avec certaines classes d'aliénés » (2).

Enfin, Maudsley affirme « qu'il y a des cas où aucun symptôme de folie antérieure au crime n'étant apparu, le crime marque la période où la tendance à l'insanité est devenue l'insanité elle-même (3).

Cela doit être rare ; peut-être si l'on avait mieux examiné le sujet, et scruté davantage ses antécédents, aurait-on pu retrouver quelques signes d'aliénation ; mais, s'il est vrai que le crime soit quelquefois le commencement de la folie, nous en devons chercher ailleurs les preuves (4).

Certains auteurs ont prétendu, que, lorsque le crime n'avait pas de motifs connus, il y avait présomption de folie, mais nous savons que la découverte des mobiles réels nous échappe très souvent.

Ainsi, plusieurs médecins, ont considéré Henriette Cornier, comme une aliénée, son crime semblant inexplicable ; or, on a trouvé un jour dans des papiers confidentiels, émanant d'elle, la preuve que son crime avait eu pour mobile la jalousie, et que c'était cette passion qui l'avait poussée à se venger par la mort d'un enfant, de son ancien amant qui en était le père.

(1) Loc. cit., p. 376.

(2) Loc. cit., tome 15, p. 224.

(3) Loc. cit., p. 56.

(4) Voir *Falret*, loc. cit., p. 448, et le même, ann. medic. psych. 1863, tome 2, p. 238 et suiv.

On a soutenu, d'autre part, que toutes les fois que l'acte incriminé, avait été accompli sous l'empire d'une passion naturelle et connue, il n'y avait pas lieu de poser la question d'aliénation.

Mais, l'aliéné a les mêmes passions que les autres hommes, et nous le voyons souvent commettre des crimes uniquement par vengeance ; seulement, comme sa raison n'obéit pas à des règles fixes, on ne peut, de sa conduite, conclure comme à l'égard des criminels, qu'il a cédé à tel mobile, plutôt qu'à tel autre.

Non, il ne faut pas s'égarer dans des recherches de cette nature ; toute la question est de savoir si, le crime mis à part, on a affaire à un aliéné, ou à un homme sain d'esprit.

DU CRIMINEL. — Pour en revenir au criminel proprement dit, c'est-à-dire, non pas à celui qui, sous l'influence d'une passion d'un jour, commet un crime, et, le lendemain, redevient honnête homme, mais, au misérable, dont le crime est, pour ainsi dire, la fonction, au récidiviste incorrigible, qui naît et meurt criminel, ne faut-il pas considérer cet homme comme un aliéné d'une espèce particulière ?

Oui, répondent quelques aliénistes. « Ce n'est pas par choix qu'on devient criminel, dit le Dr Dally : il y a des millions d'êtres, qui sont absolument dépourvus de toute conscience du juste et de l'injuste... Le crime et la folie constituent deux manifestations spéciales de la déchéance organique, héréditaire ou acquise » (1).

Suivant Trélat, l'étude psychologique des criminels forme une branche importante de la tératologie morale.

« Une grande partie des condamnés est composée d'hommes, dit Ferrus, à intelligence imparfaite, poussés au crime par les vices propres de leur organisation » (2).

Cazauvieilh qui regarde, avec raison, le suicide comme étant quelquefois un symptôme de folie, a fait ressortir, par une statistique, la corrélation étroite qui existe entre le nombre

(1) Ann. médic. psych., 1863, tom. II, p. 275.

(2) Ibid., tom. III.

des crimes et celui des suicides, qui ont été aux différentes époques en progressant ou en décroissant, dans la même proportion directe (1).

Morel a noté, également, de grandes analogies entre les causes de l'aliénation, du suicide et de la criminalité (2).

Enfin, d'après Lacassagne, les suicidés doivent être considérés, tantôt, comme des aliénés, tantôt, « comme des criminels modifiés par le milieu social » (3).

D'un autre côté, nous devons signaler ce fait : que les individus nés de parents aliénés, ont une tendance marquée à la débauche, à l'ivrognerie, au vol, etc.

L'hérédité nous montre, en effet, la parenté qui, souvent, relie le criminel à l'aliéné.

Maudsley dit que les exemples abondent, où, dans la même famille, les enfants sont les uns fous, les autres criminels.

Pour lui, « le crime est une sorte d'émonctoire, par lequel s'écoulent les tendances malsaines : ces individus deviendraient fous s'ils n'étaient pas criminels » (4).

Les criminels et les fous, dit : (5) Cesare Lombroso, ont en commun : la violence et l'instabilité de leurs passions, la fréquente insensibilité à la douleur, l'absence de sentiments affectifs, le sens exagéré du moi, la passion des alcooliques, etc., de même, certaines difformités physiques : nystagmus, strabisme, etc (6).

On a fait des mensurations comparatives de crânes d'hommes sains, d'aliénés et de criminels, mais elles n'ont donné aucun résultat scientifique ; et, sous ce rapport, le système de Gall, ne s'est pas encore relevé, du discrédit où il est depuis longtemps tombé.

Quoiqu'il en soit, comme le dit Lombroso, il est certain

(1) Du suicide, de l'aliénation mentale et des crimes contre les personnes, Paris, 1840.

(2) Loc. cit., p. 376.

(3) Contribut. à l'étude de la statist. criminelle. Thèse du Dr *Chaussinand*, Lyon, 1881, p. 23 et suiv.

(4) Loc. cit., p. 15 et suiv.

(5) *Omo delinquente*, chap. VI, p. 125 et 126, Fratelli Bocca, édit., 1878.

(6) Nous devons la traduction de cet auteur, à l'obligeance de notre collègue et ami, le Dr *Maria*.

que le criminel se rapproche encore plus du sauvage que de l'aliéné.

On doit le considérer comme un infirme, un être dégénéré, tenant, sous quelques aspects, de l'imbécile : (1) il n'a pas, comme le fou, d'idées délirantes, d'hallucinations, etc., et nous insistons sur ce point : sa personnalité n'est pas modifiée.

Soit, que, né de parents aliénés ou criminels, élevé, nourri dans le crime, il n'ait jamais eu la moindre notion du juste et de l'injuste : soit, qu'emporté par ses mauvaises passions, et corrompu par tous les vices, il ait fini par perdre tout sens moral, et soit retourné à « l'état sauvage », le criminel n'a d'autres mobiles que la satisfaction de ses instincts inférieurs, et n'est qu'une force aveugle et brutale, devant laquelle la barrière des lois est presque toujours impuissante.

Mais, sous prétexte qu'un être semblable est dépourvu de tout libre arbitre « ceux là seuls, suivant Vauvenargues, jouissant de leur pleine et entière liberté morale, qui obéissent aux lois naturelles » (2), la société perd-elle le droit de se défendre en le punissant ?

Si elle doit rester désarmée, toutes les fois que le libre arbitre est détruit : si elle doit s'incliner devant tout ce qui est fatal, on peut se demander dans quelles circonstances il lui sera permis d'agir.

LIBRE ARBITRE. — Jamais principe n'a été l'objet de plus de controverse, que le libre arbitre.

De tout temps, des philosophes, des savants, voire des pères de l'Église l'ont contesté.

Nous lisons, en effet, dans St-Thomas-d'Aquin, les propositions suivantes, qu'il expose brièvement, dans le but de les réfuter.

« Quod movetur ab alio, non est liberum; sed Deus movit voluntatem... ergo ».

Non est in homine vis ejus, nec viri est, ut dirigat gressus suos... ergo.

(1) Voir *Laycock*, loc. cit. de la mémoire ancestrale.

(2) Bull. de l'Acad. des sc. mor. et polit., tom. 102, p. 457.

Qualis unusquisque, talis finis videtur ei, sed non est in potestate nostra aliquales esse, sed hoc nobis est a natura... ergo (1).

St-Bernard disait : Quel est celui qui peut distinguer dans ses impulsions, l'influence du « morbus serpentis » et celle du « morbus mentis »?

Sans parler d'un grand nombre d'autres philosophes, et notamment, de ceux dits « matérialistes », est-ce que Leibniz avec son système de l'harmonie préétablie, ne ruine pas complètement la théorie du libre arbitre ?

Darwin, en traitant des impulsions instinctives vers le bien ou vers le mal dit : que les actes accomplis sous cette influence sont trop instantanés, pour qu'il y ait réflexion : qu'on serait en droit de prétendre, sous ce rapport, que ces actes échappent en quelque sorte au domaine du sens moral;... que, suivant certaines personnes, il faut réserver le nom d'actes moraux, aux actions faites de propos délibéré, en suite d'une victoire remportée sur des désirs contraires, mais, qu'en fait, la ligne de démarcation est impossible, et que ce sont surtout ces grandes actions, pour ainsi dire irréflechies, que l'on doit considérer comme les plus parfaites au point de vue moral (2).

Certains savants, considérant que la psychologie obéit aux mêmes lois que les autres branches de la physiologie, soutiennent que le libre arbitre n'est qu'une illusion de notre esprit, que les mobiles apparents ou cachés qui portent à telle action, s'enchaînent les uns les autres, depuis le premier, qui échappe à la conscience, jusqu'à celui qui semble seul déterminer l'individu : que la volonté, en un mot, n'est que l'effet d'un réflexe, au même titre que tous les phénomènes organiques (3).

Est-il nécessaire de prendre parti, dans un sens ou dans l'autre, pour légitimer le droit de punir le criminel et imposer le devoir d'absoudre l'aliéné ?

Nous ne le pensons pas.

Les partisans du libre arbitre nous disent : le fondement

(1) Somm. théol. de *St-Thomas-d'Aquin*, traduit par *Lachat*, Paris, 1856. tome III, p. 301 et suiv.

(2) De la descendance de l'homme et de la Sélection, trad. de l'anglais, par *Moulinié*, 1872, tom. 1^{er}.

(3) *Griesinger*, tr. des mal. ment., trad. par *Doumic*, Paris, 1873, p. 47, et *Luys*, loc. cit., p. 252 et suiv.

de la peine étant la justice, l'aliéné, chez qui toute liberté morale est détruite, ne saurait répondre de ses actes ; le criminel, au contraire, chez qui elle est entière, en est forcément responsable.

Les adversaires répliquent : le libre arbitre n'existant pas, c'est une raison de plus pour appliquer la peine au criminel, afin de le déterminer à entrer dans le droit chemin ; quant à l'aliéné, grâce à la métamorphose que la maladie lui fait subir, il échappe au « déterminisme pénal ».

Mais cette question mérite plus ample développement, et sans avoir la prétention d'épuiser un débat, dont la solution marquera le terme le plus avancé du progrès, nous croyons devoir ajouter quelques mots, sur le but de la peine et sa signification sociale, pour en faire telle application que de droit, au criminel et à l'aliéné.

BUT DE LA PEINE. — Les idées de vengeance privée ou publique ont depuis longtemps disparu : personne ne les défend plus.

Nous ne discuterons pas la théorie du contrat social, en vertu de laquelle un consentement tacite de tous les membres du corps social légitimerait les récompenses et les peines. Comme le dit Ortolan, on entre dans la société malgré soi, et sans être consulté (1).

Le système de Platon, sur la rémunération due aux bonnes œuvres, et la punition aux mauvaises, est encore fort en faveur.

Il y a dans cette doctrine, en effet, quelque chose qui séduit l'esprit tout d'abord.

Avec elle, l'expiation nous apparaît comme un droit de l'individu, autant que comme un devoir de la société ; il semble que le délit soit une dette envers elle que solde le châtiement : le coupable peut trouver là un adoucissement à ses remords, et puiser un soulagement moral dans la souffrance du corps.

Mais, si l'on songe au grand nombre de criminels, qui n'ont

(1) Loc. cit.

jamais éprouvé le moindre sentiment de repentir, on verra le peu de fond qu'il faut faire sur cette philosophie.

Pour Hobbes, Bentham, etc., le fondement de la peine, c'est l'utilité sociale : « *nemo prudens punit quia peccatur, sed ne peccetur* » ; l'idée de correction est également admise par eux.

Cette idée, dit Ortolan (1), a été poussée à ses extrêmes limites, dans le système de Pinheiro-Ferreira, qui voulait que les prisons fussent remplacées par des hôpitaux, où les délinquants seraient soignés par un jury médical de correction.

Sous ce rapport, on peut dire que la peine n'est, comme la récompense d'ailleurs, qu'un mode empirique d'enseignement dont on fait usage, faute de mieux.

Mais, si nous voulons une définition qui embrasse en quelques lignes tous les aperçus de cette grande question, nous ne pourrions mieux rencontrer que celle de Sénèque.

Le but de la peine, dit-il, est « *ut eum quem punit emendet, aut ut poena ejus ceteros meliores reddat, aut ut sublati malis, securiores coeteri vivant* » (2).

En ce qui touche les criminels, le principe de la correction, n'est guère applicable qu'à ceux chez qui le crime n'est, pour ainsi parler, qu'un accident, et qui, d'eux-mêmes, l'on peut dire, sont susceptibles de revenir au bien ; si le remords, la crainte du mépris public, ou tout autre sentiment, pouvait suffire à les y ramener, point ne serait question de châtement.

Darwin, explique le remords : par la persistance des instincts sociaux, qui reprennent tout leur empire, après avoir été subjugués un instant par l'instinct animal ; il nous montre, par un exemple pris chez les oiseaux, comment un instinct passager, mais très fort, peut l'emporter sur un instinct plus durable : l'instinct de migration, sur l'instinct maternel.

« Ainsi, dit-il, à la fin de son long voyage, l'instinct migrateur cessant d'agir, quel remords ne ressentirait pas l'oiseau, si doué d'une grande activité mentale, il ne pouvait s'empêcher de voir constamment repasser dans son esprit,

(1) *I. oc. cit.*

(2) Œuvres complètes de Sénèque, édit. Dubochet, Paris, 1844, p. 345.

l'image des petits qu'il a laissés dans le Nord, périr de froid et de faim.

« Mais l'homme, ajoute-t-il, chez qui les instincts sociaux sont plus durables, et qui laisse ses instincts d'ordre inférieur l'entraîner au crime pourra après l'acte éprouver un véritable remords ;... à la longue, par habitude acquise ou héréditaire, il en arrivera à sentir, qu'il lui convient mieux d'obéir à ses instincts les plus persistants ; s'il n'éprouve pas de remords, il pourra être arrêté par la crainte de la mésestime de ses concitoyens, ou par la crainte d'un châtement qui lui fait voir alors, où est son véritable intérêt (1) ».

Mais le plus souvent, ce premier but de la peine est manqué, comme le prouve le grand nombre des récidives.

A l'égard de tous les criminels incurables, le châtement n'a d'autre effet, que de garantir la sécurité publique, car il ne faut pas trop compter sur l'exemplarité, qui est souvent illusoire.

Sous tous rapports, on peut espérer que l'étude des causes générales de la criminalité (2) finira par conduire un jour à des remèdes moins primitifs et plus sûrs.

Si la peine est impuissante à corriger le criminel, quelle influence pourrait-elle avoir sur l'aliéné ? Les punitions qu'on inflige aux fous dans les asiles, pour les manquements à la discipline, démontrent que dans une mesure restreinte, et pour des choses de peu d'importance, ils sont susceptibles d'une certaine correction, mais la peine ne saurait évidemment rétablir leur équilibre mental, et les guérir.

Quant à l'exemplarité, ce mot manque ici de sens. « La pendaïson d'un aliéné pourrait être de quelque utilité dit Maudsley (3), si elle empêchait de devenir fou ».

Reste la question de préservation sociale.

Le Dr Dally a soutenu cette thèse : qu'au point de vue, des intérêts de la société et de la science, aliénés et sains d'esprit sont responsables au même titre : qu'il n'y a de variable

(1) *Rev. scient.*, 16 septembre 1871.

(2) *Ibid.*, 28 mai 1881, *Laccassagne*. Voir aussi *Chaussinand*, loc. cit.

(3) *Loc. cit.*, p. 126.

que la forme des responsabilités : chez le criminel, la peine, chez l'aliéné l'asile :

« L'utilité, seul fondement de la peine, exige que la société se préserve de l'aliéné criminel comme du criminel, les actes des aliénés n'étant pas moins dangereux que ceux des criminels et les récidives moins fréquentes (1) ».

La société, en effet, a le droit de se défendre des uns et des autres ; c'est pourquoi un grand nombre d'aliénistes, ont demandé la création d'asiles spéciaux, où les aliénés criminels seraient enfermés par ordre de justice, tantôt pour un temps, tantôt à perpétuité (2).

Esquirol, considérant les aliénés comme incurables dès qu'ils ont commis un crime capital, réclamait un internement perpétuel (3).

Brierre de Boismont, voulait que la durée de la séquestration fut équivalente à celle des peines qu'ils auraient encourues, s'ils eussent été reconnus criminels (4).

Ces vœux semblent répondre à celui du D^r Dally et tout d'abord, paraissent parfaitement légitimes. Mais de graves objections peuvent leur être opposées.

La jurisprudence des Romains, et celle de nos anciens Parlements qui en dérive, conférait au juge, comme nous l'avons vu, le pouvoir de faire interner dans un asile spécial, l'aliéné criminel (5).

« Revenir à ces errements, serait, dit Falret (6), renier les progrès accomplis ».

Un aliéné qui commet un crime, en effet, n'est pas un criminel : il échappe à la compétence du magistrat, et relève du médecin seul.

Et quelles difficultés se présenteraient dans la pratique ?

(1) Ann. médic. psych., 1863, tom. II, p. 273 et suiv.

(2) A l'Etabl. de Bedlam à Londres est annexé un quartier pour cette catégorie d'aliénés.

(3) Loc. cit., p. 228.

(4) Ann. médic. psych., 1846, tome VIII, p. 118.

(5) En Angleterre, lorsque le jury a déclaré l'accusé non coupable, pour cause d'aliénation mentale, la Cour a le droit d'ordonner son incarcération. Voir *Bertrand*, p. 41 et suiv. Etude sur les diverses législations relatives aux aliénés, Paris, 1872.

(6) Ann. médic., psych., tom. II, p. 254.

Le système de Brierre de Boismont est des plus arbitraires et aboutirait à l'absurde, si on cherchait à l'appliquer dans les termes où il est proposé.

Quoiqu'en prétende Esquirol, d'autre part, un aliéné qui a commis un meurtre peut guérir : de quel droit le tiendrait-on enfermé après sa guérison ?

Et cette perpétuité de l'internement qui, à l'égard du criminel ordinaire, outrepassé aux yeux d'un grand nombre de moralistes les droits de la société, on voudrait l'infliger à un malade !... cela ne serait ni rationnel, ni utile.

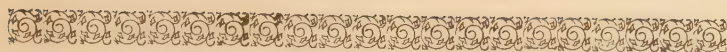
Au surplus, la lacune de notre législation qui serait, dit-on comblée par ce moyen, n'existe pas en réalité.

Déjà la loi des 16-24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, avait confié à l'autorité municipale, le soin de remédier aux inconvénients pouvant résulter de la liberté laissée aux insensés et aux furieux.

L'ordonnance du 18 décembre 1839 y pourvoit plus sûrement encore.

Le préfet peut donc, il doit même, en vertu des lois en vigueur, faire incarcérer comme dangereux, tout individu acquitté d'un crime pour cause d'aliénation.

L'administration supérieure se trouve ainsi suffisamment armée, pour protéger la société contre les aliénés dits criminels ; mais elle a besoin, elle aussi, d'être défendue contre ceux qui, sous couleur de plaider la cause de la liberté individuelle, l'attaquent inconsidérément, au grand détriment des intérêts de tous.



POSITIONS

DROIT ROMAIN

I — Le second maître peut intenter « l'actio furti » à son esclave, après l'avoir affranchi, pour un vol qu'il aurait commis à son préjudice, lorsqu'il appartenait à un premier maître.

II — La complicité, en général, implique la participation matérielle au délit; la simple provocation ne suffit pas pour la constituer.

III — Le mari de la femme adultère, ne pouvait pas lui intenter l'action de la loi « Julia », sans s'exposer au danger de la « calumnia ».

IV — Tous ceux qui étaient privés du « jus accusandi », ne pouvaient pas, néanmoins, après avoir intenté un « judicium publicum », se désister purement et simplement, sans encourir les peines du sénatus-consulte Turpilien.

DROIT CIVIL

I — L'acte d'acquisition « a non domino », ne constitue un juste titre pouvant servir de base à la prescription de dix à vingt ans qu'après avoir été transcrit.

II — La séparation de corps ne fait pas perdre de plein droit, à l'époux contre lequel elle a été prononcée, les libéralités qui lui ont été faites par son conjoint.

III — La possession d'état ne prouve la filiation naturelle qu'à l'égard de la mère.

DROIT PÉNAL

I — L'interdiction ne fait obstacle, ni à la mise en jugement, ni à la condamnation de l'interdit, pour infraction à la loi pénale.

II — L'ivresse n'est pas une cause d'excuse, mais elle peut constituer une cause d'irresponsabilité pénale.

DROIT INTERNATIONAL

I — Une femme de nationalité étrangère, commettant un crime à l'étranger, et se mariant postérieurement à un Français, ne doit pas être extradée.

II — Si la qualification du fait pour lequel l'extradition est accordée, se trouve modifiée par suite des débats, le tribunal de répression doit se dessaisir.

Vu :

Lyon, le 30 mai 1882.

Le Président de la Thèse,

R. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 31 mai 1882.

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer.

Lyon, le 3 juin 1882.

Le Recteur de l'Académie,

Em. CHARLES.



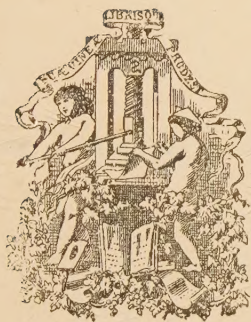
TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

I — <i>Avant-Propos</i>	1
II — <i>De l'enfant</i>	3
III — <i>De l'impubère</i>	4
IV — <i>Du mineur de 25 ans</i>	7
V — <i>De l'esclave</i>	8
VI — <i>Du filius familias</i>	14
VII — <i>Des limites du devoir d'obéissance</i>	19
VIII — <i>Méfais des époux</i>	24
<i>Vol</i>	24
<i>Adultère</i>	25
<i>Inceste</i>	32
<i>Rapt</i>	33
IX — <i>De l'aliénation mentale</i>	34
<i>Du somnambulisme</i>	37
<i>De l'ivresse</i>	37
<i>De la contrainte morale</i>	38
X — <i>Du défaut d'intention</i>	39
<i>De la force majeure</i>	42
<i>Ignorance du droit</i>	43
<i>De la légitime défense</i>	44
XI — <i>Des délits par intention</i>	45
XII — <i>De la complicité et de la provocation</i>	46
XIII — <i>De la qualité des criminels. — Limite du droit d'accusation</i>	49
XIV — <i>Du désistement et de la fausse accusation</i> ..	53
XV — <i>De l'action pénale à l'égard des héritiers</i> ...	59

DROIT FRANÇAIS

I — <i>Avant-Propos</i>	1
II — <i>Historique</i>	3
III — <i>Droit ancien</i>	7
De l'aliéné.....	7
Du somnambulisme ou noctambulisme.....	11
De l'ivresse.....	12
Des passions.....	14
IV — <i>Droit intermédiaire</i>	15
V — <i>Droit moderne</i>	16
De la manie.....	18
De la monomanie ou du délire partiel.....	20
De la folie instinctive.....	31
De la démence.....	40
De la paralysie générale.....	41
Considérations générales sur l'aliénation mentale.....	43
Législation étrangère.....	56
De l'imbécillité et de l'idiotie.....	58
De l'épilepsie.....	60
De l'hystérie.....	63
De l'alcoolisme.....	70
Crime et folie.....	76



Vienne, imp. Savigné. — 1882.

